This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NEW YORK PUBLIC LIBRARY
3 3433 04390 4865
C 10-7737
Bigot, Charles
Classes dirigeantes

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX & TILDEN
FOUNDATIONS

C-D
7037

LES

CLASSES DIRIGEANTES

PARIS. — TYPOGRAPHIE LAHURE
Rue de Fleurus, 9

CHARLES BIGOT

LES CLASSES DIRIGEANTES

Il n'y a en France qu'une seule famille, et dans celle-ci, comme dans les familles ouvrières, il y a des enfants un peu plus âgés qui portent sur leurs bras les plus jeunes.

M. ERNEST BERSOT.

PARIS
CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13
—
1875

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX & TILDEN
FOUNDATIONS

A

LA MÉMOIRE

DE MON PÈRE

AVANT-PROPOS.

Ce livre est une étude sociale et non pas un pamphlet politique. Il n'est pas superflu, peut-être, d'en avertir le lecteur. Ce titre : *Les classes dirigeantes*, en l'an de grâce 1875, appelle, en effet, la plume d'un satirique, et pour tout dire il faut espérer que ce satirique viendra. Il aura sous la main un beau sujet, et bien capable d'égayer le vieil esprit français.

C'est, en effet, un petit monde bizarre et digne qu'on le peigne avant qu'il ait disparu, que le groupe politique dont ce mot évoque d'abord la pensée, celui des hommes qui, à tout propos, disent d'eux-mêmes en se rengorgeant : « Nous les classes dirigeantes. » Quelques-uns d'entre ceux-là sont députés et siégent au centre

droit; il semble que la vie ait fait tort à ceux qui n'ont point le même avantage.

Magistrats, avocats, médecins, commerçants, voire bourgeois blasonnés, du plus loin qu'on voit ces importants personnages, on les reconnaît à quelque chose de grave et de gourmé dans le maintien. Ils ont la réserve et la dignité : ils font penser à la génération d'il y a quarante ans, dont il leur manque les grands cols ; ils semblent imiter quelqu'un imitant lui-même un Anglais.

Écoutez-les : ils sont posés dans leurs opinions ; ils aiment la liberté, mais non moins l'autorité ; ils parlent de leurs études et de leur savoir ; ils sont pleins de mépris pour la foule ignorante, convaincus de l'importance et des difficultés de l'art de gouverner. Ils trouvent à leur manière que le siècle ne rend pas justice aux beaux esprits. Les plus âgés ont la majesté ventrue et rayonnante : les plus jeunes ont déjà la maturité avec la solennité : ils ne sortent pas sans un portefeuille sous le bras ; ils parlent peu, se gardent de se compromettre,

sont discrets comme des diplomates, sourient doucement dans leurs cravates blanches. Ils sont nés ayant quarante ans. Ils se poussent, se font des relations, fréquentent les salons sérieux, surveillent leurs mœurs, s'interdisent les passions. La démocratie leur fait hausser les épaules, le suffrage universel provoque leurs sarcasmes. La *Doctrine* est leur catéchisme. Leurs prophètes sont feu M. Guizot et feu M. le comte Duchatel. M. le duc d'Aumale est pour eux un écrivain de génie ; ils tiennent M. Hervé du *Journal de Paris* pour un grand politique, et la sagesse de Joseph Prudhomme habite en eux.

Il faut se garder de mesurer leur importance à l'importance qu'ils se donnent. Au fond ils ne sont rien qu'une fort petite coterie dans une grande nation, une coterie médiocre et sans influence. On compterait les familles auxquelles ils appartiennent et qui attendent sous l'orme que le coq d'Orléans chante de nouveau, perché sur le trône de France. Leur voix, quand ils la font entendre, est sans écho dans le pays ; leurs habiletés ne trompent personne et tout le

monde lit dans leur jeu. En s'isolant, par hauteur, du monde qui les entourait, ils ont perdu toute action sur ce monde. Ils ne le comprennent pas plus qu'ils ne sont compris de lui. Ils sont à leur façon des émigrés à l'intérieur. Ils peuvent frapper du pied le sol, il n'en sortira jamais des légions. On a dit le mot depuis longtemps : ils sont des colonels sans armée. Leur classe est une classe dirigeante qui ne dirige personne.

On ne se propose pas ici pour objet d'étude cette petite église. On vise un but plus élevé. Nous entendons prendre ce mot : « les classes dirigeantes, » dans son sens véritable et juste, celui que voulaient donner à l'expression ceux qui d'abord l'ont faite : il représentera pour nous, l'ensemble des personnes dont la situation, l'instruction, les sentiments, le goût, les croyances, exercent une influence dominante sur la société contemporaine.

LES
CLASSES DIRIGEANTES.

INTRODUCTION.

I

Et d'abord y a-t-il des classes dirigeantes, ou du moins est-il juste qu'il y en ait? S'il demeure quelque chose de semblable dans notre démocratie, n'est-ce point le reste d'un temps de priviléges et d'injustices sociales, qu'il importe de faire disparaître au plus tôt? La révolution de 89 n'a-t-elle pas proclamé l'égalité absolue de tous les Français, celle de 48 ne leur a-t-elle pas donné à tous les droits politiques? N'ont-ils pas tous aux mains ces suffrages qui se comptent et ne se pèsent pas?

Il y a toujours eu dans l'humanité des classes dirigeantes, et il est fort probable qu'il y en aura toujours, même sous l'empire du suffrage univer-

sel. Il y a deux choses qu'il est aussi chimérique d'espérer voir égales entre tous les hommes que la santé physique ou les hasards de la destinée, c'est l'intelligence et c'est la fortune.

L'argent jouera toujours en ce monde le rôle du plus puissant levier matériel; et alors même que l'éducation, rendue également accessible à tous, donnera aux uns et aux autres les mêmes moyens d'acquérir par le travail cet instrument, il ne s'ensuivra pas ni que les chances les favorisent également, ni qu'ils s'appliquent avec une ardeur égale à se favoriser eux-mêmes; il ne s'ensuivra pas surtout — et la différence ici est considérable — qu'ils soient partis les uns et les autres d'un semblable point de départ. Les enfants naîtront toujours, tant que les maisons auront des étages, les uns au premier étage, les autres au cinquième, suivant les caprices du sort, et il faudra autant d'intelligence et d'effort aux uns pour gagner mille francs, qu'aux autres pour en gagner cent mille.

Quant à l'inégalité des intelligences, elle est et restera plus constante et plus invincible encore que celle des fortunes : il y aura toujours, pour l'éloquence, pour l'art, pour les affaires, des esprits diversement doués; les uns plus brillants, les autres plus sensés, les autres, hélas! médiocres ou inférieurs. Il est bon, pour une société, que ceux qui sont les plus intelligents et en même temps les plus honnêtes soient ceux qui, parvenant le plus haut,

exercent sur la civilisation dont ils font partie l'influence prépondérante. Eux seuls, en améliorant l'œuvre de leurs devanciers, ajoutent vraiment à la fortune publique. L'effort des institutions humaines doit être précisément, en permettant de se mettre au jour à toutes les supériorités naturelles, d'utiliser pour le bien commun toutes les forces vives de chaque génération, et de substituer aux hiérarchies sociales factices et souvent funestes la hiérarchie que la nature même a faite. Tel est le vrai sens du mot aristocratie ; la prépondérance des meilleurs, des ἄριστοι.

Ce mot aristocratie a pourtant eu bien longtemps, aura bien longtemps encore un autre sens : par les ἄριστοι, on entend, non les meilleurs par l'intelligence et la moralité, mais ceux que, dans l'opinion reçue et les lois établies, la naissance met à part entre les hommes. Aux deux inégalités de l'intelligence et de la fortune, une troisième s'est ainsi ajoutée : elle a même été longtemps la première entre les hommes, la plus forte. Par une singularité dont l'histoire explique les causes, on a vu la naissance conférant aux uns un certain nombre de priviléges, qui, pour les autres, se transforment en autant de servitudes. En un grand nombre de pays, ces priviléges affectés à la naissance ont conservé toute leur valeur : là même où les lois les ont abrogés, les mœurs, plus fortes que les lois, continuent à attacher un certain prestige aux titres et

aux écussons. Une certaine supériorité demeure encore à celui qui a hérité d'un nom, alors même que l'instruction et l'intelligence lui font défaut, alors même que de la splendeur de ses pères il n'a conservé que le souvenir.

Intelligence, naissance, fortune, tels sont les trois éléments qui divisent l'humanité en deux parties inégales. Ceux qui, selon les temps, réunissent ces trois supériorités ou seulement en possèdent une seule, nombre toujours restreint des heureux de ce monde, forment ce qu'à chaque époque l'on peut appeler les classes dirigeantes. Ils dirigent la société, car ils occupent les rangs élevés, les situations en vue, ils remplissent les hauts emplois ; ils la dirigent, car ils ont en main les capitaux qui font le mouvement des affaires, et constituent les partis politiques qui exercent ou se disputent l'autorité. Ce sont eux qui administrent le présent, ce sont eux qui préparent l'avenir; et lorsque plusieurs routes se présentent devant leur pays, ce sont eux qui choisissent celle où ils le veulent engager. On peut dire que le sort des nations est entre leurs mains, et qu'ils les poussent vers le progrès ou vers la décadence. Quand la république romaine s'élança à la conquête du monde, quand son énergie usa le formidable génie d'Annibal, c'est à son aristocratie, fidèle aux robustes traditions, animée de l'amour de la patrie, constante en ses desseins, qu'en revenait l'honneur : ce furent ces mêmes

classes dirigeantes qui perdirent la république romaine, lorsque patriotisme, foi, courage, tout en elles eut sombré sous le luxe et la corruption. L'histoire ne s'occupe guère que des classes dirigeantes, elles la font comme elles l'écrivent, et pendant longtemps les auteurs n'ont jamais derrière elles aperçu le peuple entier qui les suivait ; vaste troupeau qui se renouvelle, qui naît et meurt silencieusement, les générations poussant les générations comme les vagues d'un fleuve.

Il est puéril de contester une réalité qui s'impose à tous les regards : il est peu sage de s'irriter contre un fait que nulle colère ne peut changer, et qui, impassible, se rit de ces colères mêmes. Toutes les révoltes sont vaines contre la nécessité, cette force des choses. Que notre idéal de parfaite justice, d'égalité absolue souffre de la constatation de ces faits, peu importe. La terre, de longtemps encore, ne sera pas le meilleur des mondes. Mais la pire folie serait de fermer volontairement les yeux à l'évidence, de promettre la fin d'un mal que l'on sait ne pouvoir finir. A ce grand festin de la vie d'ici-bas beaucoup sont appelés, mais peu sont élus. La table n'est ni assez large, ni assez abondamment servie pour que tous s'y puissent asseoir.

C'est aux classes dirigeantes qu'appartient, qu'appartiendra pendant de longs siècles encore la meilleure part en toutes choses. C'est pour elles seules que le lait et le miel peuvent couler dans les ruis-

seaux. C'est pour un petit nombre que sont les meilleurs morceaux, les plus beaux fruits, les plus beaux appartements, les plaisirs les plus exquis du corps et de l'esprit. La condition des autres peut être adoucie, lentement et par degrés; elle ne peut être faite semblable à la leur. On peut remplacer les classes dirigeantes d'un temps par d'autres classes dirigeantes, on peut substituer aux inégalités factices les inégalités naturelles, on peut, en multipliant les ressources et par les progrès de la science, faire que le sort des derniers venus soit moins misérable. Ceux qui promettent le partage égal entre tous sont des menteurs ou des fous.

Encore une fois cette loi est dure, et il faut en avoir bien touché du doigt la brutalité douloureuse pour la vouloir proclamer à ceux qui souffrent, à ceux qui aspirent légitimement à la délivrance. On conçoit trop qu'il leur soit bien difficile de se résigner. — « Si nous nous levions d'un terrible effort, nous qui sommes les déshérités de la nature et de la société : si nous chassions, nous qui avons le nombre et la force physique, ceux qui sont assis au banquet dont nous n'avons jamais eu que les miettes pour nous asseoir à leur place à notre tour!... » — Si vous vous leviez, pauvres infortunés! si vous chassiez ceux qui sont assis, vous ne changeriez rien à l'implacable nature des choses; il ne s'écoulerait pas dix ans, il ne s'écoulerait pas deux ans avant que toutes les fatalités de ce monde fis-

sent une seconde fois ce qu'elles ont fait une première; il ne s'écoulerait pas deux ans avant que ceux-là mêmes eussent repris leur place que vous croiriez avoir chassés!

Un nombre d'hommes relativement restreint possèdent, à l'exclusion de leurs semblables, le loisir, l'instruction, le luxe et les jouissances les plus enviées de la vie; ils possèdent ce qui est l'objet des désirs, des efforts, des convoitises. Ils sont placés aux yeux de tous comme des exceptions lumineuses au sein de leur misère; mieux vêtus, parlant mieux, plus élégants de manières, s'entretenant sans cesse de choses auxquelles les autres n'entendent rien, comprenant tout ce que font les autres, tandis que les autres ne peuvent comprendre ce qu'ils font eux-mêmes : ayant ce bonheur que d'autres les servent, que le travail des autres ne semble employé qu'à préparer, à faciliter, à accroître leur bien-être. Ils rayonnent dans une sorte d'Olympe, où n'atteignent ni les pieds, ni les mains des autres, où montent seuls leurs regards. Ils s'abreuvent de nectar et se nourrissent d'ambroisie. Que de sentiments divers ils inspirent, où se mêlent tout à la fois l'admiration, l'envie, la crainte!

Ils ont un avantage plus grand que tous les autres, auquel nul ne peut songer sans de mélancoliques réflexions. Le grand privilége de leur condition, ce n'est ni la considération, ni le luxe, ni les jouissances, ni la vie pénétrant dans les pou-

mons plus large et plus facile : ils ont un bien précieux qu'ils ont seuls. Chez les autres hommes, l'effort et l'activité tout entiers se consument à conquérir l'aliment nécessaire de l'existence. C'est vraiment à la sueur de leur front qu'ils mangent leur pain, c'est sur eux que s'accomplit la malédiction des fils d'Adam. Courbés du matin au soir sur la terre ou sur leurs outils, pareils à ces pauvres paysans si bien peints par Millet, quand le soir tombe et que la nuit vient, leurs corps sont harassés, leurs forces sont à bout. Ils n'ont pas eu une heure dans le jour pour lever la tête, pour réfléchir, pour penser. Le sommeil de la brute alterne pour eux avec le travail de la brute; demain sera pareil à hier, à aujourd'hui. — Quand les autres travaillent, au contraire, ce n'est point de ce travail écrasant : quelques heures suffisent à leur gagner le nécessaire, quand ce n'est pas l'aisance ou la richesse. Il leur reste du temps, non-seulement pour le plaisir, mais pour l'étude, pour la réflexion, pour le progrès personnel. Ils peuvent cultiver leurs goûts et développer leurs facultés. Eux seuls peuvent véritablement devenir des individualités, être des penseurs, des savants, des artistes; eux seuls peuvent avoir part à la gloire, vivre pour la postérité après avoir vécu pour eux-mêmes. Les autres hommes ne sont qu'une foule, êtres imparfaits, incomplets, manqués. Ils ne servent qu'à transmettre à d'autres le flambeau de la vie qui

n'a pu accomplir en eux son œuvre; pareils aux bruyères des sommets, aux pins des contrées arides, leur travail forme patiemment, en arrosant le sol de sueurs, quelques parcelles de plus d'une terre végétale, sur laquelle un jour — quand ils ne seront plus — une riche moisson croîtra peut-être.

C'est là un dur spectacle, et qui plus d'une fois trouble la conscience de l'observateur. Loi sévère de l'humanité et que la nécessité seule peut contraindre à subir, cette loi est la loi; l'impatience ou la révolte des hommes se brisent contre sa rigueur.

Comment ceux que la vie a traités ainsi en privilégiés, ceux qui ont la fortune, l'instruction, la considération, ne joueraient-ils pas sur la terre un rôle prépondérant? Comment l'espèce humaine, dans son besoin d'imiter, ne prendrait-elle pas modèle sur eux? Comment les mœurs, les idées, les croyances du grand nombre ne se régleraient-elles pas sur les leurs? Ils ont l'autorité; hélas! ils n'en auraient pas besoin pour être déjà ceux qui dirigent le monde!

II

Reste à savoir si les heureux de ce monde n'ont autre chose à faire que de jouir en paix et sans souci de leur bonheur, à la façon des Dieux des épicuriens :

....Namque deos didici securum agere ævum,

ou si leur situation et l'influence qu'ils exercent sur le monde leur crée des devoirs particuliers.

Si les privilégiés d'ici-bas daignaient plus souvent, par la comparaison de leur sort avec celui des autres, bien se rendre compte des avantages qu'ils possèdent, il serait superflu sans doute de leur parler de devoirs. La sympathie naturelle suffirait à les disposer à la bienfaisance. Ils comprendraient que, toutes choses étant liées entre elles par d'inévitables rapports, qui a reçu davantage de l'état social lui doit davantage aussi. Ils se diraient qu'une lourde responsabilité pèse sur les classes dirigeantes ; par cela même qu'elles sont toutes-puissantes à peu près ou pour le bien ou pour le mal, elles ont de leur action un grand compte à rendre. Rien ne se fait dans la vie des nations sans elles ni malgré elles, hormis par ces secousses vio-

lentes que l'on nomme des révolutions, cataclysmes sociaux qui n'arrivent jamais, quand ils arrivent, que par la faute de ceux-là précisément dont la mission était de les rendre impossibles. Et ces secousses mêmes ne produisent d'effet durable qu'à la condition d'être appuyées par une portion considérable de ceux aux mains desquels sont l'instruction, la fortune, la considération sociale.

Si les classes dirigeantes, au lieu de chercher des entraves aux besoins nouveaux apparus dans l'humanité, de vouloir étouffer les instincts nouveaux qui se sont éveillés en elle, s'étaient au contraire occupés de procurer la satisfaction légitime de ces besoins et de ces instincts nouveaux, demain serait pacifiquement sorti d'hier et les crises violentes auraient été épargnées. Les vrais, les premiers coupables dans les désordres sociaux ce sont les classes dirigeantes, et les excès, les violences des nouvelles classes apparues ne leur sont pas une excuse, elles le devraient savoir. Les nouveaux venus ont le droit de faire des rêves chimériques, ils ont le droit d'ignorer ce qu'est l'organisation d'une société, à l'administration de laquelle ils n'ont jamais eu part. Il est naturel que les souffrances aient accumulé en eux des ressentiments, des désirs de vengeance ; il est naturel que leurs tempéraments violents encore y cèdent. Ceux qui ont l'instruction, l'expérience, sont inexcusables d'avoir laissé déborder la coupe, d'avoir mené à l'écueil le vaisseau où ils tenaient

la barre. Si les heureux qui ont la bonne part n'ont d'autre souci que de la conserver pour eux seuls tout entière; si, pour eux, le reste de l'humanité n'existe que dans la mesure où il peut servir à leurs plaisirs; si, comme des ennemis en pays conquis, ils ne songent qu'à bien garder les places fortes qui leur servent à tenir la contrée entre leurs mains, de quoi peuvent-ils se plaindre si quelque jour on monte, la hache en main, à l'assaut de leurs citadelles? Que leur doit le reste de l'humanité qui ne les connaît que pour avoir souffert par eux? Eux-mêmes, en ne voulant vivre que pour eux, ont signé par avance leur condamnation, leur arrêt de mort. Ils peuvent retarder l'heure, mais leur jour est fixé; c'est la loi que le porc qui s'engraisse sans rien faire doit rendre un jour, en petit salé et en jambon, le son et la farine dont il a vu chaque jour son auge pleine. Des classes dirigeantes égoïstes sont des classes dirigeantes maudites.

Il est pour les classes dirigeantes une autre façon d'entendre leur rôle, et qui les fait aussi nobles que cette autre façon les faisait méprisables. Elles ont une justification des avantages que leur fait l'état social. C'est qu'elles lui rendent des services que seules à ce moment elles lui peuvent rendre. Elles ont plus de loisir, mais ce loisir est la condition de l'étude, de la réflexion, de l'invention. Elles n'exploitent pas la richesse, mais elles découvrent des

mines où une richesse nouvelle est enfouie. Un industriel ne fait pas la besogne d'un ouvrier; il n'aurait pas la force physique pour la faire: mais par ses relations sociales, par la découverte d'un débouché nouveau, il augmentera de plusieurs millions la production de son pays, il assurera du travail plus avantageux à des centaines de familles. Un savant ne fait pas marcher une machine; mais il invente une machine nouvelle qui à elle seule fait le travail de cent bras, et change l'ouvrier qui épuisait ses poignets en surveillant de machine auquel reste la faculté de penser. Un artiste ne broie pas les couleurs, un poëte ne fabrique pas l'encre, n'assemble pas les caractères dont s'impriment ses vers; mais l'un et l'autre par l'admiration élèvent l'âme de la foule et lui font entrevoir un idéal de beauté et de grandeur morale qui, pour un moment, l'arrache à ses maux et à ses souffrances. Ainsi la vieille fable de Ménénius est vraie toujours. Il y a dans une société des organes complexes, et c'est l'intérêt même des membres de peiner en apparence pour l'estomac et pour le cerveau. Les classes ignorantes ne peuvent rien par elles seules pour leur propre progrès. Si elles étaient du jour à l'autre abandonnées à elles seules, loin de pouvoir ajouter aux conquêtes faites pour elles par les âges précédents, elles ne pourraient même pas les conserver, le monde rétrograderait vers la barbarie. C'est par l'action de ceux-là précisément qui

semblent aux ignorants les oisifs qui ne font rien, parce que leurs bras n'exécutent pas un travail manuel, que tous les progrès se sont faits sur la terre. L'intelligence, le capital, sont les deux instruments de toute civilisation.

Les classes dirigeantes ne doivent pas seulement la bienfaisance et l'exemple; elles ne doivent pas seulement ces vertus que Massillon a énumérées dans son *Petit Carême*, et qu'avait résumées la noble comparaison de Bossuet, des fontaines élevées afin que leurs eaux se répandent : les classes dirigeantes doivent surtout diriger; c'est-à-dire qu'elles doivent user pour le bien commun de tout ce qui est en elles, de science, d'expérience, de richesse, de force de toute sorte accumulée : elles en doivent user pour assurer l'honneur et la prospérité du pays; elles en doivent user surtout pour rendre l'avenir meilleur. A quelque heure de l'histoire que l'on soit né, le présent est triste; le mal domine le bien, ceux qui souffrent sont les plus nombreux, et les fatalités du sort pèsent sur beaucoup. C'est à diminuer ce mal que se doit employer l'énergie de ceux qui n'en souffrent pas. Ouvrir leurs rangs au lieu de les fermer, faire, dans la mesure du jour auquel suffit sa peine, approcher le règne de la justice; au lieu d'aider au maintien des inégalités arbitraires, des priviléges, s'efforcer de diminuer les priviléges, de hâter le moment où succéderont aux inégalités arbitraires les seules inégalités natu-

relles, honneur aux classes dirigeantes qui comprennent ainsi leur rôle : à celles qui le comprennent autrement, honte et malheur ! Tyrans qui travaillent à rendre plus lourd encore le faix de ceux que le sort accablait déjà.

III

Sortons des généralités et venons à la France contemporaine. Où commencent aujourd'hui, où finissent dans notre pays les classes dirigeantes ? Il ne s'agit pas ici d'une région sociale dont les contours se puissent indiquer avec la précision d'une ligne tracée au cordeau : la frontière est mal définie et la borne est flottante. A quel signe reconnaître ce qui est peuple et ce qui est classe dirigeante ? — « Quelle est la différence entre un juif et un israélite ? a dit un mauvais plaisant. C'est que l'israélite est un juif qui possède un million et que le juif est un israélite qui le cherche. » Il y a quelque chose de pareil en France, depuis que 89, en abolissant les priviléges, a fait rentrer dans les rangs des citoyens et la noblesse et le clergé, et que la constitution de 91 a proclamé l'égalité des Français. Là est le grand principe de justice sur lequel reposeront un jour toutes les sociétés humaines ; ce sera l'honneur im-

mortel de la France de l'avoir reconnu et proclamé la première.

Les mêmes individus peuvent également dans la France moderne être peuple ou classes dirigeantes. Si l'on devait entendre le mot « classes, » au sens que lui donnent quelques-uns de cadres fermés, où s'abritent ceux-ci, où ne peuvent pénétrer ceux-là, il n'y aurait plus chez nous à proprement parler de classes dirigeantes. Il n'y a plus, en notre pays, de castes privilégiées comme en comptent l'Inde, la Chine; comme en comptent encore, même en Europe, tant de pays aristocratiques. Mais il n'est pas moins vrai qu'à chaque génération il se forme dans notre société démocratique deux partages de l'humanité. Les uns sont dans une des deux divisions; les autres sont dans l'autre : les uns sont le peuple, nous appelons les autres les classes dirigeantes.

Il y a parmi ceux-ci bien des divisions encore. Les uns se disent la noblesse; mais qu'est-ce qu'une noblesse sans droits légaux, à laquelle il ne reste que des titres sans prérogatives et le plus souvent sans accord de la fortune avec le nom? Les autres s'appellent des bourgeois, de gros bourgeois cossus, grands propriétaires terriens, grands possesseurs d'actions financières. Les autres sont les bourgeois moyens, avocats, notaires, médecins, professeurs, magistrats, fonctionnaires, propriétaires, rentiers, négociants en train de faire leur

fortune. Ces trois classes ont composé longtemps l'ensemble des classes dirigeantes.

Le cadre en ces temps derniers s'est élargi, à mesure qu'augmentait la prospérité matérielle et que se répandait l'instruction. Voici venir la nombreuse armée de la petite bourgeoisie, petits marchands, détaillants, huissiers, expéditionnaires, employés de bureaux, commis, contre-maîtres. Ceux-là se comptent eux-mêmes parmi les bourgeois, mais les autres font parfois encore difficulté à les y compter. Ils sont les intermédiaires entre les classes dirigeantes et le peuple. Qu'un bon vent les pousse, et ils prennent place parmi les premières; que le flot les ramène en arrière, ils rentrent dans les rangs du second. Ils sont les sous-officiers dans une armée où le peuple est le soldat, où les classes dirigeantes forment le corps d'officiers.

Mettez en face deux individus pris au hasard de l'un ou l'autre de ces groupes sociaux que nulle loi ne définit et ne distingue, chacun d'eux reconnaîtra aussitôt si l'autre appartient ou non au même groupe que lui-même. Quantité de petits signes servent à se reconnaître dans cette franc-maçonnerie dont le mot de passe et l'attouchement ne s'enseignent nulle part et s'enseignent partout. C'est une certaine façon de se tenir, de se vêtir; c'est une communauté de manières, de gestes, de langage, on pourrait presque dire d'idées, au milieu même de la contradiction des opinions humaines.

Le grand monde, le monde, les mondes, tout cela en France aujourd'hui compose également les classes dirigeantes. Les nuances qui séparent ces groupes, très-sensibles à ceux qui en font partie, ne sont, en dehors d'eux, perceptibles qu'aux yeux très-exercés. Pour en faire partie, il faut posséder une certaine aisance matérielle qui peut s'élever autant que l'on veut, qui ne peut descendre au-dessous de certain chiffre. Les uns en ont le capital, les autres en reçoivent chaque année le revenu seulement comme prix de leur travail. C'est sur le chiffre de cette somme que tous ces êtres se cotent entre eux dans les catégories qu'ils établissent. Les uns et les autres sont tenus de posséder une moyenne d'éducation et d'instruction, et cette éducation et cette instruction sont le second élément d'après lequel se fait entre eux la classification. Parfois un grand excès de fortune compense ce qui manque de tous les autres côtés; parfois aussi un grand excès d'éducation ou d'instruction laisse encore place parmi les classes dirigeantes à ceux que la fortune a le plus maltraités. Mais ce ne sont là que des exceptions, la seconde plus rare encore que la première.

Les classes dirigeantes en France jouissent comme partout des avantages que leur assure leur situation. Ont-elles également accompli les devoirs que cette situation leur impose? Ont-elles, de notre temps, compris leur mission et rempli dignement leur rôle social? Peuvent-elles attendre sans peur

le jugement juste et incorruptible de l'histoire? C'est à ces questions que ce livre répondra.

Deux choses résument pour l'observateur un état social : les institutions et les mœurs. Ici, l'ensemble des pouvoirs qui constituent l'organisation d'une société; là, l'ensemble des habitudes qui gouvernent les individus, dirigent leur actions, révèlent leurs sentiments intimes. Nous parlerons d'abord des institutions : le tour des mœurs viendra après. Il restera ensuite à parler de l'action exercée.

LIVRE PREMIER.

LES INSTITUTIONS.

CHAPITRE I.

LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS POLITIQUES.

I

Les peuples, a-t-on dit, ont toujours le gouvernement qu'ils méritent. Le mot est juste à la condition d'être expliqué. Il y a, dans tous les peuples, une partie qui fait le gouvernement; une autre qui le subit. La première le mérite puisqu'elle le choisit; la seconde le reçoit simplement. Loin qu'il soit fait par elle, c'est elle bien souvent qui est faite par lui. Les classes dirigeantes sont la moitié qui fait le gouvernement; les classes dirigées sont l'autre moitié.

Aux classes dirigeantes le gouverment ne doit que

deux choses : la paix avec la liberté. Elles n'ont pas besoin de lui pour se conduire ; elles sont majeures. Pour elles, il est simplement une raison sociale, un gérant chargé de recevoir et de distribuer les deniers, d'administrer, d'assurer la sécurité. Chaque individu, moyennant un certain versement qui a nom l'impôt, se débarrasse sur l'État d'une partie des soins qui l'intéressent lui-même. Il ne veut de l'État rien de plus. Il lui sait même gré de ne rien faire de plus. Pour le surplus de ses droits personnels, il les garde et entend les gérer lui-même. Le meilleur des gouvernements est celui qui gouverne le moins.

Il n'en est pas de même des classes moins privilégiées. Victimes du sort et de la fatalité séculaires, celles-là ne sont pas encore capables de se développer par leur seule initiative. Elles ont besoin qu'on les aide à grandir. Semblable au héros qui, dans son voyage au travers de la nuit, a besoin d'être guidé par la prêtresse dont la main tient le rameau d'or, le peuple a besoin que le gouvernement vienne à son aide et le soutienne.

Que l'on ne fasse pas ici une équivoque volontaire sur notre pensée. Il ne s'agit pas, pour les gouvernements, d'imposer au peuple déclaré mineur, ce qu'il doit penser, croire et faire, de lui indiquer comment et pour qui il doit voter. Nous en avons vu plus d'un entendre de cette façon la protection populaire, descendant du ministre au

préfet, du préfet au maire, et du maire au garde-champêtre. Le vrai nom de cette protection, c'est l'art de duper. Nous parlons ici d'une autre sorte de protection, d'une protection qui consiste à développer la liberté individuelle et non pas à la détruire.

Toute faiblesse constitue un droit, le plus inviolable des droits. C'est le devoir des gouvernements de faire des faibles l'objet de toute leur sollicitude, de se constituer leur appui ; c'est leur devoir d'aider à monter à la lumière ceux qui languissent encore dans les ténèbres. Aux classes supérieures les gouvernements ne doivent que la justice; aux autres, ils doivent en plus la bienveillance. Ainsi seulement ils peuvent être, ce qui est le but de toute fonction ici-bas, des instruments du bien : *Minister in bonum.*

Ainsi entendu, c'est un noble rôle que celui des gouvernants. Les expressions de pères de la patrie, de pasteurs des peuples, dont les gouvernants ont été tant de fois honorés, n'ont rien de trop noble ni de trop élevé. Distributeurs de la justice, ils sont comme les images visibles de la Providence : c'est vers eux que tout ce qui souffre tend des mains suppliantes.

Il arrive quelquefois aux gouvernements de se souvenir de ce rôle de protecteurs. Mais au lieu de s'en souvenir le jour où il y a de cette protection quelque chose d'utile à tirer pour le peuple, c'est d'ordinaire au jour où il y a quelque profit à en tirer pour eux-mêmes

qu'ils se souviennent de ce beau rôle. Il s'agit d'en traîner la nation dans une guerre où le souverain recueillera, espère-t-il, quelque gloire personnelle? Il dit au peuple ce jour-là qu'il va s'employer à venger son honneur. Il s'agit d'éviter dans une Chambre des contrôleurs sévères, de leur substituer des contrôleurs complaisants? Ce jour-là on dit au peuple que ses choix ont besoin d'être guidés et que l'on croit de son devoir de lui recommander tels noms et de le détourner de tels autres. Il s'agit d'empêcher de se répandre une opinion religieuse qui alarme les prêtres, du concours desquels on a besoin? On interdit la profession et la pratique de telle opinion religieuse, sous prétexte de la tutelle que l'on doit exercer sur la morale publique, au nom de l'innocence populaire à laquelle on ne doit pas laisser porter atteinte. C'est au nom de la protection du pays que l'on viole les plus sacrés de ses droits. Mensonge odieux! Abominable hypocrisie! Perversion détestable des mots! Est-il au monde un pire raffinement de l'oppression que de voir une autorité, confiée précisément pour permettre aux faibles d'entrer en possession de leurs droits, employée ainsi à les leur ravir plus sûrement? C'est le tuteur qui vole l'orphelin.

Disons la triste vérité. Le peuple est un orphelin qui a généralement eu peu de chances avec ses tuteurs. L'humanité aime à prendre de chaque situation les avantages, en se dérobant le plus possible

aux charges. Il est agréable d'avoir les honneurs, les listes civiles, la majesté : aucun gouvernant n'a montré trop d'indifférence à revendiquer les prérogatives du rang suprême : combien ont eu souci des petits qu'ils devaient protéger?

Nous n'avons pas ici à remonter le cours de l'histoire de France : bornons-nous aux deux derniers règnes des mains desquels sort la France actuelle. C'est bien mal qu'ils ont l'un et l'autre accompli leur tâche dirigeante. On peut résumer leur histoire en deux mots : le gouvernement de Louis-Philippe n'a rien fait pour les intérêts matériels des classes malheureuses : l'Empire n'a rien fait pour leurs intérêts moraux.

Le gouvernement de Juillet avait pour principe d'établir la domination d'une classe sociale : la bourgeoisie, à laquelle son plus illustre ministre avait donné le nom de « pays légal. » Le reste des citoyens étaient des *capite censi*, privés des droits politiques. Pour assurer la supériorité de cette bourgeoisie, il s'agissait d'établir comme une barrière autour de ses priviléges, afin d'en garantir la durée. A la première heure de la victoire sur la monarchie héréditaire, on avait fait une loi libérale sur l'instruction primaire : on se garda de la développer. Durant quinze années on n'y revint pas, ni pour multiplier les écoles ni pour améliorer le sort des maîtres. Toute la sollicitude du gouvernement était pour l'enseignement secondaire destiné aux

fils de la bourgeoisie. Toutes les lois économiques se faisaient et s'interprétaient dans l'intérêt du patron : c'est le capital déjà si puissant que l'on se proposait de fortifier encore contre le salaire. Les grèves étaient soigneusement interdites. Rien n'était essayé pour encourager les sociétés ouvrières, les associations de bienfaisance, les sociétés de secours mutuels : loin d'exciter l'initiative populaire, on ne s'appliquait qu'à la paralyser. On craignait que le peuple, rendu trop puissant, ne pût un jour lutter avec trop d'avantages contre la classe qui était au pouvoir.

L'Empire s'occupa des intérêts matériels du peuple. Il fit ou encouragea plusieurs fondations démocratiques. Il afficha bruyamment quelques-unes de ces doctrines socialistes qui, sous le précédent régime, étaient considérées comme un péril public. Il fallait bien que l'Empire parlât de ses sollicitudes pour les ouvriers et les paysans, car il avait besoin de s'assurer de leurs votes sous le régime du suffrage universel, de se créer un point d'appui contre la résistance d'une partie des classes bourgeoises. Les sociétés de secours mutuels purent se propager, à la condition, toutefois, que l'Empire y eût la main et en nommât les présidents. Le *Prêt de l'enfance au travail* fit beaucoup parler du fils de l'empereur s'il servit peu aux travailleurs. Quelques hospices furent ouverts. Les caisses d'épargne, qui pouvaient d'ailleurs être une ressource pour des

finances toujours aux expédients, furent encouragées. Enfin une loi fut faite sur les coalitions, qui semblait permettre les grèves; mais si hypocritement faite, que nul ne pouvait dire ce qu'elle autorisait ou ce qu'elle interdisait. Le gouvernement restait maître tantôt de laisser faire, tantôt de sévir. Et, en effet, tantôt il sévissait, tantôt il laissait faire, selon qu'il croyait avoir un intérêt du moment, ou à se poser en protecteur des intérêts bourgeois contre les passions populaires, ou à se présenter à la démocratie comme un Petit manteau bleu couronné.

Mais pendant que l'Empire faisait ainsi quelques rares efforts pour améliorer le sort matériel des ouvriers, il se gardait de rien faire pour améliorer leur condition morale. Un de ses ministres fut, par un hasard dont le maître sut tirer parti, un homme zélé pour l'instruction populaire. On lui permit de faire grand bruit dans le monde, et il y était fort disposé; de rédiger force circulaires, et la réclame profitait à la maison du coin du quai. Quand il s'agit d'en venir aux actes, on le désavoua. Le budget mis à sa disposition ne cessa jamais d'être ridiculement insuffisant. L'Empire savait bien qu'il n'avait rien à redouter de la prospérité matérielle. Il aimait, au contraire, à la voir se répandre, et parce qu'elle amollit les caractères, et parce qu'elle servait à distraire les esprits de plus inquiétantes préoccupations. Il n'entrait pas dans la politique césarienn

d'élever au rang d'hommes et de citoyens, par un accroissement de la vie morale, ceux en qui il voulait trouver toujours des sujets dociles et des électeurs complaisants.

Le premier, le principal devoir des gouvernements, c'est la propagation de l'instruction. C'est de cette façon que se peut surtout exercer leur rôle dirigeant. Sans doute, c'est beaucoup de prendre dans les diverses occasions l'intérêt de celui-là surtout qui est le faible, d'adoucir, lorsqu'elle peut être adoucie sans péril, aux pauvres surtout et aux petits, la rigueur des lois existantes : que de circonstances atténuantes en leur faveur! Mais la principale sollicitude doit toujours se porter vers la diffusion de l'instruction. Ce que nous demandons, ce n'est pas que l'État se fasse ou théologien ou docteur, qu'il répande telles ou telles idées. Rien ne nous inspire plus de défiance que les doctrines d'État, toujours voisines de la persécution. La vérité est assez forte pour n'avoir besoin que de sa lumière. Mais encore faut-il que cette lumière puisse se répandre. Ce que l'État doit propager, ce sont les moyens de s'instruire. Multiplier les écoles, multiplier les maîtres, et s'assurer qu'ils sont les plus capables, comme les plus irréprochables dans leur vie privée, mettre à la portée de tous les moyens d'apprendre, voilà la véritable protection populaire.

Et ce n'est pas tout de faire que chacun à l'école

puisse recevoir les premiers éléments : il importe qu'il puisse ensuite ajouter à ces connaissances élémentaires. Il faut que la pensée humaine puisse, sous toutes les formes, se propager librement et aller au-devant des intelligences; que le livre, que la presse puissent circuler en tous sens, que la parole du conférencier ou du professeur puissent partout se faire entendre. Il faut que toutes les forces intellectuelles du pays puissent se développer. De ces luttes, de ces combats jaillira, fécondant tous les esprits, la science.

Ni le gouvernement de Juillet, ni surtout le gouvernement de Décembre n'ont pratiqué cet impérieux devoir. Tous deux ont, au fond, considéré l'instruction populaire comme une ennemie : ils se sont bornés à lui faire la part qu'ils ne pouvaient pas lui refuser. Ils ont peu fait pour les écoles : ils n'ont presque rien fait pour les bibliothèques populaires : faut-il dire ce qu'ont été, sous les lois de Septembre ou sous le régime de Décembre, la liberté de la presse, le droit d'écrire, le droit de parler? On a cru que, moins le peuple savait, plus il était aisé de le conduire : l'abêtissement a été considéré comme un principe de gouvernement. C'est ainsi que les Spartiates gouvernaient leurs Ilotes.

Il y a dans l'humanité des passions et des vices, et il ne suffira pas de longtemps, pour mener les hommes, de la raison et de la justice. Il est bon

que le sergent de police et le gendarme soient doués de cette poigne vigoureuse qui fait que toujours force reste à la loi. Mais il y a, heureusement aussi, dans l'humanité autre chose que des passions et des vices. Il existe de nobles et généreux instincts, une intelligence, une conscience. Un gouvernement digne de ce beau nom, ne compterait pas seulement pour se maintenir sur la force matérielle, il compterait aussi sur l'autorité morale. Nous avons vu ce triste spectacle de gouvernements faisant aussi bon marché que possible de l'autorité morale, la seule après tout qui dure. Leur orgueil, c'était de montrer leurs bataillons armés, de faire reluire au soleil les sabres et les baïonnettes de leurs régiments. Alors ils pensaient en eux-mêmes : « Je suis fort ! » alors il s'écriaient d'une voix fière, regardant en face leurs adversaires : « L'ordre, j'en réponds ! » — Hélas ! un jour est venu où ils ont vu de quoi servent ces bataillons quand l'autorité morale fait défaut !

Il était difficile d'entendre sans une pitié indignée ces déclarations arrogantes. Avoir pour toute prétention d'être un sabre bien fourbi, fut-il jamais pour un chef d'État une plus misérable ambition ! Pouvoir être celui qui protége les malheureux et les faibles, pouvoir les secourir, les aider, se faire bénir d'eux, et se borner à dire : « Je ne les crains pas, ceux qui souffrent ; et si, exaspérés par la souffrance, ils s'emportent, je les attends : on apprendra

alors à me connaître! » Quelle médiocrité! Quelle déchéance!...

Les gouvernements ont peu fait pour le bien du peuple. C'est une grave responsabilité : ils en portent une plus lourde. Ils ont fait beaucoup pour son mal. Ils lui ont donné le mauvais exemple. Mauvais exemple trop souvent de la vie privée. Nous n'y voulons pas insister. De si grandes tentations entourent, paraît-il, ceux que leur rang met au-dessus des lois, qu'il leur faut être plus que des saints pour y résister. L'histoire des monarques n'est pas en général une histoire édifiante, propre à mettre entre les mains des enfants ni des jeunes filles, à commencer par celle des monarques d'Israël. Le reproche que nous faisons aux gouvernements de notre siècle, c'est d'avoir corrompu la morale publique en gouvernant par la corruption. Ils ont usé de la puissance qui était en leurs mains pour le bien de tous, au profit exclusif de leurs créatures. Ils ont substitué dans l'administration la faveur à la justice. On a vu les mêmes choses punies parmi les citoyens ou tolérées, selon que les auteurs de ces actes étaient des amis ou des ennemis du parti au pouvoir. On a vu les places accordées, non aux plus méritants, mais à ceux qui pouvaient s'appuyer des plus pressantes recommandations. On a vu les deniers publics employés, non là où étaient les besoins les plus sérieux, mais là où les électeurs avaient voté le plus docilement; la fortune de la

France employée à payer les dettes politiques des préfets et des ministres. On a vu le gouvernement descendant dans toutes les intrigues pour faire triompher aux élections ses candidats : préfets, sous-préfets, évêques se mettant en campagne; le maire forcé de recommander celui que M. le Préfet patronnait, s'il n'aimait mieux se voir destituer; le garde champêtre employé à distribuer les bulletins du candidat agréable. Dans les circulaires officielles on parlait sans cesse de justice, d'impartialité; dans les discours du trône, dans les harangues des ministres, on affichait les principes les plus nobles, la morale la plus sévère. Dans la pratique, il en était tout autrement. C'est par les moyens les moins nobles, par les compromis les plus honteux parfois, que l'on allait au succès : les actes donnaient chaque jour un démenti aux paroles. Comment n'aurait-on pas, par un tel spectacle sans cesse répété, dépravé la conscience de la nation?

M. Guizot commença cette démoralisation du pays; il fit le premier cette monstrueuse alliance d'une doctrine puritaine et d'une politique intrigante. Ses austères déclarations à la tribune se conciliaient avec toutes les perfidies dans l'art de gouverner. Il avait ainsi préparé la France à la domination impériale. L'empire, à son tour, se chargea de parfaire l'œuvre de M. Guizot. Sorti d'un crime, il avait en plus la violence à son service. On voyait par intervalles cette violence reparaître lorsque la

passion emportait les conseillers du maître ou qu'ils jugeaient utile de faire peur. Mais les moyens préférés de régner étaient l'hypocrisie et la corruption. Il n'est pas un seul intérêt dont l'empire n'ait fait un instrument de domination, depuis les plus grands jusqu'aux plus infimes, vendant, en échange de quelque complaisance, depuis la protection du pape aux catholiques jusqu'à l'entretien d'une route ou la réparation d'une église aux habitants d'une commune. Il ne faut pas s'étonner que la moralité publique ait reçu d'un tel régime de graves atteintes : il faut s'étonner qu'une partie de cette moralité ait pu survivre.

II

Si les gouvernements ont, depuis quarante années, gravement manqué à leur devoir, les partis politiques ont aussi bien des reproches à se faire. Le plus honnête de tous, le parti républicain, a trop souvent fait l'éloge de l'émeute et de l'insurrection. Il est dangereux de trop souvent parler du droit à l'insurrection dans un pays inflammable et prompt à l'action comme le nôtre. S'il est vrai de dire qu'en certains cas extrêmes, devant certaines violations manifestes et monstrueuses du droit, la révolte est

non-seulement excusable mais permise, qu'elle peut être même un devoir, il est aussi vrai d'ajouter que rien n'est plus dangereux que l'usage de ce moyen extrême. Les perturbations qui résultent d'une commotion sociale sont incalculables, et le nombre des ruines qui suivent pour les affaires publiques et privées est toujours considérable. Ce n'est pas à la légère, pour un mal même réel, qu'il faut recourir à ce remède héroïque. Fort souvent le bien que l'on espérait ne sort pas d'une révolution, et l'on ne fait que retomber, après une vaine secousse, sous un joug plus lourd. Il est plus sage de n'être pas prompt à faire appel au désespoir, et tant qu'il demeure quelque lambeau des droits et des libertés, de supporter le mal actuel, de saisir de toute la force de ses mains ce lambeau qui demeure. Toutes les libertés se tiennent, et n'en restât-il qu'un fragment d'une seule, c'est assez à ceux qui sont dignes de les posséder pour les toutes reconquérir. Les révolutions doivent demeurer dans l'histoire comme des manifestations instructives et redoutables de ce qu'est l'emportement populaire lorsque trop longtemps violence lui a été faite. Ainsi la chaudière surchauffée finit par éclater. L'insurrection ne doit pas plus faire partie d'une doctrine politique que l'explosion des chaudières ne fait partie de la science de l'ingénieur. Nul gouvernement plus que la république n'est le gouvernement de la loi : le premier article du catéchisme républicain doit être

le respect de la légalité. Celui-là seul peut garder la liberté qui est également résolu à ne rien laisser confisquer de ses droits, à n'aller au delà d'aucun de ses droits.

Les diverses commotions politiques qui ont ébranlé notre sol ont contribué pour une grosse part à jeter le désordre dans les esprits. Dans un des récits où il s'est le plus élevé, l'esprit élégant qui a tracé tant de fins croquis de la vie parisienne moderne, dans son *Insurgé*, M. Ludovic Halévy a montré un soldat de la Commune se défendant devant le conseil de guerre et faisant comme sa confession. On lui a parlé dès l'enfance de la glorieuse révolution de 89, et les gouvernements sous lesquels il a vécu en revendiquaient les principes au fronton de leurs constitutions. La prise de la Bastille lui a été célébrée comme la grande date de l'affranchissement national. Puis on a vanté les trois glorieuses journées de 1830. Il a entendu glorifier comme autant de héros les soldats de Juillet. Une colonne a été élevée en leur honneur, que surmonte le génie de la Liberté. Le 24 février est venu ; une fois encore la révolution est apparue triomphante. Il s'est battu en juin, puis il s'est encore battu en décembre. Il a appris à prendre un fusil et à bâtir une barricade chaque fois que des pavés sont remués et que des fusils sont pris. On lui a dit que là était le bien du peuple : il l'a cru. Qu'a-t-il fait de plus, le 18 mars, sinon ce qu'on avait fait aupara-

vant, le 14 juillet e le 10 août, le 29 juillet et le 24 février?

Il y a bien du vrai dans le discours de l'*Insurgé* de M. Halévy, quoiqu'il n'en sorte pas tout à fait la conclusion qu'en a voulu tirer cet écrivain, aussi volontiers réactionnaire qu'il est fin et distingué. C'est le parti républicain qu'a visé M. Halévy, et tous en réalité sont atteints par son récit, excepté ce parti républicain. Ah! si l'on eût donné à cet enfant du faubourg une véritable instruction politique qui lui eût permis de juger et de discerner, il n'eût pas, le 18 mars, malgré tous les précédents révolutionnaires, pris un fusil contre le gouvernement de Versailles. Il eût senti qu'en face des Prussiens, dans l'état de la France, une guerre civile était absurde et sacrilége. Est-ce la faute des républicains si l'instruction populaire est incomplète encore?

Si l'insurgé de M. Halévy eût été moins ignorant, il eût compris que le 14 juillet 1789 les maux de la nation duraient depuis assez longtemps, étaient assez extrêmes pour qu'enfin une violence fût excusable; il se fût dit qu'en 1830 il était légitime et juste de combattre les armes à la main un roi qui violait la charte, et, en dépit de sa parole royale, mettait la main sur les libertés de la France : le révolutionnaire ce jour-là n'était pas le peuple de la rue, mais le monarque. Il se fût dit enfin que, le 2 décembre, la résistance était plus légitime encore.

Le président qui avait juré fidélité à la république trahissait son serment : il arrêtait et emprisonnait la représentation nationale ; il faisait mitrailler le boulevard par des régiments ivres. L'insurrection, c'était le bandit de décembre et ses complices ; la légalité, c'était ceux qui, les armes à la main, essayaient d'arrêter les coupe-jarrets. Il se fût dit tout cela, l'insurgé du 18 mars, et il ne se fût pas insurgé cette fois, ne voulant pas compromettre et la patrie et la république.... Mais où en est aujourd'hui encore l'instruction politique du peuple ? Combien d'ouvriers, combien de paysans, tenus les uns et les autres dans l'ignorance de la loi, sont capables de distinguer entre le jour où l'on descend dans la rue pour renverser la loi et celui où l'on y descend pour la soutenir? Funeste effet des guerres civiles, où c'est le succès brutal qui fait le droit comme c'est le vainqueur qui fait la loi! Qu'est-ce qu'une émeute? Une révolution qui n'a pas réussi. Qu'est-ce qu'une révolution ? Une émeute qui a réussi. En 1830, force reste aux champions de la loi : l'insurgé, le roi, est chassé et paye son crime de la perte de sa couronne. En 1851, force reste à l'insurgé ; et les défenseurs de la loi, flétris du nom d'insurgés, vont périr dans les bagnes de Cayenne.

Je n'ai pas à parler longuement du parti bonapartiste. Il n'en est sorti et il n'en peut sortir que du mal. Au pouvoir, hors du pouvoir, il a pratiqué tour à tour l'audace sans scrupule pour l'escalade

de la domination : la convoitise sans scrupule dans sa possession. Il a ce mérite d'être logique avec lui-même. Il conspire sitôt qu'il ne peut plus corrompre.

Le parti légitimiste pur a gardé une dignité que se plaisent à respecter même ses adversaires. Sans écho parmi le peuple, impopulaire pour bien des causes, il ne peut exercer presque aucune action. Il offre à la fois le spectacle grotesque d'idées d'un autre âge, et le noble spectacle de fidélités qui manquent trop souvent au nôtre.

Mais combien sont les légitimistes purs ? On les compte, et il est permis de dire que bientôt ils ne seront plus qu'un souvenir, une race du passé, pareille à tant d'espèces disparues. La majorité de ceux qui se disent légitimistes ne le sont plus que de nom. Ils gardent un titre qui sonne bien et qui sied à leur naissance ou à leur situation dans le monde : ils ne se font sur la légitimité aucune illusion. Ils savent que le « Roy » ne reviendra pas. Ils en ont fait leur deuil. En faisant retentir leur fidélité à la branche aînée, en réalité ils travaillent, ils intriguent pour la branche cadette. Ils iront au besoin à Frohsdorff, pour négocier l'abdication du roi légitime au profit du comte de Paris ; ils reviendront, annonçant que tout est réglé définitivement : s'il survient un désaveu au moment même où ils se figurent triompher, ils lèveront pathétiquement les bras au ciel ; ils s'écrieront que « de

leur roi ils en appellent à leur Dieu. » A vrai dire, ils sont simplement une variété des orléanistes; non la moins curieuse, ni celle qui se remue le moins, ni celle qui profite le moins à se remuer.

Le parti orléaniste, qui a inventé le nom de classes dirigeantes et le revendique pour les siens, n'aura point à se vanter de l'influence qu'il a exercée depuis quelques années sur les classes dirigées. Il a donné un exemple qui suffira à le déshonorer. On avait oublié, en ce pays qui oublie vite, par quels moyens il avait gouverné de 1830 à 1848. On avait oublié comment, rentré à la Législative de 1849, il avait, par sa réaction féroce, aidé à faire le jeu de l'empire. Il bouda celui-ci au lendemain de décembre; il s'offusqua de la forme dont l'empire avait été fait plus que du fond de l'empire même. Le coup d'État n'était pas parlementaire, il manquait de régularité; ce n'étaient pas des procureurs, c'étaient des soldats qui l'avaient fait.

M. Saint-Marc Girardin, un enfant terrible de l'orléanisme, a peint dans une anecdote toute la moralité politique de son parti. C'était quelques jours après 1830, et déjà les habiles cherchaient le moyen de se débarrasser de ce peuple gênant dont le sang avait fait la victoire de Juillet. M. Saint-Marc Girardin était jeune encore, mais déjà fort guéri des illusions de la jeunesse. « Un jour, écrit-il, je me rendais à une réunion d'hommes politiques. Messieurs, dit-je en entrant, je viens

d'entendre dans la rue le mot de la situation que nous traversons. J'ai rencontré un ivrogne qui regardait un chien en liberté et lui disait d'un ton à la fois sérieux et mélancolique : « Toi aussi, tu as « ôté ta muselière ; on te la remettra ta muselière, « on te la remettra ! » Et M. Saint-Marc Girardin ajoute : « On convint que j'avais raison, mais on trouva qu'il fallait y mettre quelques formes. » Ce que l'orléanisme reprochait à l'empire, c'était d'avoir remis trop brutalement la muselière.

L'empire naissant d'ailleurs n'offrit pas de partager le gâteau avec les orléanistes. Il avait fait le coup, il entendait en profiter. Il arrivait avec un personnel d'amis, et d'amis affamés qui entendaient se mettre à table et prendre les bons morceaux. L'orléanisme ne pardonna pas à l'empire cet accaparement. Il se lança dans l'opposition la plus indignée. L'empire avait malmené quelques orléanistes, parmi beaucoup de républicains maltraités. Tout le parti orléaniste jeta feu et flammes. Il fut acharné, il fut implacable ; il fit entendre toutes les revendications de la conscience. On ne le vit plus que le mot de liberté à la bouche, le mot de droit, le mot de justice. Il fouilla l'histoire pour y trouver les satires les plus âpres ou les allusions les plus cuisantes. La corruption administrative, les candidatures officielles n'avaient pas de plus ardents adversaires ; la liberté de la presse, le droit de réunion, de plus passionnés défenseurs. Ce n'étaient

plus des partisans, c'étaient des fanatiques de la liberté. Ils en auraient remontré aux républicains eux-mêmes. Ils réclamaient à grands cris la décentralisation politique, ils organisaient un congrès pour en rédiger le programme.

On eût dû commencer à se méfier des orléanistes lorsqu'on les vit, à la fin de l'empire, sitôt que l'affiche de l'empire libéral eut été collée, sitôt que l'étiquette du sac eut été changée sans plus, accourir d'eux-mêmes se réconcilier, se précipiter vers l'empire. C'en était fini de leur grande colère, maintenant que des places leur étaient offertes et qu'ils voyaient une apparence à oser décemment les accepter.

La fin de l'empire vint trop vite pour achever de compromettre ou du moins de mettre à nu le parti tout entier. Mais le jour du parti devait venir. L'occasion s'offrit à Versailles de mettre la main sur le pouvoir. M. Thiers avait refusé au centre droit de lui donner la direction exclusive de la politique et de gouverner contre la volonté manifeste du pays pour ramener un prince d'Orléans : on résolut de renverser M. Thiers. On y parvint, on sait par quelle coalition.

Dès le lendemain, on inaugura le gouvernement de combat : on fit voir la chose après avoir inventé le mot. Le parti orléaniste, durant dix-huit ans d'empire, n'avait cessé de protester de son respect pour la liberté de la presse, pour le droit de réu-

nion : dès le lendemain du 24 mai, il commença à supprimer les journaux, à interdire les réunions. L'état de siége étendu sur la moitié de la France ne lui suffisait pas. Tout le temps qu'il fut au pouvoir il ne cessa de frapper sur la pensée humaine. Il avait tonné contre la corruption de l'empire : le lendemain de son arrivée au pouvoir il essayait de corrompre la presse. Il avait reproché à l'empire de ne placer que ses créatures ; il voulut toutes les places pour ses amis. Il avait reproché à l'empire la confiscation des libertés municipales, les suspensions de conseils municipaux ; il confisqua les libertés municipales plus que l'empire lui-même n'avait jamais fait. Il avait reproché à l'empire sa partialité et son injustice, tout permis aux siens, tout interdit aux autres ; il eut plus que l'empire deux poids et deux mesures, laissant toute impunité aux violences de la presse bien pensante, frappant sur le moindre motif, sans motif, la presse libérale. Il avait reproché à l'empire les candidatures officielles. Il les recommença hypocritement d'abord, puis ouvertement. Il n'y eut guère qu'une différence : tous ces moyens réussissaient à l'empire ; l'orléanisme se déshonora à les employer, sans avoir du moins la consolation du succès.

Si le parti orléaniste n'avait fait dans ces intrigues que se déshonorer, la chose ne regarderait que lui ; nous serions même fort disposés à son égard à l'indulgence, lui tenant compte de s'être si

bien démasqué, qu'à l'avenir nul ne puisse plus le prendre pour ce qu'il n'est pas. Mais ce n'est pas impunément que de tels spectacles sont offerts à la moralité publique. Ils sont funestes pour une nation. Ceux qui les donnent sont des hommes qui portent des noms illustres, parfois glorieux, que l'opinion s'était longtemps accoutumée à respecter. Ils occupent de hautes situations dans le pays par leurs titres, par leurs fortunes : que veut-on que pense le peuple qui les a vus et les voit à l'œuvre, sinon que le droit, la justice, la liberté sont de vains mots, et qu'ici-bas le succès est la chose seule qui importe ?

Tout est excusable peut-être en ce monde, excepté le mauvais exemple qui dépravе la conscience publique. C'est là le sens de la parole de l'Évangile, que « mieux vaudrait être jeté à l'eau avec une pierre au cou que de donner le mauvais exemple. » Tel a été le crime des gouvernements et des partis : ils ont donné le mauvais exemple, ils ont faussé la conscience populaire. On se plaint que le peuple ait perdu le sentiment du juste et de l'injuste ; et comment le peuple le conserverait-il au milieu des spectacles auxquels nous assistons? Les compétitions les plus éhontées se disputent le pouvoir : tantôt on y entre par effraction, à main armée, comme des voleurs forcent un coffre-fort ; tantôt on s'y glisse par une intrigue ténébreuse. Sitôt en possession du pouvoir, c'est à qui l'exercera le plus férocement à

son profit et à celui de ses amis; c'est à qui se donnera le plus de démentis, à qui soufflettera le plus son passé sur les deux joues. Il n'est pas besoin de refaire de nouveaux discours contre nos hommes d'État; il suffit de leur relire ceux qu'ils ont prononcés naguère contre d'autres qui étaient au pouvoir. Il y a les lieux communs de l'opposition, il y a ceux du pouvoir. Ici, la liberté, le droit, la justice; là, l'ordre public, le spectre rouge, l'anarchie, le péril social. Le droit est un mot à l'usage des faibles et des vaincus : le vainqueur se contente d'avoir la force, et il a le bon lot. Il peut laisser crier. Il n'y a plus ni juste ni injuste, ni bien ni mal. Les mêmes actes, selon les circonstances et les occasions, sont récompensés ou punis. On peut aller au Capitole et aux Gémonies également par ce qui est appelé crime et par ce qui est appelé vertu. Il ne reste qu'une divinité dans le monde qu'il faille adorer, c'est la fortune, qui, seule, donne aux choses leurs vrais noms.

Le scepticisme va croissant (et comment n'en serait-il pas ainsi?), le scepticisme politique. « Qu'importent les partis, ou celui-ci ou celui-là? Est-ce que, par ceux que je vois à l'œuvre, je ne puis pas juger de ceux que je n'y vois pas encore? Tous les partis se valent et tous les hommes se valent. Les prétendants sont tous les mêmes. Avant le succès, pleins de promesses; après le succès, pleins de menaces; petit bourgeois ou peuple qui paye l'impôt et ne prétend ni aux honneurs ni aux places, à moi,

quel que soit le maître de demain, le même bât à porter. La chanson seule dit vrai :

> Ce n'était pas la peine assurément
> De changer de gouvernement. »

Ainsi raisonne le grand nombre.

C'est un mal bien dangereux pour un pays que le scepticisme politique. Le jour où la majorité des citoyens découragés et rendus indifférents se sont désintéressés de la chose publique, la société tout entière est mise à la merci de quelques intrigants, de quelques audacieux. Peut-être le plus grand péril est-il là aujourd'hui. C'est un mal pire encore que le scepticisme moral : le peuple commence à être bien gangrené par lui. Répondez, gouvernements qui avez violé la morale ; répondez, partis qui la foulez aux pieds, si vous avez droit de refuser cette lourde responsabilité !

CHAPITRE II.

LE CLERGÉ.

Dans sa hiérarchie savante, le clergé forme, du haut en bas, une classe dirigeante; parlons plus exactement, une classe dont la prétention, la fonction sociale est précisément de diriger. Il a les pompes religieuses, il a les chaires, il a la confession. Comment a-t-il rempli son rôle? Il est doublement coupable s'il a négligé de le bien faire; car le caractère sacré dont il s'est revêtu donne une gravité particulière à tout ce qui vient de lui.

I

La moralité du clergé français au siècle dernier n'était guère édifiante. Ses scandales ont aidé pour

une bonne part à amener la révolution française et à la rendre terrible. Nous ne les mentionnons que pour constater le contraste actuel. A part des exceptions, « conséquences trop naturelles, a dit un homme d'esprit, d'un régime contraire à la nature, » les mœurs du clergé français sont pures aujourd'hui.

Il est d'autres défauts malheureusement dont le clergé moderne est moins guéri. Il est intolérant. Peut-être est-il difficile qu'une foi vive aille sans quelque intolérance, et nous nous plaisons à reconnaître que le clergé français a généralement la foi. Aux siècles passés, du reste, le clergé n'était pas moins intolérant qu'au nôtre, depuis ceux où on brûlait les livres par la main du bourreau, jusqu'à ceux où l'on avait brûlé les personnes. Si l'intolérance du clergé nous choque plus qu'elle ne choquait nos aïeux, la faute est au progrès des temps. La tolérance est devenue, à nos yeux, la première vertu; elle nous semble la conséquence de la faillibilité humaine. Il faut plaindre ceux qui représentent une religion en contradiction, sur un point essentiel, avec la conscience moderne : il ne faut pas leur en vouloir. Ne sont-ils pas persuadés qu'ils possèdent la vérité absolue et la possèdent seuls? Ils ont heureusement perdu le moyen de faire grand mal, et leur intolérance en est le plus souvent réduite aux mauvaises intentions.

Un reproche plus grave est celui d'aimer l'argent.

Ce n'est pas qu'ils l'aiment pour eux-mêmes. La simonie est heureusement passée de mode, et si l'Église n'a guère l'habitude de donner ses prières, si elle les vend un peu trop ostensiblement, on n'entend guère citer non plus qu'un prêtre se montre prévaricateur. Ce qu'on reproche à l'Église, c'est d'aimer l'argent, non pour ses prêtres, mais pour elle-même. Chaque année des millions sortent des bourses françaises — qui ne sont pas trop garnies à l'heure présente — pour aller enrichir le trésor de Saint-Pierre. Nul n'a jamais été en peine du sort des récentes universités catholiques, et nous en avons déjà les nouvelles les plus propres à nous rassurer sur leur avenir. Les fondations pieuses de nos seigneurs les évêques reçoivent de toutes parts des legs et des dons, où le public, à tort ou à raison, voit l'influence des directeurs de conscience. Depuis que la tolérance des gouvernements a permis aux couvents de se multiplier en France et d'y acquérir, les couvents se multiplient de toutes parts. Le « Croissez et pullulez » de la Genèse ne semble fait pour personne autant que pour eux. Jamais la parole du fabuliste,

.... Dieu prodigue ses biens
A ceux qui font vœu d'être siens,

ne s'est plus complétement vérifiée. On a trouvé là des artifices ingénieux pour tourner les lois incommodes; en dépit de l'abolition de la mainmorte, les ordres

religieux possèdent force biens au soleil, sans parler des autres; si rien ne vient déranger leurs combinaisons, ils auront bientôt recouvré, et par delà, ce que leur avait fait perdre la Révolution. On va répétant que les jeunes filles destinées à recueillir de grosses dots sont habilement circonvenues, que les confesseurs, les médecins, les gardes-malades, ont souvent aidé les mourants à trouver pour la disposition de leurs biens des inspirations pieuses dont, à eux tout seuls, ils ne se fussent point avisés. Il est fâcheux qu'on puisse dire tout cela avec une apparence de vraisemblance. Certes ce n'est pas nous qui médirons des millions, nous en connaissons la puissance; nous savons bien que l'argent n'est pas le nerf de la guerre seulement: ce que nous pouvons dire, c'est que, pour quelques millions dont l'Église s'enrichit ainsi, elle perd, étant donnée la conscience moderne, pour des milliards d'autorité morale.

On ajoute que l'Église n'aime pas l'argent seulement. Elle aime la domination en ce bas monde sous toutes ses formes. Le clergé est envahissant: il veut pénétrer partout, et, quand on lui laisse prendre quelque part un pied, il en a bientôt pris quatre. Il veut mettre la main à toutes sortes de choses qui ne le concernent pas. Il surveille les familles et s'empare de leurs secrets; il s'en sert quelquefois. Il a sa police dont les ramifications s'étendent partout. Il se mêle de faire quantité de

mariages; il a dans toutes les carrières des hommes à lui qu'il pousse et fait arriver par sa toute-puissante protection. Il a, dit-on aussi, les hommes qu'il poursuit de sa haine, et dont il est rare qu'il ne vienne à bout de paralyser les efforts, le mérite, les vertus. Il est l'allié le plus utile comme l'ennemi le plus redoutable. Il ne peut laisser se faire une élection, municipale ou politique, sans y intervenir; on rencontre partout ses candidats, avoués ou occultes, pour lesquels il fait voter l'armée docile qui lui obéit; souvent c'est l'épée de Brennus qu'il jette dans la balance. Il a, suivant un mot de feu M. Plantier, l'évêque de Nîmes, l'art « des prudents efforts ».

Il y a peu de puissances dans le monde qui ne soient volontiers envahissantes, et à ceux qui le critiquent le clergé pourrait répondre : « Les hommes sont les hommes ; quel parti à ma place n'en ferait autant? » Mais, en répondant ainsi, le clergé aurait tort. Aussi se garde-t-il de le faire. Il laisse cette justification aux catholiques timorés qui, devant certains spectacles, ont besoin de rassurer leur conscience. Il sait très-bien où va la portée de l'argument si l'on permet qu'il passe.

Que ceux qui se donnent simplement pour des hommes agissent comme des hommes, rien de plus naturel, et il est juste d'excuser en eux leur part de faiblesses humaines. Mais les membres du clergé se donnent comme étant plus que des hommes. Ils

se placent à part dans l'humanité. Ils ont tenu à s'en séparer par leur costume de même que par leur vie. Ils représentent l'Église comme animée de l'Esprit-Saint et Dieu même résidant en elle : ils proclament le droit du clergé à enseigner seul l'Évangile; ils ont fini par décréter l'infaillibilité de leur chef. Le droit qu'ils s'arrogent de s'élever au-dessus du reste des hommes, leur ôte celui d'être jugés à la même mesure. Ils imposent d'eux-mêmes une idée si haute que toute tache apparaît en eux comme une souillure. Ils se sont donnés comme les ministres de Dieu, les dispensateurs de ses pardons et de ses anathèmes. Ce sont eux qui lient et délient : les clefs du ciel sont entre leurs mains et eux seuls l'ouvrent ou le ferment : le prêtre au tribunal de la pénitence est l'oreille même de Dieu; le souverain pontife est le vicaire même du Christ. Comment les hommes ne prétendraient-ils pas trouver dans les représentants de Dieu, sa justice, sa bonté, comme eux-mêmes déclarent posséder sa puissance? En d'autres temps, cette identification du prêtre avec la divinité a été moins lourde à porter. Mais la conscience a fait son chemin. Nous sommes plus exigeants que nos pères pour la divinité. Dieu, pour l'humanité, veut dire aujourd'hui pureté, sainteté, justice, perfection morale plus encore que force. Le Dieu jaloux, farouche, haïsseur, terrible, n'est plus celui auquel on croit. Jéhova nous déplaît autant qu'Indra ou Jupiter. Renoncez aux

imperfections humaines, ministres du clergé, si vous voulez que l'on voie en vous les représentants de Dieu, ou l'illusion ne sera plus longtemps possible !

II

La sainteté ne suffirait pas aujourd'hui à faire recouvrer au clergé cette influence souveraine, ce respect, nécessaires à toute institution qui veut diriger une société. Le jour où l'on demande la protection, on abdique soi-même ses prétentions dirigeantes; celui-là seul dirige qui protége en même temps. Celui qui protége a la force, l'énergie, la vaillance, la confiance en soi : celui qui se laisse protéger confesse sa faiblesse, avoue que la vie se retire de lui. Au temps où les martyrs chrétiens s'élançaient à l'assaut, attaquant les dieux, les institutions sociales du paganisme ; au temps encore où le catholicisme du moyen âge régentait rois et peuples, forçait les empereurs triomphants à faire pénitence publique d'un crime, à courber le front devant un anathème, l'Église pouvait dire qu'elle protégeait le monde. L'Église aujourd'hui n'a plus qu'une prétention : se faire protéger. Partout elle sollicite des lois d'exception en sa faveur,

elle demande des mesures répressives contre ses ennemis : elle ne veut plus la lutte en rase campagne, à armes égales; elle cherche de toutes parts à élever autour de ses positions acquises des murailles, à creuser des fossés; elle fait l'aveu public de son impuissance à lutter. Sans cesse on l'entend pousser le cri d'alarme : elle invoque, elle aussi, l'intérêt public, l'ordre, le péril social : vains mots qui ne trompent personne! Elle a pris toutes les allures des faibles, l'obliquité, la démarche humble, les mines, les coups par derrière; la franchise lui manque; rien ne lui fait plus de tort en ce pays de France, où le pire des défauts c'est le manque de courage, le pire des vices, l'hypocrisie.

Quelles sont les opinions du clergé en matière politique? On le sait bien au fond. Il hait la liberté, il hait la république. Il aurait tort assurément s'il n'était que le christianisme. Si le christianisme de l'Évangile peut vivre en paix avec toute forme politique, celle qui est le plus en harmonie avec son esprit c'est assurément la république. Mais le clergé n'est pas le christianisme, il est le catholicisme; le catholicisme nouveau, d'où l'autorité a chassé la liberté, d'où le dogme a exclu la pensée libre, le catholicisme qui a abouti à l'infaillibilité pontificale. Le clergé a le droit d'avoir gardé de la première république un souvenir terrible; il a le droit surtout de se souvenir de tous les priviléges dont il jouissait sous l'ancienne monarchie, d'en espérer

le retour si cette monarchie revenait. Dépouillés tous les deux, le trône et l'autel ont fait alliance : ces deux grands débris se sont consolés entre eux; après 1830, une seconde défaite commune a cimenté davantage encore leur alliance.

Mais tandis que le parti légitimiste, même vaincu, continue à franchement arborer son drapeau, le clergé a mis le sien dans sa poche. Assurément, c'est de la légitimité qu'il espère surtout, mais il n'entend point lier son sort à celui d'un parti politique, quelles que soient pour lui ses préférences ; il ne veut point mettre son jeu sur une seule carte, il entend se garder à toutes couleurs. Ce sont ces précautions, ce sont ces habiletés qui ont surtout contribué à ruiner l'influence morale du clergé en France. Jetons un coup d'œil sur les vingt-sept dernières années, sans remonter plus haut.

La révolution de 1848 éclate. L'enthousiasme aux premiers jours fut général, le peuple était enivré de ce suffrage universel, accordé pour la première fois. La république semblait à jamais fondée. Le clergé n'a garde alors de combattre ce premier enthousiasme. Il y a dans l'Évangile des cris sublimes de justice et de liberté. On feuillette l'Évangile, on y va chercher les passages utiles. On les tire du sanctuaire, on les récite à tout venant. Les riches et le trou de l'aiguille, les apôtres et la misère, le travail manuel de saint Paul, le fils du charpentier, l'étable de Bethléem, la mort entre les larrons,

rien n'est oublié. On rappelle que le christianisme primitif a pratiqué le suffrage universel. Pour un peu, on eût montré le communisme des premiers chrétiens, épouvanté les riches de l'histoire d'Ananias et de Saphira. Et les prêtres bénissent les arbres de la liberté, et l'on inscrit sur les calvaires : l'*Arbre de la vraie liberté*. Et les électeurs des communes s'en vont au canton voter, M. le curé en tête et la bannière de la procession déployée.

Une année ne s'était pas passée, et la République n'avait pas de plus acharné ennemi que le clergé français. On remettait soigneusement dans l'armoire tout l'Évangile révolutionnaire et républicain : on en tirait avec un soin admirable l'Évangile autoritaire et protecteur de « l'ordre ». L'ordre en ce temps-là était le grand mot. Dans toutes les communes, sur un signal venu de l'évêché, M. le curé avait fait voter pour un candidat, qui toujours était le candidat ennemi de la République. A quoi bon se réfugier maintenant dans l'hypocrisie et continuer à hurler avec les loups? Les loups étaient à bas, on pouvait aider à leur donner le coup de grâce. Le vent soufflait à la réaction : on secondait le vent de toutes ses forces. Le clergé se trouva à la tête de ceux qui demandaient les lois les plus sévères, la répression la plus impitoyable. Il agitait le spectre du drapeau rouge; il jetait maintenant autant d'anathèmes à la République qu'il lui avait donné de bénédictions quelques mois avant.

Le coup d'État de Décembre survint. Le clergé fit ici pis qu'il n'avait fait encore; car à l'hypocrisie de l'attitude s'ajouta un marché, et quel marché! Nul plus qu'un prêtre chargé d'enseigner l'Évangile ne devait sentir toute l'horreur de l'attentat de Décembre : le clergé était, lui aussi, des dupes du conspirateur aussi bien que les légitimistes ses amis. On avait compté voir le roi légitime remplacer la République. Il n'en était rien. On comprenait maintenant que l'on n'avait fait, comme Raton, que tirer les marrons du feu pour un plus habile. Mais cet habile l'était assez pour faire au clergé de bonnes conditions, car il avait toujours besoin de lui. Pour lui plaire, il avait fait trois ans auparavant l'expédition de Rome. Quoique le nom qu'il portait sonnât mal à des oreilles catholiques, quoique l'on n'ignorât pas ses véritables sentiments, il y avait moyen, en s'entendant avec lui, de tirer de la situation un bon parti. César et Pierre se mirent mutuellement la main dans la main, tout en se gardant et en s'observant dans les yeux.

Le coup d'État trouva dès le premier jour des apologistes dans les journaux religieux. Veuillot et Montalembert s'accordèrent pour le célébrer. On chanta *Domine Salvum fac Napoleonem* dans toutes les églises, et l'évêque de Paris entonna un *Te Deum* pour célébrer les massacres de Décembre et les déportations. Ce fut un prêtre qui trouva la formule : « Je suis sorti de la légalité pour rentrer dans le

droit. » Son parjure aux lèvres et du sang aux mains, l'empereur reçut les félicitations de presque tous les évêques de France. Plus tard, couronné empereur, lorsque, dans ses voyages, il passait par un ville, il n'en était aucun qui ne le complimentât. Les cardinaux siégeaient au Sénat. L'empereur eut un fils, et le pape consentit à lui servir de parrain.

Et cependant le clergé savait bien que cet empereur ne croyait pas, que chacune de ses communions était un sacrilége, que cet homme n'avait ni foi ni loi, que sa conduite privée était l'impudicité même. Mais il voyait son intérêt à lui apporter son concours, et il le lui apportait. Il eût pu se tenir dans une digne et sévère réserve : il alla à toutes les complaisances. En revanche, l'empereur protégeait officiellement la religion. Il assistait à la messe et faisait ses pâques. Il matait l'Université, il refusait l'instruction obligatoire. Il ne laissait attaquer la religion ni dans les livres, ni dans la presse, ni dans les conférences : un gendarme montait la garde autour du sanctuaire : une armée française maintenait le pape à Rome.

L'entente cordiale n'alla pas sans froissements de part et d'autre. Il y eut des orages dans cette intimité touchante. César, un jour, se crut assez fort pour cesser d'être hypocrite. Il renonça à communier, il abandonna le pape aux Italiens. On lui prouva bientôt que, si l'on avait besoin de lui au dehors, il avait, lui, besoin d'un aide au de-

dans. L'opposition et la liberté relevaient la tête. De part et d'autre on fut bientôt convaincu de la nécessité de s'entendre. Les chassepots, qui « firent merveille » à Mentana, constatèrent l'alliance renouvelée du catholicisme et de l'empire, et le clergé, en 1870, mettait presque partout son zèle au service du plébiscite.

Ç'a été une mauvaise époque que l'empire pour toutes les institutions qu'en France on était habitué à respecter; elle n'a été pour aucune plus funeste que pour le clergé. Il y a payé sa puissance passagère de la considération morale. Personne n'ignorait qu'il méprisait tout bas celui qu'il prônait tout haut. Il avait consenti la plus immorale des coalitions. Il avait vendu son honneur pour le plat de lentilles d'Ésaü.

Voici quatre ans que l'empire s'est effondré au milieu de la honte et de la ruine. Quelle a été depuis lors l'attitude du clergé? Il n'y a pas besoin de peindre ce tableau. Il est sous les yeux de tous. Tout le temps qu'a duré la lutte militaire le clergé est demeuré le plus souvent immobile, plutôt spectateur qu'acteur : au 8 février, il a employé son influence à faire nommer des ennemis de la République, résolus à faire la paix à tout prix, à renverser ensuite la République s'il était possible. Il a appliqué ses efforts d'abord à ramener la royauté légitime, ensuite à obtenir une intervention française au profit du pouvoir temporel, si meurtrie

que fût la France. Il s'est donné pour cela un mal prodigieux, et jamais, on peut le dire, certaines qualités remuantes n'avaient davantage apparu en lui. Il n'a point remis au Ciel le soin de faire ses affaires. Au nord, au midi, à l'est, à l'ouest, il a organisé, plusieurs années de suite, d'innombrables pèlerinages auxquels rien n'a manqué. Quel était le but de ces pèlerinages? Personne ne s'y est trompé, ni ceux qui les faisaient, ni ceux qui les voyaient faire. Des bannières blanches aux fleurs de lis s'y déployaient ostensiblement. On y annonçait tout haut le retour du roi légitime. On allait « sauver Rome et la France au nom du Sacré-Cœur ». Les prophéties répandues précisaient ce qu'annonçaient les cantiques. On n'a cessé de montrer ostensiblement son but que le jour où on a reconnu qu'il y avait péril à le faire. Les paysans se souvenaient, eux aussi, de la royauté légitime, et si d'autres l'appelaient, eux n'en voulaient pas. Le rêve était beau; devant la réalité il a fallu y renoncer. Alors de nouveau, comme en 1851, ne pouvant avoir ce qu'il aimait, le clergé s'est résolu à aimer ce qu'il pouvait avoir. Il a réduit son ambition à empêcher la République, avec la complicité des impuissants des autres partis. Il est entré dans la société par actions du 24 mai. Il en a recueilli sa grosse part de dividendes. On a marqué d'infamie les enterrements civils. On lui a donné, sans parler du reste, la liberté de l'enseignement supérieur.

Dans toutes les élections il fait voter pour les « conservateurs » ; on sait ce que le mot veut dire. Empire, orléanisme, septennat, à défaut de la légitimité, le clergé est résigné à tout, il ne hait cordialement que la République.

Il la hait parce qu'il la craint. Ce qu'il craint d'elle au fond ce ne sont pas les violences personnelles. Les esprits autres que les plus médiocres doivent bien savoir que le temps de celles-là est passé, et que d'ailleurs les violences ne profitent qu'au parti des victimes. C'est pour ses doctrines, pour ses institutions, que le clergé craint la République. Il sait bien que la République, le jour où elle sera fondée, lui laissera la liberté, et même avec la liberté les avantages de position que lui font les mœurs : mais l'égalité, même dans ces conditions, ne lui suffit pas. Il lui faut que le bras séculier l'assiste, qu'il force à se taire les contradicteurs, qu'il maintienne le délit d'outrage aux cultes reconnus, dont le catholicisme recueille tout le bénéfice. Il veut le privilége. Il sent la vanité de ses artifices, de ses habiletés, s'il en est réduit à ses ressources. C'est là, il le sait bien, ce qu'un régime de justice ne peut accorder à personne, pas plus à lui qu'aux autres. Des monarchies, des empires, il obtiendra cette protection en échange d'autres services : de la République, non.

Le catholicisme a abdiqué la fière et confiante devise : *Hæc est victoria quæ vincit mundum, fides*

nostra. Il a peur du monde aujourd'hui. Son génie étonné tremble devant le génie du siècle.

Quelle confiance pourrait-il inspirer dans de telles conditions ; quelle influence dirigeante peut-il exercer encore sur l'avenir d'une société?

III

C'est là, en effet, le fond de la situation présente. Le clergé ne dirige plus la société au milieu de laquelle l'héritage du passé lui fait une place si grande. Il est, lui aussi, un roi détrôné. Les âmes lui échappent. Dans un pays où vingt-cinq millions d'hommes et de femmes, sachant à peine lire ou écrire, ne peuvent guère recevoir la vie morale que par l'enseignement religieux, cet enseignement religieux n'a pas su être à hauteur des besoins du temps. Quant aux dix autres millions d'habitants, le plus grand nombre vit en dehors de la forme religieuse qui officiellement est celle du pays. Prenez cent hommes qui ont reçu étant enfants les principes de la religion, combien les conservent toute leur vie? Cinq ou six, à vrai dire; dix ou douze, prétendent les plus partiaux. Le reste les rejettent à l'âge où ils deviennent hommes.

Effet des passions, disent les prêtres. Il est aisé de parler des passions. La vérité c'est qu'il n'est pas de plus grave condamnation pour une doctrine que ce fait d'être rejetée par quatre-vingt-dix intelligences sur cent; disons tout : presque toujours par les quatre-vingt-dix intelligences les plus vigoureuses. Il faut qu'elle renferme bien peu des vérités dont les esprits d'une génération ont besoin de vivre, bien peu des principes que leur raison accepte, bien peu des sentiments et des symboles dont leur imagination se nourrit.

Si cet état de choses est ainsi, la faute en est au catholicisme. Au lieu d'avoir pris place à la tête de la pensée moderne, il marche à l'arrière, le plus souvent pour la combattre. Il brûle ce qu'elle adore, il adore ce qu'elle a brûlé. Observez la politique de l'Église romaine dans tout ce qui est relatif à l'instruction publique, son effort est de mettre la main sur elle. De temps en temps il lui semble y parvenir. Elle se croit aujourd'hui plus près du but que jamais, et déjà il faut voir comme elle s'applique à réduire au silence ses adversaires. Dans l'Université, le clergé catholique dénonce les maîtres qui refusent de prendre ses ordres. Il excite les fanatiques qui lui obéissent par passion ou les hypocrites qui le suivent par calcul : ceux-ci ne sont pas ceux qui crient le moins haut. L'instruction primaire obligatoire le fait frémir, même avec la liberté de l'école. Il ne veut

pas que la nourriture intellectuelle soit donnée si ce n'est pas lui qui la donne seul. Il couvre des pétitions, contre la lecture et l'écriture, de noms de gens qui seraient bien embarrassés de dire ce qu'ils leur reprochent, ne sachant eux-mêmes ni écrire ni lire. C'est lui qui a inventé cette fameuse « liberté du père de famille » destinée à empêcher l'éducation de l'enfant. Il est là comme partout du côté de l'oppresseur contre les opprimés.

Le catholicisme a laissé sortir de lui ce qu'il renfermait de vivant et de libéral. Il condamne la liberté sous toutes les formes. A chaque effort que fait la pensée pour aller plus avant, elle le trouve sur son chemin, une barrière à la main, lui criant : « Tu n'iras pas plus loin ! » Politique, philosophie, histoire, exégèse, économie politique, histoire naturelle, recherches physiques et chimiques, il n'est aucun point où les doctrines de l'Église n'aient la prétention d'empêcher le progrès de marcher, ne soient en contradiction avec les doctrines nouvelles. Plus l'humanité avance, plus en elle s'est éveillé le besoin de connaître et de chercher la vérité : savoir est devenu la grande ambition; les plus nobles aspirations se sont résumées dans ce mot : la science. L'Église n'aime pas plus la science que les sciences. Elle glorifie l'ignorance, célèbre les pauvres d'esprit, donne le paradis à ceux d'abord qui ont la simplicité des enfants, exalte la foi du charbonnier. Le mendiant

Labre est béatifié, il sera canonisé demain. A l'humanité qui dit : « Je veux chercher, » l'Église répond : « Il faut croire. » Elle excommunie la liberté d'esprit, la critique, la libre recherche. La vertu théologale par excellence c'est, à ses yeux, la docilité. Elle arrache du paradis terrestre l'arbre de la science du bien et du mal. Elle n'a plus qu'un mot à la bouche : l'autorité! Ainsi l'Église et le monde ne se comprennent plus. Ils parlent chacun un différent langage. Regardez les livres que lisent les dévots et ceux que lisent les gens du monde : quel rapport entre les uns et les autres? Ce sont comme deux pensées différentes. Nul rapport dans le style des écrivains ni dans les doctrines ; les libraires eux-mêmes diffèrent. Ainsi existent aujourd'hui comme deux sociétés en une seule. Ce n'est pas de la sorte que se passaient les choses au temps où écrivaient un Arnauld, un Pascal, un Bossuet, un Fénelon. Le monde vivait alors des idées chrétiennes.

C'est hors de l'Église aujourd'hui que s'agite le mouvement intellectuel du siècle. L'Église, qui le veut combattre, ne le comprend même pas. La faiblesse des réponses d'un père Félix, voire d'un père Hyacinthe aux doctrines de M. Littré, de M. Taine, de M. Renan étonne ; ces apologistes n'ont même pas compris les objections des adversaires ; leurs réponses portent à côté. Quant aux prêtres ordinaires, je ne parle pas des curés de campagne, qui savent bien moins de choses que les instituteurs,

mais des prêtres des villes, de ceux qui sont hommes de société, il faut avoir causé avec eux pour se figurer combien ils sont étrangers à ce qui se dit et s'imprime. On leur pardonnerait d'ignorer les éléments de la physique, de l'histoire naturelle, de la géologie, de la médecine : c'est en histoire, c'est en littérature, c'est en exégèse religieuse, qu'ils sont d'une lamentable ignorance, d'une ignorance qui défie toute prévision. Ils soutiennent encore des systèmes condamnés par la science depuis cent ans ; ils ne savent pas le premier mot des travaux essentiels sur les matières qui intéressent le plus l'origine et les progrès du christianisme; leur érudition en est à Voltaire ou plutôt à Patouillet. Ils ouvrent de grands yeux au seul énoncé des questions sur lesquelles des milliers de volumes ont été écrits dans le monde savant. Et ils ont la prétention d'enseigner les nations !

En même temps que le catholicisme laissait sortir de lui toute la partie vivante du christianisme, en même temps qu'il repoussait la science, que faisait-il ? Il allait ajoutant à ses dogmes, rétrécissant de plus en plus ses symboles, fortifiant de plus en plus sa hiérarchie intellectuelle. Des deux principes qu'il avait renfermés, la liberté et l'autorité, il ne conservait que l'autorité, mais celle-ci combien plus sévère, plus stricte, plus implacable ! Il enlevait par degrés toutes les tolérances laissées autrefois. Que d'opinions admises jusque-là, ana-

thématisées soudain et interdites par l'encyclique de Grégoire XVI et le *Syllabus* de Pie IX ! Enfin deux dogmes nouveaux, tels que le monde catholique n'en avait jamais entendu, sont venus s'ajouter au *Credo :* la conception immaculée de la Vierge, l'infaillibilité pontificale. La pensée, la croyance, la doctrine, l'âme de tout l'univers catholique, remises pieds et poings liés à la disposition, à la fantaisie d'un seul homme ! Tel est le spectacle auquel notre génération a assisté. De plus en plus le raisonnement est supprimé dans les esprits. L'intelligence a été donnée par la divinité pour n'en point faire usage. Il ne reste sur chaque question qu'à ouvrir un catéchisme, un formulaire, à savoir ce qu'il est ordonné de croire. Voilà le dernier mot du catholicisme moderne : c'est sur l'hébétement des intelligences qu'il fonde sa domination.

Sur l'hébétement seul ? non pas. Il ne compte pas moins sur l'exaltation du mysticisme. En même temps que, par son esprit d'autorité, il s'appliquait à faire de plus en plus petite la part de l'intelligence, il faisait plus grande de jour en jour celle du sentiment. Il a ajouté à ses pratiques, il les a rendues plus nombreuses, plus précises, plus minutieuses. Il a multiplié les associations, les dévotions, les exercices de toute sorte : on ne les compte plus. Jamais la Vierge, les anges, les saints n'ont compté pour autant dans la religion : ils ont fait tort à Dieu même. Les scapulaires sont venus, les médailles

bénites, les images miraculeuses, les sacrés-cœurs, les immaculées conceptions. Ç'a été un débordement de fêtes et de cérémonies nouvelles dont l'une fait tort à l'autre : la Salette, Lourdes, Issoudun, Paray-le-Monial, Auray ; combien d'autres ? L'on a fait appel à la superstition, et la superstition est venue. L'âme humaine a été lancée tout entière dans des dévotions fiévreuses et malsaines. La religion espagnole est devenue la religion française. On s'est précipité aux pèlerinages, aux saluts du soir, aux retraites. Bientôt ont succédé les hallucinations, les apparitions, les stigmates, les prophéties, les miracles de toute sorte : nous en sommes aux Louise Lateau. Quel temps fut jamais plus fécond en miracles ? Une bonne majorité de la société ne croit plus ; mais de quelle foi ardente, violente, terrible, est animée la minorité qui croit ! Comme elle est dans la main de ceux qui la mènent ! Comme elle appartient à ses chefs pour le mal ou le bien à leur gré ! Il y a peu de chrétiens, mais les fanatiques abondent. On songe malgré soi aux *Haschischim* du moyen âge. Il ne faudrait qu'une étincelle dans un monde pareil pour ranimer une guerre religieuse, la plus effroyable des guerres civiles.

Au fond la guerre civile existe déjà. Il n'y manque que les coups de fusil. Tout le mal qu'on peut se faire autrement qu'avec des coups de feu et des baïonnettes, on se le fait des deux parts. Il est telle province où les choses en sont venues à ce point

qu'entre amis anciens, entre membres d'une même famille, séparés par les opinions religieuses, on ne se salue plus. Encore un pas, et l'on verra renaître les batailles, les massacres peut-être du seizième siècle. Les frères s'égorgeront à la plus grande gloire de Dieu. Il y a longtemps déjà que l'on a empêché les enfants du même pays de se rencontrer sur les bancs de l'école primaire. Les uns sont élevés par les frères ignorantins, les autres vont à l'école communale, dont l'instituteur est laïque. A la division de l'école on a joint celle du collége. Une moitié de la jeunesse bourgeoise s'assied sur les bancs des lycées, l'autre est formée par les séminaires, par les établissements des jésuites. On a empêché de naître à dessein ces amitiés du collége qui souvent étaient plus fortes que les divisions d'opinions. C'était trop peu encore. Voici que l'on a obtenu la liberté de l'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'on appelle ce nouvel outil de discorde civile. L'un des premiers articles de l'université libre d'Angers, est que les catholiques seuls, et les catholiques pratiquants, y seront admis. La jeunesse libérale et la jeunesse catholique n'auront plus une occasion de se connaître, de s'estimer, d'apprendre l'une de l'autre le respect et la tolérance. Il ne restera plus rien de commun de ce patrimoine moral qui est la véritable patrie. Rien de part et d'autre n'arrêtera plus le fanatisme. Élevés de part et d'autre à se considérer comme des ennemis, par quelle loi humaine,

par quelle grâce divine les empêcherez-vous, lorsque la vie les mettra en présence, de s'aborder la haine dans les yeux, de se ruer les uns sur les autres? Est-ce donc là précisément ce que l'on a cherché?...

Il faut conclure. La lutte est engagée entre le siècle et le catholicisme : c'est le catholicisme qui l'a voulu. Les idées nouvelles, les aspirations des classes longtemps opprimées, trouvent aujourd'hui dans le catholicisme leur plus rigoureux adversaire. Il ne peut plus être la religion d'une société où la démocratie coule à pleins bords.

En s'alliant au fort contre le faible, au riche contre le pauvre, à celui qui veut conserver pour lui seul les biens de la terre contre ceux qui demandent à en avoir leur part, en parlant sans cesse aux petits de leurs devoirs et jamais de leurs droits, en prêchant timidement aux forts la charité et jamais la justice, le catholicisme n'a pas seulement menti à sa sublime origine, il s'est suicidé.

C'était un Dieu ami des pauvres, des petits, des déshérités que ce Christ, fils du charpentier, venu au monde pauvre et malheureux, entre l'âne et le bœuf, qui avait vécu parmi les pauvres, sans posséder même une pierre pour y reposer sa tête, qui était mort de la mort des plus méprisés. Le Christ catholique siége au ciel dans la gloire comme un Jéhovah sur le Sinaï ou un Jupiter dans l'Olympe : il rayonne de lumière, de pourpre et d'or. Qu'a-t-il

encore de commun avec les haillons du pauvre, qui saliraient son paradis? Il est le Dieu des rois, qui comme lui ont l'or et la pourpre, comme lui la puissance et la majesté, comme lui la magnificence !

Depuis plus de trois siècles cette transformation du catholicisme se faisait; elle s'est achevée dans notre siècle. L'histoire sera sévère pour le clergé français qui n'y a pas résisté, qui s'y est associé. Il a manqué gravement à son rôle d'éducateur social. Il a laissé échapper le plus grand nombre des âmes; il abêtit et exalte dangereusement celles qui ne lui ont pas échappé. Il s'efforce criminellement d'arrêter le progrès. Il a le malheur d'y réussir trop souvent.

Un dernier malheur s'ajoute aux autres. Il ne comprend même plus le sens de ce mot, nécessaire à comprendre aujourd'hui plus que jamais à qui veut en France jouer un rôle important: le patriotisme. L'ultramontanisme a fait son œuvre ; il n'y a plus aujourd'hui pour le prêtre qu'une patrie : le Vatican, comme il n'y a qu'une loi : l'ordre du pontife romain.

CHAPITRE III.

LA MAGISTRATURE.

Peut-être le pouvoir judiciaire mériterait-il le premier rang parmi les institutions d'une société. Ce n'est pas seulement parce que ses jugements ont à prononcer sur la fortune, sur la liberté, sur la vie même des citoyens, c'est avant tout et surtout à cause de la loi qu'il personnifie : la loi, maîtresse égale des uns et des autres, inaccessible aux passions, marquant les droits et les devoirs de tous, première et suprême protection du faible contre le fort. C'est dans la magistrature que réside et s'incarne la majesté de la loi. La loi est supérieure aux gouvernements aussi bien qu'aux particuliers ; il n'est ministre ni roi qui prétende s'élever au-dessus d'elle, sans que la magistrature, si elle fait son devoir, ne le rappelle à son respect. Les anciens di-

saient que Jupiter lui-même est soumis à la loi, et quelle puissance en effet n'est dominée par la règle supérieure de la justice ? Cette idée de l'ordre que la science retrouve dans l'observation de la nature, dans la vie des sociétés c'est la loi qui la manifeste.

Il n'est donc pas dans une société d'intérêt supérieur au respect de la loi. Il n'est pas de service public qu'il importe autant de voir élevé au-dessus de tout reproche que l'administration de la justice. C'est une grande et haute fonction que celle de rendre la justice : mais plus haute elle est, et plus elle crée à ceux qui en sont investis d'impérieux devoirs. Tant que l'espérance d'obtenir justice subsiste, tout recours à la violence est odieux et criminel. Le jour où il est démontré que le droit ne suffit plus pour triompher, rien ne reste au citoyen opprimé que la ressource de faire appel au désespoir, de trouver dans la force un suprême et redoutable auxiliaire.

S'il est une société où il soit particulièrement essentiel que la justice soit au-dessus de tout soupçon, c'est la société française. Tant de secousses l'ont ébranlée depuis quatre-vingts ans, la force a été tant de fois chargée de trancher les questions, qu'une déplorable disposition s'est introduite dans les esprits de vouloir couper les nœuds gordiens avec l'épée d'Alexandre. Tant de fois le monde politique a été bouleversé par des révolutions, que les principes suprêmes de la législation et de la politique s

sont presque engloutis dans ces cataclysmes. Des constitutions se sont succédé, qui ont tour à tour proclamé des principes différents, contraditoires; les mêmes actes ont été tour à tour innocents ou criminels. La majesté de la loi a reçu de là de terribles atteintes. Que deviendrait cette majesté si la magistrature se refusait à comprendre que son premier devoir est de lui rendre, par son irréprochable attitude, une partie de l'autorité qu'ont mise en péril les révolutions?

C'est une race qui a particulièrement soif de justice que la race française. Elle a de tout temps eu la parole prompte et la révolte impétueuse contre les abus. Elle a fait une révolution sanglante pour mettre fin aux priviléges sociaux. C'est au nom de la justice que s'est levée la génération qui a détruit la Bastille et fait 89; son premier besoin a été de proclamer, non pour elle seulement, mais pour le genre humain tout entier, les sublimes principes de la liberté, la fraternité, l'égalité, c'est-à-dire la justice pour tous.

Une société est bien malade en un tel pays le jour où l'on y doute de ceux qui rendent les jugements. La déconsidération des parlements et les lettres de cachet ont autant fait pour la ruine de la monarchie française que le Parc-aux-Cerfs de Louis XV ou la défaite de Rosbach. Pour assurer le respect aux décisions de la justice, on a cru sage d'en interdire la discussion : remède bien insuffisant! Les choses

les plus graves et qui vont le plus loin ne sont pas celles qui s'impriment. Supposez un jugement rendu qui offense la conscience publique. Vous empêcherez que la presse ose dire ce qu'elle en pense; soit. Si un journaliste emporté par la passion apprécie ce qu'il lui est défendu d'apprécier, vous l'en punirez, d'autant plus gravement même qu'ayant plus raison il irritera davantage : soit encore. Empêcherez-vous les citoyens de causer, de critiquer tout bas ce qu'ils ne peuvent critiquer tout haut? Empêcherez vous les langues d'aller, et l'opinion de se manifester, et la conscience publique de frémir?

Le temps est bien passé des générations dociles. Au temps où La Fontaine écrivait, il y avait encore une philosophie calme et résignée à l'usage des petits. On se disait qu'il était sage au pot de terre de ne pas se heurter au pot de fer : on ne se fût guère risqué à plaider contre le seigneur; on le supportait, lui, ses chiens, ses valets, ses chevaux, son gibier; la prudence ordonnait de courber la tête sous l'orage, d'être le roseau qui plie et non le chêne qui se fait briser. Cette prudence n'est plus. Qui a subi un préjudice, de quelque part qu'il vienne, entend aujourd'hui en obtenir réparation; il prétend avoir le droit de l'exiger. Tout homme ose en regarder un autre en face. Dans une société où l'idée du droit est si profondément enracinée (et que l'on ne se plaigne pas qu'il en soit ainsi, c'est son plus noble trait, et ceux qui rendent la justice sur-

tout devraient être flattés de cette sensibilité de la conscience qui est un hommage rendu à la hauteur de leurs fonctions), dans une telle société, c'est folie de croire que l'on puisse imposer le respect d'un jugement par la menace d'un autre jugement, maintenir le respect de la magistrature en empêchant la discussion des arrêts : la magistrature ne peut attendre sa considération que d'elle-même, en restant toujours digne de ce que l'on attend d'elle ; elle ne peut être respectée qu'en étant respectable.

D'autres institutions, comme la religion, le gouvernement, ne doivent pas seulement aux petits, nous l'avons dit, la stricte justice, elles leur doivent aussi la bienveillance, une bienveillance proportionnée à leur faiblesse. La magistrature ne doit rien aux citoyens que la stricte justice ; mais elle la doit tout entière, elle la doit à tous, aux humbles comme aux puissants, sans passion, sans partialité, sans faiblesse. C'est en la distribuant sans cesse qu'elle remplit son rôle dirigeant.

Si je ne voulais éviter jusqu'à l'apparence du paradoxe, je dirais que la plus grande fonction de ceux qui rendent la justice n'est pas de la rendre. La plus importante de leurs fonctions, ce n'est pas, malgré leur importance, ces jugements rendus par eux qui tranchent les contestations entre les citoyens, qui assurent le bon ordre, garantissent la sécurité, forcent le trompeur et le voleur à rendre gorge. Ce qui est plus important encore que toutes

ces décisions particulières, c'est la fonction sociale confiée aux magistrats; c'est cette idée de la justice qu'ils sont chargés d'entretenir, de conserver à travers les générations, comme les prêtresses de Vesta entretenaient le feu sur leurs autels.

Que l'on se figure, si l'on peut, ce que deviendrait une humanité où, pendant cinquante années seulement, l'institution de la justice disparaîtrait. La conscience elle-même s'y éteindrait. Cette voix de la justice qui se fait entendre au fond des cœurs, mais que tant de passions tendent à y couvrir, c'est la magistrature qui, en la faisant retentir à toutes les oreilles, empêche qu'elle ne soit étouffée sur la terre. Tout le reste parle aux intérêts ou aux convoitises; la nature et la naissance ont mis l'iniquité à toutes les portes de ce monde; tout est accordé aux uns, tandis qu'aux autres tout est refusé : la fortune ajoute ses caprices à tant d'autres inégalités, le sort aveugle est aussi dur aux uns qu'il est complaisant aux autres; tout enseigne l'immoralité dans la vie; c'est toi, sainte justice, qui rétablis l'équilibre et justifies les dieux! Devant toi le riche et le pauvre, le faible et le fort, l'oppresseur et l'opprimé redeviennent égaux; tu joues vraiment le rôle de la Divinité en ce monde! Le jugement que la conscience prononce dans le for intérieur, tu le proclames tout haut; par toi le bon droit sort du prétoire triomphant, confondant les passions, vain-

queur des vices et des crimes, manifestant l'innocence, relevant les courages !

Peu d'emblèmes ont été trouvés aussi absolument exacts que celui qui symbolise la justice. Sa main tient une balance dont nul artifice ne peut faire pencher à droite ou à gauche les plateaux ; c'est bien ainsi que la conscience se représente la loi : impartiale, inflexible.

Rendons un juste hommage à la magistrature française, elle est intègre ; sa probité financière est au-dessus du soupçon. La justice, en France, n'est à acheter pour personne. Il n'est somme d'argent, grande ni petite, qui transforme l'iniquité en droit. Rien n'est plus rare qu'un magistrat simoniaque. Il n'est pas sûr que, dans tout l'ensemble du corps, on vînt à bout d'en trouver un seul. La probité est considérée comme l'honneur professionnel, et c'est là une noble façon de comprendre l'honneur. La justice avait autrefois ses épices. Il n'y a pas cent années que les *Mémoires* de Beaumarchais accusaient ouvertement un conseiller au Parlement et sa femme d'avoir mis aux enchères la décision de la justice. Peu importe que M. ou Mme de Goëznan fussent ce que Beaumarchais les a accusés d'être. Si la vénalité des parlements n'eût été alors une opinion reçue, le coup des *Mémoires* aurait été moins terrible. Rien de semblable aujourd'hui n'existe. La magistrature française elle-même doit bénir les lois qui ont interdit aux juges de recevoir, comme au

temps d'Alceste, les sollicitations et les cadeaux des plaideurs ; elle a acquis en échange un bien plus précieux : la renommée justement acquise de son intégrité. Cette renommée vaut mieux que toutes les épices des plaideurs.

On reproche quelquefois aux magistrats la morgue qui leur fait considérer comme au-dessous d'eux le reste de l'humanité. On devrait être plus indulgent pour ce réel défaut. Il vient d'un bon sentiment. Il fait même une partie de la force de la magistrature ; il montre qu'elle comprend son importance sociale. Mieux vaudrait sans doute voir également ce qui ennoblit les autres fonctions, mais c'est le propre de la vanité humaine de regarder plus volontiers en nous ce qui peut nous élever au dessus des autres, que d'apercevoir chez les autres ce qui peut les élever à notre niveau.

On a également reproché aux magistrats d'être criminalistes, de se résigner difficilement à accepter les preuves de l'innocence, et de voir d'avance un coupable dans chaque accusé. Le reproche est formulé depuis bien longtemps, et sans doute il est juste. Mais, pour ce défaut aussi, les magistrats ont droit de réclamer les circonstances atténuantes. Quelle profession n'a ses inconvénients, ses défauts en quelque sorte constitutionnels ? Les hommes de cabinet sont sujets à l'apoplexie et les militaires aux rhumatismes. Les magistrats sont appelés sans cesse à voir les vices de la nature humaine, et, il faut

bien le dire, autant la société les a chargés de rechercher et de punir le crime, aussi peu elle leur a remis le soin de rechercher et de récompenser la vertu. Comme les médecins au milieu des maladies physiques, ils vivent au milieu des maladies morales. Parmi ceux qui comparaissent devant eux, il peut se trouver parfois sans doute des innocents, mais combien est plus grand le nombre des malheureux justement soupçonnés? Habitués à trouver devant eux les laideurs de l'espèce humaine, comment ne s'habitueraient-ils pas à la voir en laid? Comment ne se persuaderaient-ils pas volontiers que tout accusé est déjà un coupable? Comment, après quelques années, tout magistrat, à subir l'influence des idées ambiantes, à recevoir les leçons de l'expérience, n'en viendrait-il pas forcément en quelque sorte à ce désolant pessimisme? C'est à la société à entourer la justice de tant de garanties, que les préjugés, même les plus excusables, produisent le moins de mal possible; il serait injuste d'exiger que des hommes se montrent plus que des hommes.

Il faut en venir à des reproches plus graves, et nous le disons à regret, plus justifiés. On accuse la magistrature d'être un corps enclin à toutes les idées réactionnaires. On accuse les magistrats d'être pour la plupart dévoués au parti clérical. « Ayez un procès avec qui vous voudrez, dit-on, homme riche ou puissant, vous n'avez rien à redouter si votre cause est bonne; mais gare à vous, si le clergé est

intéressé à la perte de votre procès. Évitez de plaider contre un évêque; auriez-vous raison contre un couvent, tâchez de conclure un arrangement passable. Si vous avez quelque protection à pouvoir invoquer parmi les ministres de la religion, ne manquez point d'en user, elle vaudra pour vous presque autant que les conclusions de votre avoué et l'éloquence de votre avocat. Vos propres opinions, la façon dont vous pratiquerez les devoirs de votre religion, ne sont point choses indifférentes. La magistrature protége la religion qui, à son tour, le lui rend. Ce n'est pas que les magistrats soient à l'ordinaire des hommes plus persuadés de la vérité de la religion que les autres. Leur conduite privée prouve trop souvent qu'il n'en est rien. Mais il est reçu dans ce corps de conserver les apparences. Il est un de ceux où fleurit le plus volontiers l'hypocrisie. Telles sont les traditions de la corporation, et, bon gré mal gré, tout nouveau venu qui désire faire son chemin est sage de s'y soumettre. Un juge qui se déclare libre penseur a bien des chances de rester simple juge toute sa vie. Pour monter aux grades élevés, devenir conseiller, président de chambre, président de cour, avisé qui prend soin de faire étalage de dévotion. Le clergé est puissant en haut lieu, et il n'oublie rien. Ce sont les protections surtout qui, dans la magistrature, font l'avancement, et le clergé est le meilleur des protecteurs comme il est le plus implacable des adversaires. Il

a souvent besoin de la justice ; il sait trop la puissance de ce ressort social pour ne pas tenir à l'avoir en sa main. Un magistrat peut mesurer son ambition aux services qu'il est en état de rendre au clergé : voilà pourquoi c'est à qui lui en rendra le plus. »

Ainsi parle l'opinion publique. Elle exagère sans doute, elle exagère même beaucoup ; mais qui osera dire, hélas ! qu'elle calomnie entièrement ?

La politique a fait plus de mal encore à la magistrature française. Il fut un temps où cette magistrature fut célébrée pour son indépendance ; un garde des sceaux faisait venir le président du tribunal qui avait acquitté un journal, et lui disait : « Il est heureux pour vous, monsieur, que vous soyez inamovible, » et où le président répondait fièrement : « Et pour la France, monsieur le ministre, que vous ne le soyez pas. » Un temps où un tribunal répondait aux sollicitations du pouvoir :

La cour rend des arrêts et non pas des services.

On n'a guères cité depuis de longues années de telles paroles de la magistrature, et cependant sa complaisance a été mise à de rudes épreuves. Entre tous les maux que l'empire a causés à la France, il ne lui en a fait peut-être aucun plus grand que d'avoir abaissé dans l'estime de la nation ceux qui rendent la justice. Des magistrats ont consenti au lendemain du coup d'État à faire partie de ces com-

missions mixtes où toutes les formalités légales étaient violées; on les a vus, eux les hommes de la loi, accepter de condamner, sans les entendre, des citoyens qui avaient commis le crime de prendre les armes pour la défense de la loi, de mettre la force au service du droit. Cette première tache a, durant tout le second empire, pesé sur la magistrature; après cette première complaisance, elle n'a pas marchandé les autres. Elle a, dans les procès sur les réunions, sur la presse, appliqué dans leur rigueur, parfois au delà de leur rigueur, les lois les plus hostiles aux libertés proclamées dans la Constitution même. Elle a été plus loin qu'on ne le lui demandait dans la docilité et dans son abaissement. Poursuite voulait dire condamnation, et l'inculpé politique, par avance, connaissait son sort. Au bout d'un an, de deux ans, le magistrat recevait en avancement le prix des services rendus. Nul n'oserait formuler une pareille accusation, si la grande voix de Beryer n'avait, frémissante d'indignation, dénoncé un jour cette iniquité du haut de la tribune du Corps législatif.

Le magistrat est inamovible, et cette inamovibilité lui a été donnée pour que, n'ayant rien à redouter du pouvoir, il pût toujours juger suivant sa conscience. Il est dès lors inexcusable de se laisser effrayer, comme il serait infâme de se laisser séduire. Mais si le gouvernement ne peut rien contre le magistrat, il peut beaucoup en sa faveur. C'est

lui qui tient en main les décorations, les avancements; il ne lui en a pas fallu davantage pour devenir le maître de bien des âmes. Ç'a été trop peu que l'indépendance n'eût rien à redouter de lui; pour quelques rubans, pour de misérables places, beaucoup se sont vendus à lui, se sont rués à la servitude; pour dire le véritable mot, ont prévariqué.

Après tant d'autres complaisances, —et jusqu'où ne sont pas descendues quelques-unes de ces complaisances? la Cour de cassation en a eu l'humiliant spectacle, — on a vu des magistrats aux jours du plébiscite, pour faire leur cour au ministre de la justice, chef du cabinet, se jeter dans les comités officieux, envoyer des déclarations adulatrices, contribuer enfin de toutes leurs forces à cette grande tromperie dont ils étaient les dupes moins que personne. Les documents sont restés de ce dernier abaissement : un ministre, à la tête plus légère encore que son cœur, a oublié de les brûler en quittant son ministère. Celui qui écrit ici en a tenu les originaux entre ses mains. La publication de ces documents avait été ordonnée, l'édition était prête; un grave ministre est venu qui a lu le livre. Il en a été épouvanté : il n'a cru d'autre moyen possible de conserver à la magistrature sa nécessaire considération que de faire mettre l'ouvrage entier au pilon.

Qu'on ne voie pas dans nos paroles sévères le

désir d'offenser une institution que nul ne saurait mettre plus haut que nous. Les plus attristés de tels spectacles sont les vrais amis de la magistrature. Si nous n'étions convaincus combien il importe dans une société que la magistrature soit digne de l'idée de justice qu'elle personnifie, nous prendrions plus aisément notre parti des faiblesses et des lâchetés des hommes. La considération due à la magistrature a été gravement atteinte, qu'elle nous permette d'ajouter, atteinte par sa faute. Il dépend d'elle seule de la recouvrer. La conscience populaire est exigeante aujourd'hui; plus l'humanité avance, plus cette conscience sera exigeante. Il ne suffit pas que les juges ne rendent pas de services pour de l'argent, il faut qu'ils n'en rendent pour quoi que ce soit, et surtout aux puissants de ce monde.

CHAPITRE IV.

LA PRESSE.

Il ne faut pas dire du mal de la presse. Si elle est puissante pour le mal, elle ne l'est pas moins pour le bien. Elle n'est un instrument redoutable que parce qu'elle est un instrument vigoureux. On fait avec le fer des haches et des épées qui tuent, mais on en fait aussi les outils avec lesquels le paysan dompte le sol, et les instruments à l'aide desquels le chirurgien guérit. Il ne faut jamais oublier, lorsqu'on instruit le procès de la presse, que rien n'a plus qu'elle contribué à mettre l'humanité à l'état où nous la voyons. Si la civilisation a fait en trois siècles, au nôtre surtout, plus de progrès qu'elle n'avait fait auparavant durant des milliers d'années, c'est à la presse surtout qu'en revient l'honneur. Mais plus est puissante la presse, plus est grande sa dette en-

vers la société : sa responsabilité est proportionnelle à son action.

On a plus d'une fois comparé le rôle que jouaient les orateurs dans la démocratie athénienne et celui que jouent dans la société moderne les journalistes. La ressemblance est grande, en effet. Les orateurs étaient des hommes qui, aux assemblées, montaient à la tribune et haranguaient le peuple du haut du Pnyx : le journal est une tribune ouverte chaque jour, une tribune où l'on n'a pas besoin d'attendre son tour pour parler, où nul murmure ne peut couvrir la voix, d'où cette voix peut retentir jusqu'aux extrémités du pays. Les orateurs antiques, sans être revêtus d'aucune fonction, prenaient, dans leur courage, leur amour de la patrie ou leur ambition, le droit de s'occuper des affaires publiques. Ainsi les journalistes, sans autre titre que le droit commun à tous de parler et d'écrire, s'investissent d'une semblable mission. Ils se font les propagateurs de leurs idées et les éducateurs de la foule.

Noble fonction pour ceux qui en comprennent la noblesse. Il y a dans le journaliste tout à la fois de l'apôtre et de l'instituteur. La presse avait justement reçu le beau nom de sacerdoce, au temps où il n'était pas encore venu à la mode de se railler de tous les grands noms. Nous avons vu des ministres, qui avaient leurs bonnes raisons pour ne pas aimer la libre discussion, flétrir à ce qu'ils croyaient

les journalistes, en les appelant avec dédain « des individualités sans mandat ». — Individualités sans mandat! Elles le tenaient ce mandat du droit qu'a tout homme, fils d'une race solidaire, de prendre en main les affaires de tous. Elles le tenaient de la vérité qui les éclairait au dedans, de cette vérité qui dit à tout homme auquel elle se manifeste : « Va et enseigne par le monde. » *Ite et docete gentes.*

Il faut bien avouer que, dans la pratique, la presse a souvent été loin de réaliser ce noble idéal. Les journalistes n'ont souvent mérité ni l'un ni l'autre des noms d'apôtres et d'instituteurs. Ils ont fait comme un métier ce qui était la plus libérale des professions. Rien n'est pire que l'abus de ce qui est le meilleur, a dit le plus profond des écrivains, et la plus noble des professions est le plus honteux des métiers. Il n'est rien de plus misérable que l'homme qui consent à faire trafic tour à tour de la vérité et du mensonge, qui jongle avec les mots et les idées, et met son style, c'est-à-dire son cœur, sa pensée, son âme, au service indifférent de l'une ou l'autre cause. Les *condottieri* du moyen âge, qui louaient leur épée à qui les payait mieux, ne faisaient marchandise que de leur vie; ceux-ci font marchandise de leur conscience, en même temps que de leur talent; ils vendent les deux choses les plus hautes qui soient dans la créature humaine.

On a reproché au journalisme la passion, la

mauvaise foi, la vénalité. On a tort de lui reprocher la passion, car rien de grand ne s'est fait en ce monde sans la passion. Les apôtres n'ont converti le monde que parce qu'ils avaient la passion; sans la passion, il n'y a ni énergie ni activité. La passion emporte avec elle la violence, l'injustice: mais c'est folie de demander aux hommes d'action la superbe impartialité des savants qui raisonnent dans leur cabinet. Demandez au polémiste la sincérité, la conviction; ne lui reprochez pas de faire tort à ses adversaires. Le monde ne va que par l'effort contradictoire de toutes les opinions, dont chacune oppose à l'ardeur, à l'intempérance des autres, sa propre ardeur, sa propre intempérance.

On a beaucoup plus raison quand on reproche à la presse sa mauvaise foi, sa vénalité. Sans doute, le monde exagère le mal, mais ce n'est pas nous qui le nierons. Il est des journaux dont la mauvaise foi est proverbiale, il en est dont la vénalité s'étale sans vergogne. Il y avait aussi, parmi les orateurs de la démocratie athénienne, des dénonciateurs et des sycophantes. Il y avait des misérables qui vendaient à Philippe la cité où ils étaient nés. A vrai dire, ni cette vénalité ni cette mauvaise foi ne nous effrayent outre mesure. Si nous ressentons le plus profond mépris pour les gazetiers malhonnêtes. dont la plume à l'encan déshonore le nom d'hommes de lettres, nous ne croyons pas

que ni leur mauvaise foi, ni leur vénalité portent à la vérité un bien grave préjudice. Tant que la parole est laissée aux écrivains honnêtes aussi bien qu'à leurs contradicteurs, et que les uns peuvent réfuter les calomnies débitées par les autres, nous n'admettons pas que la bonne cause soit en péril. C'est le sort de la vérité de ne jamais avoir triomphé sans lutte : elle est de nature à ne redouter aucun adversaire, lorsqu'elle combat en plein jour, à la face du soleil. La presse malhonnête et vénale n'est à redouter que dans les mauvais jours où le despotisme la protége, sûr qu'il est de trouver toujours son compte avec elle ; en même temps que, dans son effroi de la vérité, il tient à réduire au silence la presse loyale.

Le journalisme français a deux défauts bien autrement graves, bien autrement redoutables pour le pays que cette vénalité, cette mauvaise foi, cette violence que lui reprochent les esprits bourgeois : la presse française est frivole, la presse française est ignorante. C'est par son ignorance, par sa frivolité, qu'elle constitue très-souvent un vrai danger social.

L'ignorance d'une partie considérable des journalistes français est quelque chose de prodigieux. Il n'est pas de titre dont un homme, ayant quelque respect de lui-même, doive être moins fier que de celui d'homme de lettres. Il n'est pas de confraternité plus mêlée et moins faite pour en tirer gloire.

La presse est, selon l'expression de Courrier, le moulin ouvert à tout venant. Il n'est à la porte aucun gardien qui interdise l'entrée aux incapables, aux ignorants, pas plus qu'aux tarés : il n'est à l'intérieur aucun huissier qui fasse la police et mette dehors ceux qui devraient être chassés. Plusieurs changent de nom le jour où ils se mettent à écrire pour le public, et pour changer de nom ils ont de bonnes raisons ; ce nom a figuré d'une façon trop retentissante sur les bancs de la police correctionnelle. Mais ne parlons pas de l'honorabilité. Seule, entre toutes les carrières libérales, la presse est accessible à tous ; aucun examen à l'entrée, aucune formalité. Il n'est besoin d'y savoir, ni le grec, ni le latin, ni l'histoire, ni le français, ni l'orthographe, et plusieurs usent de toutes ces permissions d'ignorer. On a vu tel qui n'avait pu se faire recevoir bachelier s'improviser journaliste ; comme il a trouvé de l'aide et savait s'aider lui-même, il a pu depuis faire une jolie fortune ; c'est lui, il n'y a pas longtemps, qui signait, comme ministre de l'instruction publique, les diplômes qu'il n'avait jamais pu obtenir. Que fût-il devenu le malheureux si un journaliste n'eût pas eu le droit d'être un ignorant?

Phèdre raconte l'histoire de ce cordonnier qui, n'ayant pu réussir à vivre de son tranchet, s'improvisa médecin. Il étala ses drogues et débita ses boniments, et les clients affluèrent. Il faut aujour-

d'hui un diplôme pour être médecin, même homéopathe. Mais quand un jeune homme a consciencieusement dépensé sa jeunesse à essuyer la poussière des bancs du collége, quand il a essayé vainement de trois ou quatre professions, quand, de guerre lasse ou de désespoir, faute d'être bon à quoique ce soit, il va se précipiter dans la Seine, il lui reste une ressource : il peut faire un journaliste. Il est certaines villes, comme Constantinople ou Alexandrie, où viennent échouer les aventuriers qui se sont meurtris aux luttes de la vie dans leur patrie, en Angleterre, en Belgique, en France, en Allemagne. Le journalisme est un de ces refuges ouverts à ceux que les autres professions ont maltraités. Un homme qui ne sait l'a b c ni de l'art, ni de la peinture, ni de la musique, ni de la langue française, s'institue critique dramatique, critique musical, critique artistique ; il dogmatise, il rend des jugements, il lance des oracles ; il distribue l'éloge où le blâme, il sabre en cinq minutes une œuvre qui a coûté des années de travail à un auteur laborieux, et il trouve aussitôt des sots pour le croire sur parole. Il confère des brevets de génie et des diplômes d'incapacité. Un maroufle qui ne sait un mot ni de politique ni d'histoire, qui ignore si Annibal a vaincu Scipion ou Scipion Annibal, si Bossuet a vécu après Voltaire, ou Voltaire après Bossuet, s'il y a quelque rapport ou non entre la république Romaine et celle de quatre-vingt-treize,

un ignorant bâté se constitue homme politique, parle campagnes militaires ou philosophie ; le voilà qui prend les grands noms de l'histoire et les jette sans propos ou hors de propos parmi les colonnes de sa prose. Il explique à sa façon le présent et le passé de l'humanité, il prédit l'avenir, il dicte des constitutions : il compare les gouvernements de Rome, d'Angleterre et d'Allemagne, d'aucun desquels il ne sait le premier mot, il tranche, il contredit, il affirme et il nie ; on le traite de penseur profond, lui-même finira par se prendre au sérieux. Cet autre a une vague teinture de toutes choses, mais une teinture seulement ; il s'est rendu incapable de rien apprendre, parce qu'il n'a jamais pris la peine de rien approfondir : il griffonne, sur tous sujets, à tort et à travers ; il a ses quelques lieux communs qu'il ressasse et rabâche indéfiniment ; il se joue dans les surfaces ; il est en tout également banal et médiocre ; il passe pour un prodige aux yeux de certains, et il se croit lui-même un génie plus universel que Voltaire. Comme l'oiseau il vole dans l'air, comme le poisson il nage dans l'eau, comme la salamandre il glisse dans le feu, comme le serpent il rampe sur la terre, et c'est ce qu'il fait le mieux ; c'est l'amphibie des quatre éléments. Il est au poil et à la plume, sciences et lettres, arts et éloquence, politique et philosophie : maître Jacques de son journal, il fait tout, et tout également mal.

Il n'est pas un homme, si médiocre, si ignare soit-il, qui ne puisse se mêler de barbouiller du papier dans la presse. C'est là un axiome qu'on met assez en pratique tous les jours en France pour n'avoir que faire de le formuler. Avec de la suffisance à haute dose, il n'est nullité qui ne puisse se poser, voire s'imposer. On remplirait à peu près quotidiennement une pleine charrette des sottises qui se sont imprimées la veille, le matin et le soir, des énormités qui ont été écrites, des bévues qui ont été commises. Fautes de chronologie, non sens, Pirée pris pour un nom d'homme, je ne parle que de celles-là. Il n'y a pas de collectionneur qui, après quelques jours, ne se lasse de cette besogne, tant elle est facile et encombrante. Le plus intéressant, c'est que l'ignorance est si commune que les adversaires eux-mêmes, ceux qui les premiers auraient intérêt à relever les coq-à-l'âne, à en faire des gorges chaudes, ne les relèvent pas et n'en rient pas ; ils sont d'ordinaire les premiers à ne pas s'en apercevoir. Je me souviens qu'il n'y a pas bien longtemps, aux environs d'un anniversaire de Sedan, le rédacteur en chef du journal qui prétend être le plus lu de tout Paris, publiant un de ces numéros à surprise dont il se sert par intervalles pour réveiller son public, écrivit sérieusement, sous sa signature : « Je me demande toujours si le devoir de l'empereur, au jour de cette lamentable catastrophe, n'eût pas été d'aller droit au maréchal Lebœuf

dont l'incurie avait perdu la France, de lui brûler la cervelle et de se jeter l'épée à la main dans la mêlée. » — Passons sur l'absurdité de l'idée : Napoléon III brûlant la cervelle au maréchal Lebœuf ! Il eût fallu du moins que le pistolet fût à longue portée, car le jour de Sedan le maréchal était enfermé sous Metz, dans l'armée de Bazaine. Cette énormité s'est étalée publiquement dans les colonnes du journal en question : c'était certes la donner belle aux adversaires. Eh bien ! l'énormité dont je parle ne fut relevée par personne. Dieu sait pourtant si ledit journal compte des ennemis !

La frivolité n'est pas une moindre plaie du journalisme français que l'ignorance. Elle en est en bonne partie la conséquence. L'écrivain qui sait, et qui, puisant dans son fond, peut examiner une question et faire triompher la raison, celui-là raisonne volontiers et parle bon sens : celui qui ignore et ne trouve rien à dire de sérieux se rabat sur les accessoires, multiplie les hors-d'œuvre : il soigne la sauce le poisson manquant. Il cherche à distraire l'attention, à égayer le lecteur, à masquer, par tous les artifices de l'esprit, l'insuffisance du fond. Il glisse là ou il faudrait appuyer, parce qu'appuyer est la chose dont il est le plus incapable. On peut dire que, de tous les défauts de la presse française, la frivolité est celui qui, depuis vingt ans, s'est le plus aggravé. Jamais il n'exista un aussi grand

nombre de journaux ; jamais un aussi petit nombre de journaux sérieux.

Certes nous ne disons pas, lorsque nous parlons de sérieux, que la gaieté et l'esprit doivent être interdits : la gaieté et l'esprit ont leur droit de cité partout, et le genre ennuyeux ne sera jamais un bon genre en France. Rien n'empêche, comme disait Horace, de dire la vérité en riant, et nous autres, fils de Voltaire, estimons que, de toutes les façons de la dire, la dire en riant est la meilleure. La solennité n'est pas le sérieux, et si la solennité, qui est partie, peut ne jamais revenir, ce n'est pas nous qui regretterons cet empois littéraire. Ce qui est fâcheux, c'est de voir de plus en plus diparaître, de la majorité des journaux, tout sujet qui demande une attention sérieuse, qui sollicite un effort de l'esprit, qui enrichit d'une idée l'intelligence du lecteur. C'est devenu une habitude malsaine de tout prendre exclusivement par le côté sarcastique, de lancer une pointe et de passer, de tout trancher avec un mot, qui le plus souvent n'est qu'une sottise.

L'empire aura, à ce point de vue comme à tant d'autres, un lourd compte à rendre au tribunal de l'histoire. Il a été le grand corrupteur de la presse. C'est lui qui, en empêchant la plume des écrivains de traiter les questions sérieuses et de dire les véritables vérités, les a obligés à se jeter sur les petites choses, et à leur faire la place d'honneur, et

dans l'emploi de leur temps et dans l'esprit de leurs lecteurs. C'est lui qui a contraint l'opposition elle-même à se faire frivole pour échapper aux censures, à se déguiser sous la forme de l'anecdote, de l'allusion, de l'épigramme. A force de ne plus exprimer de pensées, on s'est accoutumé à n'en plus avoir. Que d'années ne faudra-t-il pas maintenant avant que la presse française ait retrouvé la dignité !

Une véritable révolution s'est faite dans le journalisme. Des grandes questions politiques, mal vues et dangereuses, l'attention s'est rabattue sur les commérages. L'information est devenue la chose principale. Le fait a tué l'idée, l'information a tué l'article. Le rédacteur qui sait penser et écrire a passé au second rang. Place au reporter, messieurs ! Le reporter est le lion du jour. Il va, il vient; il n'est sanctuaire où il ne pénètre, coffre-fort où il ne regarde, alcôve où il ne s'insinue. Anecdotes, cancans, potins, s'entassent les uns sur les autres. C'est à qui en aura le plus, et les plus frais, et les plus indiscrets. L'idéal du journal ce sont quatre pages de faits divers, de nature diverse, que l'on peut grouper sous quatre ou cinq rubriques; le sanglant et le joyeux, le politique et le commercial, la faillite à côté de l'exécution, le scandale à côté de la gaudriole, l'amant qui est tué à côté de la femme qui empoisonne, le menu du dernier dîner de l'ambassadeur à côté de la dernière toilette au

bois de Turlurette. Rien n'est plus plein, à la fois, et plus vide que ces quatre pages du journal. La curiosité ne se repose pas un moment, et pas un moment l'esprit ne travaille. Mille détails à colporter, pas une ligne qui fasse réfléchir. Pas un aliment pour l'esprit dans cette multitude de racontars.

On lisait autrefois : on avait volontiers son livre de chevet dont on méditait chaque soir quelques pages; on se nourrissait d'une pensée sérieuse et suivie; on prenait l'habitude de vivre avec soi-même; on faisait mieux que de lire, on relisait. On ne lit plus aujourd'hui, à moins de vivre au fond de quelque province attardée. La presse a tué le livre. L'article de journal était déjà une pensée hâtive, moins profonde que le livre. Voici qu'une révolution s'est faite dans le journal à son tour : l'article s'est replié devant l'information, devant le cancan d'hier ou de demain. Est-ce bien là un progrès dont il y ait lieu d'être fier? S'il veut trouver quelque grâce devant le lecteur, il faut que l'auteur d'un article s'arrange à la mode du jour, qu'il apprenne à pirouetter avec grâce, qu'il multiplie les sourires, il faut qu'il se déguise en anecdotier. Malheur à lui si l'étoffe d'un chroniqueur lui manque! Le sultan Schariar est blasé et veut qu'on l'amuse : il ne lui faut pour ministres que des baladins.

Le Français qui est né batailleur, a toujours eu du goût pour les personnalités, cette misère de

notre journalisme. Les étrangers ne peuvent s'expliquer ce système d'attaques contre les hommes qui laisse de côté les doctrines, attaques qui déshonorent à la fois et celui qu'elles atteignent et celui qui les lance. Le mal depuis vingt années a empiré encore; il est venu au comble. Il en est à ce point qu'un honnête homme n'ouvre plus sans dégoût certains journaux. L'insulte s'y étale, effrontée et ignoble; la calomnie va d'abord aux choses les plus délicates de la vie privée, celles auxquelles le vieil honneur français ne comprenait pas que l'on s'en prît chez un adversaire; elle souille la famille, la femme, les parents, les enfants. On a trouvé des raffinements merveilleux dans l'infamie; on a inventé l'art de désigner clairement un homme aux yeux de tous sans paraître le désigner, sans courir les risques d'un procès en diffamation. Le spectacle est humiliant pour le pays qui le donne; il est pour beaucoup le plus sérieux argument contre la liberté de la presse. D'où vient cette honte, sinon de l'ignorance et de la frivolité publiques, et serait-elle possible dans un pays où l'esprit public serait sérieux?

On reproche aussi à la presse française, à la partie la plus lue de cette presse, le laisser-aller de son langage, l'audace des sujets qu'elle aborde. Elle imprime publiquement ce dont les tribunaux ne parlent qu'à huis-clos : elle étale toutes les turpitudes; elle fait mieux, elle les recherche.

Elle colporte les anecdotes graveleuses, les mots obscènes ; il faut à chaque numéro son tant pour cent de faits croustillants, de phrases équivoques, de gaudrioles de caserne. Il est des numéros qu'une mère ne voudrait pas voir traîner sous les yeux de sa fille, qu'un mari s'effrayerait de voir sa femme trop comprendre. En serait-on à rechercher le succès par ces moyens honteux, si le régal n'était apprécié des palais contemporains, si le public n'avait à la fois la peur des choses sérieuses et le goût de la dépravation ?

Là est, en effet, la vérité sur la presse. Le public n'a pas le droit de se laver les mains de ses méfaits. Il en est le complice, il y collabore par ses encouragements. « Mais, M. le président, s'écria à la fin l'entremetteuse perdant patience, au président qui lui remontrait la honte du métier de suborneuse de petites filles, c'est ainsi que vous me les demandez, vous ! » Aux bourgeois qui font de la morale et s'indignent des scandales de la presse, tel journaliste peut répondre avec non moins de vérité : « Ce sont ces scandales que précisément vous recherchez, vous, monsieur, qui parlez de vertu. Vous en êtes friand, et, si vous achetez mon journal, c'est que vous êtes sûr d'y trouver votre pâture. Je vous sers ce qui vous plaît ; de quel droit me faites vous de la morale » ?

Misérable réponse pour celui qui la fait, car elle ne l'excuse pas. Honte à celui qui a senti une fois, par

expérience, quelle est cette terrible puissance de la presse, qui est entre ses mains, et qui, au lieu d'en faire usage pour diriger les hommes vers le bien, n'a de soin que de la faire servir à caresser leurs instincts les moins nobles, pour s'en faire à lui-même un instrument de fortune ! La femme qui se sert du merveilleux pouvoir que donne l'amour pour avilir et dépraver l'homme qui l'aime, n'est pas plus méprisable. Mais réponse accablante pour celui auquel elle s'adresse justement, car celui qui cherche la corruption mérite d'être flétri autant que celui qui l'exploite.

Il y a là, comme il arrive si souvent dans les choses humaines, une action et une réaction où chacun est tour à tour corrompu et corrupteur.

Après tout, le pire tort est au public. Si les lecteurs étaient autres, les auteurs seraient obligés de se faire autres eux-mêmes, ou de céder la place. C'est celui qui donne chaque jour ses trois sous à un journal qui le fait vivre. Si le lecteur tenait à ce qu'on l'instruise, il ne serait plus superflu, pour noircir du papier, d'avoir de l'instruction, de la réflexion ou du style. Mais le lecteur est plus ignorant encore que ne sont les journalistes, si ignorants qu'ils soient ; il ne s'aperçoit guères des sottises qu'ils débitent. Il a la pire des ignorances, celle qui ne veut pas apprendre. Il prend les journalistes comme les rois d'autrefois prenaient des bouffons : ils sont les clowns chargés d'égayer les

intermèdes de son travaíl, de le débarrasser du poids de la solitude, de l'endormir le soir.

Avant que la presse eût répandu par millions ces chiffons de papier imprimé qu'elle distribue matin et soir, il y avait bien des heures çà et là dans la vie où il fallait, bon gré mal gré, vivre en tête à tête avec soi-même. Il y avait des heures de solitude où forcément les hommes et les choses que l'on avait rencontrés revenaient à l'esprit; il y avait les heures de voiture, les heures de repos; on était contraint de réfléchir, on reprenait ses idées, on allait quelquefois au fond. Le journal a changé ces choses. Grâce à lui, on peut toujours échapper à soi-même, mettre un écran entre sa pensée et soi, se dérober à toutes les troublantes questions de l'esprit et de la conscience. Sitôt monté en chemin de fer, sitôt assis dans son fauteuil, sitôt étendu dans son lit, on déplie son journal, journal du matin, journal de l'après-midi, journal du soir; toutes les petites aventures de l'actualité parisienne défilent comme dans un caléidoscope, jusqu'au moment où vous gagne un vague sommeil. Quel merveilleux préservatif que le journal contre la réflexion! Un lecteur de faits divers ne fera jamais concurrence à l'auteur des *Pensées*.

Une incroyable paresse d'esprit, tel est le vrai nom de cette frivolité et de cette ignorance qui dominent chez la majorité dans les classes dirigeantes. Etre sérieux y est devenu une cause de risée. Ceux

qui, par hasard, le sont encore tant soit peu, éprouvent le besoin de s'en cacher comme d'une honte; c'est à qui se montrera plus léger, plus insouciant. La philosophie, les questions sociales, la république ou la monarchie; ah! vraiment, la belle occupation pour un homme du monde! Peut-on s'intéresser à ces vieilleries? La dernière toilette de Mlle Ghinassi, qui rend visite aux lions de Bidel, à la bonne heure! voilà un digne sujet de conversation. Avez-vous vu la robe de Mlle Ghinassi?— Membre de l'Institut, professeur, connaissez-vous quelque chose de plus grotesque? Les revues, une seule exceptée qu'on lit pour ses romans et qu'on a pour la montrer dans sa bibliothèque, n'ont jamais pu se fonder durablement parmi nous. Et encore est-il humiliant qu'on vous appelle : « Abonné de la *Revue des Deux-Mondes*! » Dans les journaux mêmes, les articles tant soit peu longs ne sont pas lus. Il est convenu qu'on ne regarde pas ce qui dépasse une colonne. Tant pis pour l'idée, si elle a besoin pour être développée de plus d'une colonne! Un journaliste qui respecte son lecteur et lui-même est obligé d'être long souvent : il veut exposer consciencieusement une question, analyser les faits de la cause, montrer les diverses raisons, réfuter les objections, mettre sous les yeux du lecteur les pièces du procès, l'exhortant à juger lui-même. Ce n'est pas là ce qui convient au lecteur français. Donnez-lui ce qu'il doit penser de suite; épargnez-lui la peine de le chercher. Le

pourquoi : qu'a-t-il besoin du pourquoi? Le succès est à qui affirme sans preuve, à qui nie sans preuve. Il faudrait faire effort pour suivre et comprendre une démonstration, et c'est l'effort que l'on ne veut pas faire; on a cherché un divertissement et non une fatigue. « Monsieur, disaient à Monge, au temps de l'ancien régime, les cadets de l'Ecole militaire de la noblesse, épargnez-vous cette démonstration que vous nous dites un peu abstraite, il nous suffit de votre parole d'honneur que le théorème est vrai. » La simple affirmation des journalistes suffit aux lecteurs d'aujourd'hui.

Si le public voulait s'instruire, ce serait une habitude de lire les journaux d'une autre opinion, ceux-là surtout, pour voir quelles raisons peuvent invoquer ceux qui pensent autrement que nous; on chercherait à se rendre compte des aspects divers d'un problème politique; on se comprendrait les uns les autres et on serait souvent bien près de s'entendre. Mais chacun lit le journal qui flatte sa passion, et celui-là seul; les adversaires ne sont pas des hommes qui pensent autrement que nous, ce sont des malhonnêtes gens. Faute d'avoir des raisons à faire valoir, sitôt que l'on trouve en face de soi des contradicteurs, c'est aux gros mots que l'on a recours, et les écrivains qui plaisent le plus sont, non pas ceux qui défendent nos idées par des raisons, mais ceux qui les défendent, comme nous les défendrions nous-mêmes, par des injures.

L'injure est devenue un genre littéraire, une branche importante de littérature. Il a fallu faire pour elle un nouveau mot dans la langue, pris un dictionnaire de la Courtille : celui de la Halle ne suffisait plus. La savate littéraire a ses professeurs, ses artistes; beaucoup d'audace et peu d'éducation, on peut aller loin avec cela dans cette spécialité, si l'on y joint quelques dons naturels et les mauvaises fréquentations. Ce n'est pas le moyen d'atteindre à la vraie considération; mais qu'importe? Pancrace et Matamore ont l'argent et même la renommée, ils se passent aisément du reste. On les célèbre, on les prône, plusieurs les envient. Ils ont force dadais pour admirateurs. Si ces journalistes mal embouchés sont le dégoût des lecteurs sérieux, ils sont le délice de ceux que le poëte a si bien nommés les « niais fougueux. »

Ce qu'il importe de signaler, c'est que cette absence de sérieux, cette répugnance au sérieux se manifestent surtout dans ce qu'on appelle les hautes classes sociales. C'est elles surtout dont la paresse et la frivolité sont les vices d'esprit. C'est elles surtout qui achètent la presse ignorante, frivole, scandaleuse, la colportent, en font le succès. C'est elles surtout qui, depuis vingt années, ont été gangrenées. On lit encore, et on lit pour s'instruire, dans le peuple et dans la petite bourgeoisie : on a travaillé tout le long de la journée, et quand le soir on ouvre son journal, c'est avec le désir de travail-

ler encore. Ceux à qui répugne le plus d'appliquer leur intelligence, ce sont ceux qui, du matin au soir, n'ont rien à faire : ce sont ceux-là dont l'attention blasée a besoin d'être réveillée sans cesse par les scandales et les gravelures.

Or c'est pour ceux-là surtout que le journal est devenu une essentielle institution de la société. C'est lui qui leur donnera leur esprit du jour et de la soirée, c'est lui qui les tiendra au courant des petits incidents qui vont alimenter les conversations, c'est lui qui les aidera à masquer l'inanité de leur existence, à cacher aux autres et à eux-mêmes le vide de leur cerveau. Mais n'espérez pas qu'ils ouvrent quelques-uns de ces journaux qui demandent un effort à leurs lecteurs; ceux-là ils les connaissent, ils en parlent avec des mouvements dédaigneux : ils ont leurs journaux patentés, auxquels va droit leur main. Ah! la bonne lecture, et bien faite pour former le cœur et l'esprit!

Il faut aller jusqu'au bout et montrer où a conduit cette frivolité. Si le spectacle n'a rien de bien flatteur pour la vanité de ceux qui l'offrent, la faute n'est pas à nous, et tant pis pour eux si le miroir les offense.

Il y a eu l'âge de candeur des liseurs de journaux : le public d'aujourd'hui est bien revenu de cette candeur. On a cru autrefois tout ce qui s'imprimait : la mode de notre temps est autre. Un aimable scepticisme a remplacé la foi.

Il est de bon ton de se dire indifférent, de branler la tête à toutes les théories. On méprise souverainement tous les journalistes. Est-ce qu'ils ne se valent pas tous les uns les autres? On hausse les épaules à toutes les opinions politiques ou religieuses. Est-ce que je sais qui a raison et qui a tort? Est-ce que je tiens à le savoir? — Et l'on sourit, et l'on dédaigne, et l'on passe, prenant en pitié les naïfs qui se passionnent encore pour la philosophie ou la liberté.

Eh bien! ces dédaigneux sont les plus pitoyables des gobe-mouches. Rien n'est crédule comme ces sceptiques. Ils ne veulent faire aucun effort, ils sont même devenus à la longue incapables d'en faire, pour discerner par eux-mêmes la vérité; eh bien! il n'est absurdité si grande qu'elle ne trouvera créance auprès d'eux, il n'est hameçon si énorme qu'on ne leur fera avaler.

Et qui le leur fera avaler? Le journal même, à eux qui vous disent qu'ils ne se laissent pas prendre aux phrases des journalistes. C'est chose impossible de se figurer sans l'avoir vu de ses yeux ce qu'est, à cet égard, la naïveté des classes élevées françaises. Le même homme vous dit : « Tous les journaux sont des menteurs; » et cinq minutes après, quand vous lui contestez une affirmation qu'il avance, insiste, persiste, et finalement vous dit : « Cela est bien sûr, je l'ai lu dans mon journal. »

Aussi certaine presse n'a-t-elle jamais été plus méprisée à la fois et plus puissante. Il suffit que le même son arrive sans cesse aux oreilles, pour s'y enfoncer si bien qu'il n'en puisse jamais sortir. Il n'est aucune monstruosité dont un journaliste, s'il a de la patience, ne soit en état de persuader un public qui a renoncé à contrôler les idées et à réfléchir.

Ce n'est pas que les journalistes aient grande vanité à tirer de la façon dont s'exerce cette puissance nouvelle de la presse. La considération et l'autorité du journal n'y sont pour rien, ni le talent du journaliste. C'est simplement l'affirmation sans cesse répétée, sans preuves, sans raisons, qui, par degrés, semblable à un clou sur lequel on frappe, pénètre dans les esprits incapables de distinguer le vrai du faux. Le journal le plus influent, ce n'est plus le mieux fait, mais celui qui tire à plus d'exemplaires et se répète le plus. La première page agit sur l'opinion à la façon de la quatrième, par la réclame. Tant de dépenses faites en publicité rapportent forcément tant de commandes, étant donnée l'humanité. La politique aujourd'hui se traite à la façon d'une affaire de commerce. Quand vous avez tant de fois imprimé : « le meilleur chocolat est le chocolat Perron, » il y a tant de badauds qui en sont persuadés. Quand vous avez tant de fois imprimé : « Tous les voleurs sont républicains »; « l'ordre social est en péril » : il y a tant de sots qui vous ont cru sur

parole. La différence est que, dans le premier cas, il y a tout à parier que les badauds sont dans les classes dirigées, et qu'il y a tout à parier dans le second que les sots seront dans les classes dirigeantes. Les bourgeois qui lisent tel et tel journal ne sont pas ceux qui prennent les actions des sociétés financières qu'il recommande. Ils se contentent d'en prendre les idées politiques ; c'est tout ce qu'on leur demande, c'est la part de dupes qui leur était destinée.

Avec quelques journaux bien payés, quelques intrigants peuvent aujourd'hui être les maîtres de l'opinion publique dans une bonne moitié des soi-disant classes dirigeantes. Ils ne s'en font pas faute.

LIVRE DEUXIÈME.

LES MŒURS.

Après avoir examiné le rôle des institutions sociales, il faut regarder les clases dirigeantes dans leurs mœurs et leurs sentiments. Ce sont elles qui gouvernent, ce sont elles qui jugent, ce sont elles qui bénissent, ce sont elles qui écrivent. Mais elles constituent en même temps une partie considérable de la nation. Tournons nos yeux du côté de la grande famille bourgeoise, et voyons ce qu'ont ses membres dans l'esprit et dans le cœur; il sera temps de rechercher ensuite comment ils comprennent et remplissent leur fonction sociale.

CHAPITRE I.

L'INSTRUCTION.

L'intelligence et la passion sont les deux forces qui mènent le monde. Lorsque ces deux forces entrent en conflit, il est juste que la victoire reste à l'intelligence; et c'est à elle, en effet, qu'elle reste le plus souvent. C'est donc la supériorité de l'intelligence qui surtout assure la puissance d'une classe dirigeante, et la supériorité de l'intelligence ne s'acquiert que par l'instruction.

Les pays où existent véritablement des castes aristocratiques l'ont bien senti. Le premier avantage qu'ils ont soin d'assurer aux enfants des familles privilégiées, c'est l'instruction. Le premier sentiment que les chefs de ces familles ont le soin d'inculquer à leurs fils, c'est la nécessité pour eux d'être les premiers par l'intelligence comme ils seront les premiers par le rang. A cette seule condi-

tion ils peuvent toujours l'emporter sur les autres, et perpétuer un privilége que sans cesse ils justifient. C'est pour avoir manqué à cette règle, pour avoir voulu recueillir seulement les avantages des situations acquises sans en accepter les charges, que l'aristocratie française a si aisément perdu, en un seul jour de révolution, les bénéfices de plusieurs siècles d'organisation sociale; la supériorité intellectuelle était sortie de ses rangs pour passer aux gens du tiers, aux avocats, aux légistes, aux robins. L'aristocratie anglaise, au contraire, pour ne citer que ce seul exemple, sait conserver avec un zèle jaloux la supériorité intellectuelle plus encore que toutes les autres : un fils de lord qui se sent quelque ambition au cœur tient à se distinguer à Eton, puis à Cambridge; il voudra être un *scholar* qui ne le cédera à personne; il pourra, si la vie politique lui fait des loisirs, les remplir en traduisant Homère ou en écrivant une histoire de Rome, aussi bien que n'importe quel agrégé d'Oxford.

L'égalité ne suffit pas au jeune lord anglais avec les condisciples studieux qui ont leur vie à gagner. Il tiendra à l'emporter sur eux. Il a l'argent, cet instrument précieux, si nécessaire pour acquérir la science qui n'est pas dans les livres. En sortant de l'université il voyagera, ce que ne peuvent faire ses camarades moins fortunés. Il visitera le Continent, l'Italie, la Grèce, l'Égypte, l'Orient; il ouvrira les yeux et les oreilles; son voyage ne sera pas un

paresseux : voyage d'amusement ; ce qu'il y cherchera, ce n'est pas le plaisir, mais l'instruction encore. Il regardera, il comparera, et partout les avantages de son rang lui permettant de voir plus et de plus entendre, il observera les hommes et les choses, il reviendra riche d'une provision qui lui assurera la supériorité des connaissances, comme il a celle du rang.

L'aristocratie française n'a pas su profiter, même après coup, de la leçon de 89 ; même aujourd'hui, ce qu'il en reste ne se distingue guère que par un moindre souci de l'instruction qu'elle considère comme travail de vilain ; elle estime que le vrai gentilhomme doit ressembler au lis de l'Écriture qui ne tisse ni ne file, et se contente de rayonner de sa splendeur naturelle. Aussi peut-on dire avec vérité que, s'il y a en France des titres et des noms historiques, il n'y a plus d'aristocratie. Nous n'avons ici à nous occuper que de la bourgeoisie. C'est par l'instruction surtout qu'elle a conquis les avantages dont elle est en possession dans la société française. Que fait-elle pour justifier aujourd'hui le légitime empire qu'elle avait pris dans cette société à la fin du dernier siècle ?

C'est au point de vue de l'instruction surtout qu'une classe parvenue aux premiers rangs d'une société jouit d'incontestables avantages ; c'est ici surtout que s'exerce, et que s'exercera bien longtemps encore, le bénéfice des situations acquises. Aucune loi n'en-

toure plus de priviléges une catégorie de citoyens; aucune loi n'établit plus d'incapacités contre ceux-ci ou ceux-là. Il est permis à chacun, où qu'il soit né, de devenir avocat, médecin, magistrat, préfet, voire ministre, voire président de la République. Mais les grades qu'il faut pour exercer ces professions ou remplir ces emplois, mais les connaissances qu'il faut posséder pour y prétendre, mais les loisirs de la jeunesse dont il faut disposer pour s'y préparer, combien les peuvent avoir parmi les enfants du peuple?

On en cite quelques-uns parmi ces enfants du peuple qui, grâce à une intelligence supérieure, à des protections inespérées, grâce à un long concours de circonstances favorables, ont pu triompher de toutes les difficultés, ont corrigé la mauvaise fortune de la naissance, sont devenus les égaux de ceux dont ils semblaient ne devoir jamais être que les inférieurs, se sont laborieusement élevés au premier rang. On les cite, on a raison de les citer comme exemples de l'énergique triomphe de la volonté, comme preuve de l'amélioration des lois sociales; mais combien sont-ils, même aujourd'hui? De quels héroïques efforts n'ont-ils pas eu besoin? Et combien d'autres individus à côté d'eux qui n'avaient eu besoin de rien de tout cela pour arriver au même résultat, à un résultat plus brillant encore? Il n'a fallu à ceux-là que se laisser vivre pour moissonner ce qui a coûté aux autres tant d'efforts. Quel était

leur mérite? La chance d'être nés au premier ou au second étage au lieu de naître dans la loge du portier ou dans une mansarde.

Tandis que l'ambition du père de l'enfant né dans la loge ou dans la mansarde doit se borner le plus souvent à lui ouvrir la porte de l'école primaire, le fils du propriétaire ou de l'avocat est d'avance assuré que le collége s'ouvrira devant lui. Tandis que le fils du paysan ou de l'ouvrier, au moment même où il sort de l'enfance, est saisi par les nécessités de l'existence, obligé de gagner sa vie par son travail, d'aider souvent à assurer le pain de la maison et des frères plus jeunes, le fils du bourgeois, affranchi de ces préoccupations, peut continuer à donner sa jeunesse à l'étude, et ne commencer l'effort de la vie qu'au jour où il sera devenu un homme. L'un n'a que le choix des métiers, et souvent n'en a pas même le choix, parce qu'il est contraint d'en prendre un avant que la vocation ait parlé en lui, parce qu'on lui met aux mains, sitôt que ces mains peuvent faire une besogne, la première qui s'offre; il ne peut jamais changer de carrière, parce que les nécessités de la vie ne lui laisseront jamais le loisir d'un second apprentissage; il restera attaché jusqu'au soir de sa journée d'ici-bas au boulet qu'au matin il a commencé de traîner. L'autre, au contraire, peut développer ses aptitudes, écouter la voix intérieure, choisir sa carrière; il peut la changer ensuite, car son instruction l'a fait capable

de fonctions diverses. Bien des larmes de sang, qu'on ne l'ignore pas, ont été versées par des pères; bien des mouvements d'envie sont montés au cœur de parents sans fortune, en comparant le sort de leur fils à celui du fils de leur voisin. Ils se disaient que leur fils était plus intelligent, plus laborieux, mieux doué et plus méritant, qu'il ne serait pourtant jamais qu'un ouvrier pauvre comme eux, tandis que l'autre enfant, par le seul bonheur d'être né de parents riches, serait un jour, sans efforts, avocat, médecin, mari d'une femme bien mise et d'enfants joyeux. Ils avaient supporté pour eux-mêmes les épreuves, la fatigue, sans se plaindre; mais des révoltes se levaient en eux à la pensée du pauvre être qu'ils aimaient plus qu'eux-mêmes et sur qui pèserait toujours l'inégalité originelle. Hélas! ils ne pouvaient ni l'envoyer au collége, comme le fils du voisin, ni lui donner le loisir jusqu'à la vingtième année!

Ce sont là de dures conséquences de l'ordre de choses qui a fait la société; peut-être n'en est-il pas de plus dures. De longs jours s'écouleront encore avant qu'un ordre de choses plus doux, disons le mot, plus équitable, ait succédé, avant que les portes des colléges et des universités s'ouvrent également devant tous. Aujourd'hui la véritable instruction, à de rares et touchantes exceptions près, n'est accessible qu'aux enfants des classes dirigeantes; elle garantit en quelque sorte aux fils de familles de la

bourgeoisie l'héritage des positions sociales conquises par les parents, comme la loi leur garantit l'héritage des fortunes amassées. Il faut voir comment elles profitent de cette instruction et ce que vaut cette instruction même. Ce sont elles qui l'ont organisée par des lois, elles qui en surveillent les programmes, comme ce sont elles qui en recueillent les bénéfices; elles l'ont faite pour leur usage et selon leurs désirs.

On a beaucoup écrit sur l'instruction, en France, dans ces dernières années; on peut même ajouter qu'on a fait mieux que beaucoup écrire. Des livres remarquables, parmi lesquels celui de M. Bréal mérite une mention à part, ont exposé les défauts du système français et donné à réfléchir à tous ceux qui voulaient réfléchir. Nous n'avons pas ici à entrer dans les détails de la question; nous devons nous borner à la toucher rapidement.

II

Les colléges.

L'instruction particulière aux classes dirigeantes commence à l'enseignement secondaire. C'est dans

les colléges et dans les lycées que se distribue celui-ci. Il arrive sans doute que l'héritier de M. le duc ou de M. le marquis se donnent encore parfois au château le luxe d'un précepteur pour eux seuls ; ils apprennent ce que sait M. l'abbé et ce que veut bien apprendre Monseigneur. Mais ce luxe est devenu cher et rare ; M. le comte, M. le vicomte et M. le baron n'y peuvent plus prétendre. Quelques-uns d'entre eux vont faire leurs classes aux jésuites, avec les fils des députés de la droite et les héritiers des familles bien pensantes. Le reste de la génération, noblesse qui renie ses dieux, grosse et moyenne, voire petite bourgeoisie, reçoivent l'instruction au lycée et se font instruire par les professeurs nommés par l'État.

Il y a sans doute de sensibles différences entre l'enseignement des jésuites et celui des lycées et colléges. Dans l'un, on fait un peu plus de latin, et de latin élégant ; dans l'autre, on fait un peu plus d'histoire et passablement plus de sciences. L'esprit des élèves est différent. Ici dénoncer est un honneur et un devoir, là celui qui dénonce est jugé le dernier des misérables ; ici on pratique les exercices de piété, et là être libre penseur est considéré comme une force d'esprit. Les maîtres surtout diffèrent : ici ils vivent isolés du monde et ont fait vœu de célibat ; là ils sont des pères de famille, mêlés au siècle et partageant pour la plupart ses idées. L'enseignement est un peu plus fort dans les lycées, et

les maîtres beaucoup plus distingués. A cela près, ce que l'on enseigne ressemble d'ailleurs beaucoup des deux parts. Si l'on prend les exercices, les divisions de classes, l'emploi du temps, les programmes d'études, on trouvera bien des points communs. Les jésuites n'aiment guère l'Université moderne qui leur fait concurrence : c'est pourtant sur leurs genoux qu'elle a été tenue.

Prenons donc, pour l'examiner, l'instruction universitaire des lycées, puisqu'elle est la moins médiocre. Elle se peut juger en deux mots : de bons maîtres et de mauvaises méthodes. On y peut signaler bien des défauts ; nous n'en relèverons que deux.

L'instruction universitaire est trop littéraire. Nous ne nous plaignons pas qu'on y fasse trop de lettres : nous voudrions, au contraire, que l'on en fît davantage encore. Il faudrait qu'en sortant du lycée on sût du grec autre chose que l'épeler, et du latin autre chose qu'expliquer couramment le *De Viris ;* il faudrait que l'on pût parler et écrire au moins une langue vivante ; il faudrait enfin que l'on connût sa propre langue. Ce que nous reprochons, c'est que l'on y cultive trop ce que dans le monde on appelle si à tort l'instruction littéraire ; l'art d'arrondir des périodes et de parler sans rien dire. Il n'est pire ennemi du sérieux de l'esprit que l'habitude d'entasser des mots et de ne pas les comprendre. Avec nos vers latins, avec nos discours latins, nos harangues où un

gamin qui n'est pas sorti d'une cour de collége passe son temps à faire parler les héros et à décider du sort des empires, on ne fait rien que des bavards, et par-dessus le marché des esprits faux. A cette éducation de rhétorique vaine, il faudrait substituer une éducation littéraire sérieuse, et surtout une éducation scientifique de la jeunesse. Il faudrait non-seulement faire aux sciences proprement dites une part plus grande, il faudrait surtout enseigner scientifiquement les lettres elles-mêmes, et l'histoire, et la grammaire, et jusqu'à la rhétorique. Car il y a une science de toutes choses, puisqu'il y a partout une vérité. Autant sont vaines les recettes que l'on enseigne, autant serait profitable la science si on prenait la peine de l'enseigner.

On craint qu'un enseignement précis n'affaiblisse l'imagination, ne laisse sans les développer les facultés poétiques qui s'éveillent si vives aux années de l'adolescence. C'est ne pas comprendre la réforme que sollicitent aujourd'hui tant de bons esprits. Ils ne veulent nullement que l'éducation esthétique disparaisse de l'instruction française; tout au contraire. L'homme véritable est un homme complet, et ce n'est pas à l'enseignement à mutiler la nature. Ce que l'on demande, c'est que l'éducation poétique et artistique elle-même ait un caractère sérieux. Il y a un bon goût et un mauvais goût, il y a des sentiments vrais et des sentiments affectés. L'imagination la plus forte n'est point te-

nue de s'abandonner à tous les entraînements, et le plus grand poëte est celui qui rend le mieux, dans leur vérité, et les tableaux de la vie et les mouvements du cœur humain.

La faculté que l'instruction doit le plus s'appliquer à développer sous toutes ses formes, c'est la justesse de l'intelligence, ce que Descartes appelait de son vrai nom : le bon sens. Sans doute il importe qu'elle donne à chacun ce bagage indispensable de faits et de connaissances qui mettent un homme d'une certaine condition en état de comprendre tout ce dont on parle autour de lui et d'en parler lui-même, de retrouver, le jour où il en aura besoin, et les mots des langues, et les éléments des sciences, et les faits essentiels de l'histoire. Qui n'a appris toutes ces choses durant les jeunes années où la mémoire est docile, sait combien il est difficile ensuite de réparer le temps perdu. Mais toutes ces connaissances ne servent de rien si la justesse de l'intelligence ne les accompagne. Il est, dans chaque branche d'étude, une méthode pour arriver sûrement à la découverte de la vérité ; cette méthode est différente selon les différents ordres de problèmes. Ce n'est pas de la même façon qu'on atteint la vérité en mathématiques et en sciences naturelles, dans la psychologie et dans l'histoire, dans l'ordre physique et dans l'ordre moral. Chacune de ces méthodes a ses lois spéciales, complexes, délicates. Il est peu d'esprits qui ne soient en état de comprendre

et d'appliquer les règles de ces méthodes, et c'est en ce sens qu'est juste le mot du *Discours de la Méthode*, que « le bon sens est naturellement égal chez tous les hommes ; » mais il en est peu aussi, même parmi les plus éminents, qui soient en état de découvrir par eux-mêmes ces règles si elles ne leur sont enseignées. La logique a attendu Aristote pour découvrir sa méthode ; les sciences physiques ont attendu Bacon pour découvrir leurs lois ; les sciences mathématiques ont attendu Descartes : la psychologie a attendu l'école philosophique anglaise, et c'est d'hier seulement que les sciences biologiques sont en possession de leurs méthodes. Il a fallu un homme de génie, souvent plusieurs, pour découvrir la voie qui, dans chaque ordre de problèmes, mène à la solution et permet de ne plus s'avancer au hasard ; il est des problèmes qui attendent encore leurs révélateurs.

Les problèmes que présente la vie appartiennent à des ordres bien divers. A chaque instant l'homme s'y trouve en présence d'événements qu'il n'a pu prévoir, de complications dont il ne peut demander la solution à aucun formulaire. Souvent le sphinx est là qui l'arrête et lui dit : « Devine ou je te dévore ; » et bien souvent c'est le hasard seul qui fait qu'il devine ou qu'il est dévoré. S'il avait été, par son instruction, familiarisé avec les différentes méthodes de raisonner, s'il avait été formé à réfléchir, s'il avait été, sous l'œil du maître qui corrige et redresse les erreurs, exercé à aiguiser sous toutes

ses faces la justesse de son intelligence, il n'eût point été réduit à cette terrible alternative d'être dévoré par le monstre à moins qu'une heureuse inspiration ne vienne le sauver.

Chaque fois que vous entendez dire : « monsieur tel a fait de fausses spéculations, — monsieur tel a fait un sot mariage, — monsieur tel s'est compromis, s'est ruiné, s'est déshonoré, s'est suicidé, » presque toujours vous pouvez conclure que le malheureux a été la victime d'une erreur de raisonnement, d'un faux jugement. Sans doute, la nature a fait des esprits faux comme elle a fait des corps difformes ; combien plus ont été faussés par l'éducation ! On n'a pas pris le soin de leur apprendre à conduire leur intelligence ; on a développé en eux certaines facultés exclusives au détriment des autres ; ce qui devait être une orthopédie a tourné en gibbosité factice. Ils savaient résoudre supérieurement un problème de mathématiques ; ils ont voulu dans la vie tout soumettre aux déductions des théorèmes de Legendre. Ils n'ont su s'accommoder ni aux temps ni aux lieux ; la conséquence, la voilà : une destinée tragique. Une famille ruinée, un déshonneur, un suicide !

Regardez autour de vous, observez les hommes, voyez-les agir, tenter l'impossible. Ces mêmes hommes, en d'autres occasions, vous les avez vus pourtant sensés, intelligents, raisonnables. Ils agissent cette fois comme des fous, et pourtant ils n'ont au-

cune passion présente qui leur ôte la lucidité d'esprit. Mais leur esprit n'a point de règles, et, selon l'heure ou l'impulsion, ils vont à droite ou à gauche, par caprice et non par jugement.

Vous êtes dans un salon où une nombreuse société se trouve réunie. Un crime a été commis; un mari a tué sa femme ou l'amant. C'est le sujet des conversations de tout Paris. S'il y a vingt personnes, dix opinions seront émises; vous entendrez les théories les plus étranges, les paradoxes les moins soutenables sérieusement soutenus, les propositions les plus bizarres seront discutées. L'un sera sûr des détails qu'il a lus dans son journal; l'autre en tiendra d'inédits d'un ami qu'il a rencontré dans la rue. On trouvera au fait des antécédents et des conséquents de toute sorte : on mêlera à cet accident la propriété, la famille, la religion, le gouvernement actuel. Vous sortirez étonné et stupéfait. Dites-vous bien qu'au même moment il s'en passe autant dans les autres salons de Paris, que douze hommes pris au hasard parmi cette foule vont être les jurés chargés de juger l'homme qui a tué ou blessé, de prononcer sur sa liberté, son honneur, sa vie. Eh bien! voilà le bon sens qu'ils ont rapporté du collége!

On est à table dans une maison. La maîtresse de maison a jusque-là maintenu l'harmonie entre les convives en empêchant de toucher aux sujets brûlants. Mais au moment où l'on mange le rôti un mot

imprudent vient tout gâter : la politique entre dans la salle, elle n'en sort plus. Voici vraiment la tour de Babel. Des hommes sérieux, instruits, qui ont gagné une fortune par leur industrie, vous débitent sérieusement les sornettes les plus saugrenues. «Il n'y a pas de sécurité possible pour les individus ni pour les fortunes sous une république ; la démagogie est aux portes, et la société est en péril. Gambetta a acheté, de l'argent volé pendant la Défense nationale, plusieurs propriétés dans le Bordelais de plusieurs millions chacune.» On croit rêver d'entendre certains hommes dire sérieusement certaines choses, s'obstiner à croire que la monarchie d'Orléans ou l'empire peuvent seuls encore assurer la paix au pays. Les mêmes hommes, en 1870, ne doutaient pas que l'armée française serait victorieuse des Prussiens en huit jours, qu'elle entrerait à Berlin dans trois semaines. Que sont tous ces individus? Des méchants? non pas ; des fanatiques ? non pas ; des sots? pas davantage. Ils sont simplement des esprits faux pour n'avoir pas assez appris à raisonner. Que les méthodes de l'enseignement changent, et l'on verra dans la vie la différence des hommes. Deux choses font un bon ouvrier : les outils et la manière de s'en servir. L'instruction française, alors même qu'elle donne les connaissances, n'apprend pas à en faire un bon emploi.

Le second défaut grave de l'enseignement universitaire, c'est qu'il finit trop tôt. Il n'est pas rare

de voir aujourd'hui des jeunes gens de seize ans, de quinze ans même, ayant fini leurs études. Quel profit sérieux tirer de classes si hâtivement faites? Ce n'est pas un bénéfice que le temps gagné au début de la vie. On prétend avoir trouvé, par la division du baccalauréat, le moyen de retenir les jeunes gens une année de plus au collége; puisse-t-on dire vrai! Un mal non moindre, c'est que, des années passées au lycée, la dernière tout au moins, celle qui serait la plus profitable, doit être à peu près effacée: elle se consume dans la préparation du baccalauréat. Pour la plupart alors, le véritable professeur, selon la fine expression d'un président de distribution de prix, n'est pas le professeur qui enseigne dans la chaire : c'est le professeur, caché dans le pupitre d'étude, qui s'appelle le *Manuel du baccalauréat.* — J'ai bien peur qu'avec la division du baccalauréat on n'ait simplement deux années au lieu d'une de préparation au baccalauréat.

III

Les universités.

Si du moins, au sortir de l'enseignement secondaire, tous les jeunes gens passaient à l'enseigne-

ment supérieur, le mal serait réparable. Mieux vaudrait sans doute, pour les universités, ne recevoir que des jeunes gens déjà suffisamment préparés; mais enfin il y aurait un remède au désordre présent. Le pire malheur, c'est qu'en France le très-petit nombre seulement reçoit l'enseignement supérieur.

La plupart des pères, n'ayant pas eux-mêmes reçu cet enseignement, n'estiment pas que son absence puisse être un malheur pour leurs enfants. Il faut bien le dire cependant : entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, la différence n'est pas moins grande qu'entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.

C'est l'enseignement supérieur véritablement qui ouvre les intelligences. L'enseignement secondaire, qui donne la science acquise et a pour dévoir d'apprendre le gros des faits, présente toujours forcément quelque chose d'officiel et de figé. On n'y aborde pas les questions litigieuses; on y montre les solutions sommaires; on ne va en rien plus loin que les éléments. L'enseignement supérieur, au contraire, c'est surtout la science en train de se faire. Il revient sur tout ce qui paraissait décidé. Il montre des difficultés nouvelles; il fait surgir des curiosités nouvelles. Il recourt aux textes originaux, il contraint l'esprit à faire œuvre personnelle; au lieu de se soumettre docilement, à rechercher, à comparer. Les maîtres y sont plus savants, plus fins

d'esprit, plus curieux : l'enseignement supérieur, plus encore que l'enseignement secondaire, vaut par le maître.

C'est l'enseignement supérieur qui montre à la jeunesse ce qu'il y a sous les mythes des religions ; c'est lui qui fait comprendre ce que signifient ici et là les formes littéraires, artistiques, politiques; c'est lui qui, rapprochant les détails d'une vie ou d'une civilisation, apprend à étudier un homme, à pénétrer le génie d'une civilisation. Il met aux mains de qui s'y applique des instruments bien autrement délicats, sensibles, précis, que ne l'a pu faire l'enseignement secondaire : lui seul forme véritablement les esprits souples et justes. Immense est la différence, pour la façon de juger les hommes et les choses, entre qui a reçu l'éducation supérieure et qui ne l'a pas reçue.

Et, sans parler de la méthode, que de matières qui ne peuvent être abordées que dans l'enseignement supérieur ! Les questions de haute philosophie ou de droit public, d'administration, d'économie politique, les questions de linguistique et de religion comparées, les rapports des lettres et des arts, de la moralité et de la richesse publique. Combien on risque de ne les jamais entrevoir si l'instruction supérieure fait défaut !

L'essentiel n'est pas que tous les problèmes des diverses sciences soient examinés : le rôle de l'éducation supérieure est tout différent. Ce qui importe,

c'est que l'on ait étudié un ou deux points d'histoire, un ou deux points de littérature, un ou deux points de philosophie, de morale : il n'en faudra pas plus pour éveiller les hautes curiosités de l'esprit, et c'est le tout ici.

Il est permis de dire que l'enseignement supérieur n'existe quasi pas en France. L'École normale le donne à un petit nombre d'universitaires. Elle pourrait le donner meilleur et plus complet. Tel qu'il est, il suffit pour constituer entre les professeurs et la majorité des autres hommes une singulière différence, au point de vue de la finesse et de la justesse de l'esprit plus encore que du savoir. L'École polytechnique donne aussi l'enseignement supérieur, elle le donne trop exclusivement scientifique; elle a eu, surtout dans les trente dernières années, au dire des juges compétents, le tort de faire jouer à la mémoire un rôle de plus en plus prépondérant et funeste. Ce qui constitue avant tout l'enseignement supérieur, c'est l'essor donné à l'intelligence.

Il faut louer l'École des hautes études et l'École des sciences politiques. Quand on a fait ces deux mentions, rendu justice à certains cours du Collége de France et de la Sorbonne, on est près d'avoir énuméré tout ce qui, dans notre enseignement supérieur, mérite l'approbation. On a dit depuis longtemps que nos Facultés de province sont mortes. Il n'y a pas deux avis sur ce point. On n'y fait guère que des phrases. A qui la faute? Y a-t-il eu un

temps où les professeurs français aient mieux aimé faire des phrases que donner un enseignement solide? Il ne faut jurer de rien : la phrase avait été mise à la mode par les Cousin, les Villemain. En tout cas, si cette période a existé, elle est bien passée; il y a peu de professeurs aujourd'hui, — j'en appelle à tous ceux qui connaissent l'Université, — dont le vœu le plus cher ne fût de faire de la science solide pour une douzaine d'auditeurs. Mais cette douzaine, ils ne l'ont pas; il leur est impossible de l'avoir. Ils sont réduits, pour attirer une vingtaine de femmes du monde et d'hommes désœuvrés, au rôle répugnant d'amuseurs publics. *Saltavit et placuit.* C'est la jeunesse qui manque à nos Facultés des lettres et des sciences.

Faut-il s'en étonner outre mesure? Si l'on jette les yeux, par exemple, sur un programme de la licence ès lettres, qu'y trouve-t-on? Des vers latins, un thème grec, une dissertation latine. Comment veut-on que des jeunes gens, autres que ceux qui y sont forcés, voulant devenir professeurs, cherchent à conquérir le grade en vue duquel devraient être dirigés les cours d'une Faculté des lettres? Que l'on bannisse une bonne fois du programme de la licence ces exercices, qui aujourd'hui répugnent à tous, car en vérité on a mieux à faire de son intelligence et de son temps; que l'on mette cet examen en harmonie avec les goûts et les besoins de notre époque; que l'on y demande de faire preuve de cu-

riosités littéraires, historiques, philosophiques; que l'on rende ensuite, par exemple, ce titre nécessaire pour l'obtention des grades supérieurs aux Facultés de médecine et de droit, et l'on verra si nos Facultés ne se peupleront pas d'auditeurs.

On ne peut pas remplacer, il faut le dire bien haut, les connaissances que donne l'enseignement littéraire supérieur par une éducation spéciale, par les cours de droit ou les études de médecine. Ces cours, malgré toute leur valeur intellectuelle et leur utilité professionnelle, laissent en dehors d'eux un grand nombre de branches d'études des plus intéressantes. Il ne suffit pas de savoir un métier, fût-ce un métier intelligent. Entendrait-on tel avocat ou tel magistrat développer devant une cour d'assises certaines doctrines psychologiques, s'il avait un peu plus, à l'université, pris l'habitude d'observer l'âme humaine, d'analyser les tempéraments, de tenir compte de l'éducation? Verrait-on tel médecin parler comme il le fait de l'âme et se proclamer matérialiste, employer à tort et à travers les termes de matière et d'esprit, si, faisant à l'université une philosophie sérieuse, il avait appris à ne pas se payer de mots et à ne pas se servir d'expressions qu'il n'entend pas?... L'éducation supérieure manque en France; il est rare que l'on cause deux heures avec un homme sans s'en apercevoir à quelque façon sommaire et étroite de trancher les questions, à quelque conseil donné qui prouve l'igno-

rance des choses. M. Prudhomme peut, à la rigueur, avoir fait ses classes au collége, il n'a jamais mis les pieds dans une université. La supériorité de l'Allemagne sur nous, ne l'oublions pas, ce sont ses universités plus encore que ses écoles primaires.

IV

L'instruction dans la vie.

La vie viendra-t-elle du moins réparer le mauvais emploi des années de la jeunesse? On peut après tout, à tout âge, s'instruire avec plus ou moins d'efforts. D'ailleurs la vie a sa science, qui n'est pas la moins précieuse. Malheureusement, ce qu'étant jeune on a le plus négligé, c'est d'apprendre à apprendre, et l'on passe à côté de toutes les leçons de la vie sans être en état de les recueillir. Les uns, et ce sont encore les plus heureux, ont pris une profession; ils deviennent les hommes d'un métier, et d'un seul; quand ils ne se bornent pas à le faire par routine, ils consacrent à le perfectionner un peu l'activité de leur intelligence. Mais s'instruire en dehors de ce métier, s'occuper de connaissances générales, s'imposer un travail

qui ne doit procurer aucun avantage direct, qui ne doit mener à rien, à quoi bon, dit-on d'ordinaire? A d'autres cette naïveté! Il vaut bien mieux employer ce loisir à se reposer, ou mieux encore, à se créer des relations, à faire des connaissances qui peuvent servir, à cajoler des protecteurs, à se pousser par l'intrigue. En attendant que l'on puisse ne plus travailler du tout, il faut du moins travailler le moins possible. Les plus heureux ici-bas, — c'est le plus petit nombre, — n'ont que faire de prendre de la peine; leur vie gagnée d'avance, ils peuvent passer leurs journées dans l'inaction : c'est ce qu'ils font. Du matin au soir ils laissent reposer leur intelligence; ils s'en font gloire, comme ils se font gloire de n'avoir pas été au collége de ces ridicules piocheurs forts en thèmes et autres exercices; eux, ils n'ont jamais été, grâce au ciel, que des cancres, et ce n'en est pas moins eux qui font la belle figure dans le monde.

Chaque jour on lit un journal, et nous avons vu ce que l'on y va chercher : ce n'est pas l'instruction. A plus forte raison s'abstient-on des revues et des livres, à moins que le livre ne soit un roman où le style ne joue pas un trop grand rôle, car alors le roman perd son attrait. Puis viennent les visites ou le tour au cercle; on échange toute sorte de banalités. On ne va au fond d'aucune question; on s'en garde bien : la conversation deviendrait une fatigue au lieu d'être une récréation. S'il s'élève quelque dis-

cussion, on a pour l'arrêter au moment où elle irait trop avant, un coq-à-l'âne ou quelqu'une de ces bonnes vérités toutes faites dont chacun a trouvé dans son berceau une ample provision.

Assurément il se rencontre des exceptions; on rencontre des ingénieurs, des industriels, des médecins dont la conversation est pleine d'intérêt; on sent que leur esprit a été sans cesse en travail; ils ont regardé la vie d'un œil attentif; ils ont sur toutes choses des aperçus vifs et qui donnent à réfléchir. Souvent ces hommes n'ont guère eu le temps d'ouvrir les livres; mais ils ont lu dans le grand et le meilleur livre, dans la réalité; on les écoute avec surprise autant qu'avec intérêt; on les laisse parler avec respect, sentant que l'on profite dans leur entretien. Mais combien sont-ils rares, ces hommes dont la parole est autre chose que l'écho d'un lieu commun! Chez combien, sur cent, trouve-t-on, en une heure d'entretien, un mot qui révèle une réflexion personnelle, un travail de l'intelligence? Combien d'hommes ont sur terre eu d'autre souci que détourner la roue de leur métier? Et ce métier pourtant leur laissait des loisirs.

La moindre préoccupation du grand nombre des bourgeois, c'est d'élever leur esprit et leur cœur. On vit toute sa vie sur le médiocre fond de connaissances acquis au collége. Les conférences ont attiré les premiers jours les représentants des classes dirigeantes par l'attrait de la nouveauté; la

curiosité a passé vite, et l'on a trouvé que c'était trop de payer pour s'ennuyer par-dessus le marché. On ne va guère aux Français, on va même rarement au grand Opéra; on dépense là trop d'argent pour un plaisir contestable. L'Opéra, il est vrai, a les décors et le ballet; mais il y faut subir la musique sérieuse. Si l'on fait les frais d'un spectacle, vive l'opérette ou les Variétés! L'opérette surtout, à la bonne heure! Voilà une musique et une littérature qui ne cassent pas la tête à les comprendre. Et pour les autres soirs on a les cartes : elles n'ont pas été seulement inventées pour la distraction d'un roi fou ; elles sont précieuses aussi pour tuer le temps des paresseux. Et puis on a la ressource, précieuse aussi, du tabac; et ce n'est pas un exercice fatigant, tandis que l'on fume sa pipe ou son cigare, de tourner les cartes d'une réussite qui va dire le temps qu'il fera demain.

Ainsi va la vie; on arrive au bout et l'on s'endort du grand sommeil, après avoir transmis à ses enfants l'exemple de sa vie et sa petite philosophie bourgeoise. Cette philosophie à hauteur d'appui n'a guère connu ni les problèmes troublants de la conscience ni les préoccupations d'une autre vie. Elle s'est arrêtée, effrayée aussitôt, chaque fois qu'à l'horizon elle a vu surgir une question inquiétante et a tourné bride. Elle est d'avis que le scepticisme est, quoi qu'on en ait dit, un commode oreiller pour sommeiller, et que, de toutes les ambitions,

la pire est de vouloir trop savoir. Aussi n'est-elle point curieuse. Elle se formule en quelques aphorismes qu'elle appelle la sagesse des nations, et son dernier mot, — le seul qui serve, — est qu'en somme la science de la vie se réduit à l'art de faire son chemin.

CHAPITRE II.

LA MORALITÉ.

Il faut se garder d'être injuste : au point de vue des vertus privées, il y a beaucoup de moralité aujourd'hui dans les classes dirigeantes ; il y en a plus peut-être qu'il n'y en eut jamais, et surtout plus qu'il n'y en avait en ce vieux temps qu'on appelle le bon temps. Quand on lit de l'histoire autre chose que les documents officiels, on a vite découvert ce qu'admettait le bon vieux temps de brutalité, de grossièreté, de dépravation ; et si les censeurs de l'âge présent, qui nous parlent de nos vices, ont raison, s'ils ont trop souvent raison, ils ont tort quand ils prétendent écraser notre corruption présente par la comparaison des vertus d'autrefois. La vérité, c'est que jamais peut-être et nulle part l'honnêteté n'a été plus répandue que de nos jours, et l'on pour-

rait, en ce cas comme en bien d'autres, répéter le vers de Voltaire :

Oh! le bon temps que ce siècle de fer!

Il se rencontre sans doute des hommes improbes en France, des hommes lâches, des hommes qui se complaisent dans les désordres; où ne s'en rencontre-t-il pas? quand ne s'en rencontrera-t-il plus? Mais la probité est ordinaire, et la loyauté, et l'honneur, et la générosité même. La majorité des hommes, dans les classes moyennes surtout, ont le respect de leur parole, et la majorité des négociants le respect de leur signature. On voit souvent des malheureux, accablés par des circonstances qu'ils n'ont pu prévoir, et qui, surpris par la faillite, aiment mieux perdre la vie que de se résigner au déshonneur immérité. Ce sont là des vertus, de réelles vertus, quoi qu'on dise; c'en est une réelle aussi que la franchise, le refus d'espionner, la droiture qui s'ouvre au risque même d'être imprudente, la confiance qui ne soupçonne pas la haine, en étant incapable. Il a fallu une cruelle expérience pour nous apprendre ce que valaient ces vertus et combien elles étaient peu vulgaires ailleurs.

Parlerons-nous des sentiments de la famille? Les Français n'en font pas étalage. Un certain tour d'esprit railleur, une certaine crainte du ridicule les portent à plaisanter volontiers de ces sentiments, à les cacher au lieu d'en faire montre. Nos voisins

sont loin d'avoir cette modestie. Ils parlent au premier venu de leurs vertus domestiques ; ils les affichent, ils les inscrivent au devant de leur chapeau ; ils célèbrent les premiers leurs qualités comme fils, comme maris, comme pères. Ils ont inventé certains mots spéciaux pour désigner la vie de famille, et, notre bonne grâce à nous moquer de nous-mêmes, aidant, ils en sont venus très-sérieusement à se persuader qu'ils avaient le monopole des vertus intimes. Les uns, moins naïfs, ont trouvé leur compte à prendre les Français au mot, et ils ont fait de nos railleries un thème à de profitables déclamations ; les autres, plus sincères, avec une adorable candeur, considèrent réellement les Français comme les êtres les plus corrompus, les plus dépravés, incapables d'aimer leurs parents, leurs enfants ou leurs femmes. Ils se figurent tous les ménages français ressemblant à ceux que leur peignent les pièces du Gymnase ou les vaudevilles du Palais-Royal. Il y a là pour eux matière à toutes sortes de belles dissertations morales ; et, lorsqu'après un séjour parmi nous, — séjour où ils ont pris leur large part de la corruption de Babylone, — ils s'en retournent chez eux, ils sont tout heureux d'opposer l'estime où ils tiennent leurs propres vertus au mépris où ils tiennent notre corruption.

Il faut laisser dire les étrangers, et il n'est pas absolument indispensable de les détromper. Leur candeur nous console de leur mépris. Grand bien

leur fasse la satisfaction où ils sont d'eux-mêmes! La vérité est qu'il y a en France des vertus de famille, qu'il y en a beaucoup. Si l'on en excepte une certaine classe placée tout à fait en haut, et chez laquelle l'oisiveté, le dédain du qu'en-dira-t-on, la contagion de l'exemple, engendrent trop souvent le désordre, si l'on excepte un certain nombre de grossiers parvenus, pressés de jouir et incapables, vu leur éducation, de rechercher les jouissances élevées, — les mœurs, il est permis de le dire, sont honnêtes en France. Les femmes y sont pour la plupart chastes et les maris fidèles. Le père et la mère s'y emploient à élever de leur mieux les enfants, et les enfants, lorsque l'âge de la reconnaissance est venu, s'efforcent, par leurs égards et leurs soins, de rendre heureuse la vieillesse des parents. Laissons critiquer tant que l'on voudra la famille française : critiquons nous-mêmes, si l'on veut, et la légèreté avec laquelle se font trop souvent les mariages, et l'absence de sérieux dans l'éducation des enfants, des jeunes filles surtout. La part faite aux critiques, la famille bourgeoise en France, pour faire moins parade de ses vertus, ne restera inférieure à ce qu'elle est nulle part.

Et la vertu française sous toutes ces formes a ceci pour elle, qu'elle n'est ni âpre, ni rébarbative. Elle est aimable et gaie. Les mœurs sont douces, polies, les caractères faciles. L'une des premières qualités de la race, c'est la sociabilité. Le Français

va au-devant de tous la main ouverte. Il est accueillant pour l'étranger. Il faut l'avoir blessé au moins une fois pour qu'il cesse de vouloir obliger; au moins deux pour qu'il songe à rendre le mal. Il ne croit à la haine que quand il est forcé d'y croire; son premier mouvement est souvent imprudent, mais il est toujours bon. Il est heureux de rendre service, heureux de plaire. S'il y a en cela de la vanité chez lui, il y a aussi de la bienveillance naturelle. C'est en vain que, depuis quelques années, une déplorable manie d'imitation cherche à substituer, dans les classes instruites, la raideur britannique vis-à-vis des inconnus, à la cordialité d'autrefois; elle n'y parvient pas. Même aujourd'hui que cette mode est florissante, on sent qu'elle n'est rien de plus qu'un vernis, qu'une habitude factice; sitôt qu'un accident imprévu vient casser la glace, en voyage, par exemple, l'affabilité reparaît et il semble que chacun se sente plus à l'aise. Sociabilité française, aimable qualité de nos pères, puisses tu revenir bientôt parmi nous, prendre hardiment la place qui t'appartient!

Les crimes sont rares en France. Ils sont rares surtout dans la classe bourgeoise. On y a le respect de la vie d'autrui, même du pauvre, même du misérable, même du malfaiteur. Les jurys bourgeois, à part les crises politiques, où la peur les rend féroces, sont presque toujours disposés à l'indulgence. Si l'avocat de l'accusé peut leur montrer la

possibilité qu'un crime ait eu pour mobile, non pas seulement une passion noble, mais une passion quelconque, ayant entraîné un malheureux, ils sont prompts à lui accorder des circonstances atténuantes. La bourgeoisie française est charitable, compatissante; elle néglige trop souvent d'aller à la recherche du malheur; si elle le trouve sur son chemin, il est bien rare qu'elle refuse de le secourir.

Sont-ce là des vertus? Oui assurément, et des plus honorables; mais il faut ajouter aussitôt, des vertus qui ne suffisent pas à un pays. Il en faut d'autres encore, et tout particulièrement à cette portion d'une nation dont le rôle social est de diriger l'autre.

Il y a deux sortes de vertus, dont on pourrait appeler les unes les vertus aimables, les autres les vertus fortes. Les unes sont celles qui conviennent aux saints, les autres celles qui conviennent aux hommes d'action. Lorsque la paix et la justice régneront sur la terre, lorsque le droit, pour se défendre contre la violence, n'aura plus besoin d'être en même temps la force, il suffira peut-être de posséder les vertus douces et honnêtes qui mènent à la sainteté : aujourd'hui le temps du combat pour l'existence, du *struggle for life*, n'a pas cessé ici-bas : c'est chaque jour, c'est à chaque heure qu'une race a besoin de défendre son intégrité, son indépendance, son existence. Malheur à celle qui ne pos-

sède pas les vertus militantes! La douceur, la politesse, l'amabilité, la sociabilité, toutes qualités charmantes pendant la paix, toutes insuffisantes pendant la guerre. Un costume de bal sur un champ de bataille ne rend pas les services d'une cuirasse, et l'on ne se débarrasse pas d'un voleur armé avec une poignée de main affectueuse. Le premier sens du mot *vertu*, le sens antique, est celui de force. Les vertus vivaces sont l'activité, l'énergie, la persévérance, la patience; ce sont elles qui assurent la victoire aux nations, ce sont elles qui les font durer.

Voyez la race juive, voyez la race grecque, voyez la race italienne, voyez la race anglo-saxonne. Sous des formes diverses, elles ont possédé et possèdent ces vertus essentielles; la patience, la persévérance, l'activité, l'énergie. Aucune de ces races ne s'est distinguée par ses qualités bienveillantes; toutes, au contraire, ont eu également, avec un égoïsme persistant, une disposition naturelle à la brutalité; ni cette brutalité, ni cet égoïsme n'ont nui à leur prospérité ni à leur durée.

Les Français, a-t-on dit assez justement, onttous les défauts et pas un vice. Pour un peuple, les défauts sont plus graves que les vices. C'est que les vices, par leur violence même, poussent souvent à faire les grandes choses.

C'était un vice que le patriotisme étroit, féroce, haineux du peuple d'Israël. C'est cette haine de l'é-

tranger qui pourtant a permis aux Hébreux de sortir d'Égypte; c'est elle qui leur a fait recouvrer tant de fois leur indépendance tant de fois détruite; c'est elle qui, aujourd'hui même, dispersés au milieu des nations modernes, leur permet, après dix-huit cents ans, de conserver intactes leur race, leur foi, leurs espérances. C'était un vice que l'amour-propre, au degré où il dominait dans la race athénienne; mais si cet amour-propre l'a parfois entraînée aux pires folies, il n'en a pas moins été la principale cause de sa grandeur. C'était un vice que l'avarice, l'avidité des Romains, leur convoitise insatiable; et pourtant, loin de leur nuire, elle a été l'instrument de leur puissance, comme elle était le mobile de leur politique conquérante. Il y avait chez les Romains de la décadence bien plus de respect de la justice, de compassion pour la faiblesse, que chez leurs ancêtres : quand on lit les œuvres d'un Cicéron, d'un Sénèque, d'un Pline, d'un Marc-Aurèle, on est étonné de la délicatesse de ces âmes : épicuriens ou stoïciens, les uns comme les autres étaient pleins de nobles pensées sur l'emploi de la vie; et cependant ils étaient les Romains de la décadence. La république que leurs pères avaient faite si grande, ils ne savaient plus la soutenir, ou étaient incapables de la relever; ils savaient mourir sans peur quand le tyran demandait leur vie; ils ne savaient plus repousser la tyrannie. Ils avaient les vertus douces, intimes, aimables; les viriles vertus, ils ne

les avaient plus, ni le courage agissant ni l'énergie nationale.

Il n'est pas juste de dire que la race française n'ait que des défauts et pas un vice : elle a un vice tout au moins, la galanterie. Que l'on remonte aussi loin que l'on voudra dans nos annales, on retrouve ce vice dans la race française, en haut de la société comme en bas. Certes, ce n'est pas nous qui ferons l'apologie de la galanterie ; elle a de graves conséquences sociales ; elle avilit la femme quand elle ne dégrade pas l'homme également. Et cependant, ce n'est pas ce vice-là qui a fait, historiquement parlant, un grand mal à la nation française. On ne voit pas qu'il ait amolli son courage, que les hommes, pour être coureurs, se soient montrés généralemoins braves, moins énergiques. Ce n'est pas lui qu'il faut accuser surtout de notre déchéance présente ; ce n'est pas lui qui doit nous rendre inquiets pour l'avenir. La galanterie elle seule n'eût pas plus perdu les Français que la gourmandise n'a perdu les Latins et l'ivrognerie les Allemands.

Ce qui est essentiel pour une race, c'est de conserver les vertus robustes. La vie des nations est une mêlée pleine de luttes et d'assauts. Le droit qui régit les peuples aujourd'hui encore est le droit de guerre : la bonne cause a besoin d'être tous les jours en selle et la lance au poing, prête à repousser la violence par la force. Le mouton qui n'a sur le dos que sa laine et dont la chair est bonne à man-

ger, n'ayant ni ongles ni dents, sera dévoré par les loups, s'il ne l'est par les bergers. L'idéal, au dix-neuvième siècle, n'est pas d'être loup, mais il n'est pas davantage d'être mouton. Si jamais le jour de la justice se lève sur le monde, il sera possible alors de s'occuper exclusivement du progrès moral ; en attendant, nous vivons au temps du service obligatoire, où nul n'est un bon citoyen qu'à la condition d'être en même temps un soldat.

On rencontre, dans les affaires, des hommes pleins de délicatesse, charmants de relations, aimables d'esprit, bien élevés, d'un excellent commerce ; ils n'en vont pas moins tout droit à la faillite ; ils ruinent eux, leurs femmes, leurs enfants, ils déshonorent leur nom. C'est qu'ils n'étaient pas des hommes nés pour les affaires ; ils ne savaient ni se lever tôt, ni se coucher tard, ni calculer exactement leurs dépenses, ni acheter le moins cher possible et vendre ensuite le plus cher possible. Leurs concurrents faisaient tout cela, qui étaient loin d'être comme eux des hommes compatissants, complaisants, charitables. Ils se sont enrichis pendant que les autres se ruinaient ; et ceci devait arriver aussi bien que cela.

Disons toute la vérité. Si l'énergie, l'activité, la persévérance, la patience, sont les vertus cardinales d'une race, ce n'est pas seulement parce qu'elles lui permettent de se défendre contre ses ennemis, c'est aussi parce que réellement elles sont les pre-

mières et les plus nobles vertus. Nous ne voulons médire d'aucune, mais celles-ci doivent avoir le pas.

Le rôle de l'humanité est, suivant la parole de la Genèse, trop oubliée du catholicisme, avant tout de « travailler la terre »; et, en la travaillant, de la féconder, d'y multiplier la vie et d'y faire régner l'ordre, c'est-à-dire l'intelligence. Cette tâche est commencée depuis des milliers d'années; chaque siècle voit s'accroître l'action de l'humanité dans le monde, voit reculer le désert et augmenter la population; chaque siècle voit quelque force aveugle des éléments soumise à son tour à la volonté humaine, quelque secret nouveau de la vie arraché à la nature par la science. Qui a fait ces merveilles? Qui fera celles que verront les autres âges? Est-ce la politesse, ou l'amabilité, ou la douceur? Non, c'est l'énergie et l'activité; c'est la patience avec la persévérance; aucun progrès ne s'accomplit qu'à la sueur du front. Les formes de l'énergie et de l'activité peuvent se modifier selon la nature des choses. L'énergie et l'activité ne changent pas. Aujourd'hui, comme aux premiers jours, elles sont les vertus essentielles. Par elles seules, une race agit dans l'ordre politique, moral, artistique, intellectuel, et agir c'est exister.

C'est le malheur de la bourgeoisie française d'avoir trop oublié cette vérité capitale. Elle est honnête, mais molle; elle est facile à vivre, mais

frivole. Elle est condamnée si elle ne se corrige de ce double défaut. Comme celui qui enseigne est tenu de savoir deux fois pour une, une classe qui prétend diriger une société est deux fois pour une tenue d'agir.

CHAPITRE III.

LE MANQUE D'ÉNERGIE.

Il ne faut pas craindre d'insister ici, car nous touchons au cœur de la question. Le manque d'énergie, voilà le mal véritable, le mal grand et profond dont sont atteintes, parmi nous, les classes supérieures de la société. C'est lui qui paralyse les esprits et affaiblit les consciences; c'est lui qui trouble nos finances, c'est lui qui va jusqu'à mettre en péril notre existence comme nation. Jamais nous n'en avons plus souffert. Jamais il n'a été plus urgent d'y porter remède.

I

Au point de vue intellectuel, le manque d'énergie a produit un premier mal : la frivolité. Nous

avons longuement appuyé sur ce point. Un pays qui ne veut regarder toutes choses que par leurs côtés légers, se prépare de rudes revers : la vie est affaire sérieuse, et la réalité se charge de rappeler cette vérité à qui l'oublie par des coups de foudre terribles.

Non, quoi qu'on dise, un peuple spirituel n'est pas nécessairement un peuple frivole, et nous en prendrions volontiers à témoin l'histoire du peuple français. Jamais il ne fut plus vraiment spirituel, qu'aux temps où il faisait ses plus grandes œuvres. Le véritable esprit n'est pas autre chose que le bon sens agréable. Ce Voltaire, dont les saillies étaient si redoutables, était l'homme le plus instruit, le plus laborieux de son siècle; un mot qu'il jetait en passant n'était, le plus souvent, rien que la forme saisissante et acérée d'une idée longuement mûrie. Son style ne sent pas l'huile : mais c'est le style d'un homme qui avait passé bien des nuits laborieuses à la lumière de sa lampe. Voltaire, s'il revenait de nos jours, serait le premier, et aussi Beaumarchais, et aussi l'auteur des *Lettres persanes*, et aussi les auteurs de la *Ménippée*, et Rabelais, et Molière, et tous les Français célèbres pour leur esprit, à accabler de leurs traits ces beaux fils de la bourgeoisie qui, sans avoir réfléchi sur rien, par cela même qu'ils sont hors d'état de réfléchir, gouaillent de toute chose, et s'estiment spirituels parce qu'ils ont répondu par un quolibet à une question sérieuse,

La frivolité est à l'ordre du jour; et plus on s'élève dans les classes sociales, plus la frivolité y est de mode. A quoi se reconnaît un homme du bel air et de la bonne société? A ce qu'il est plus superficiel qu'un autre. Avoir le pédantisme qui discute gravement, fi donc! Un gentilhomme n'expose pas ses idées, il les indique; il n'appuie pas, il glisse. A la moindre contradiction, il s'arrête; il fait un instant figure sur le terrain, puis aussitôt il bat en retraite avec un sourire et une pirouette; il change de sujet; il renouvelle la conversation. Il recommence le même manége vingt fois dans une soirée. Le paradoxe surtout est son fort, et plus le paradoxe est invraisemblable, plus sa verve étincelle, plus il affectera d'être convaincu.

A quoi bon avoir des idées, puisqu'on ne doit faire qu'échanger des mots? Penser, si peu que ce soit, est un effort bien inutile. Il est si simple de prendre les opinions reçues, de dire ce que dit tout le monde, de faire ce que fait tout le monde, de croire ce que croit tout le monde. Si l'on pensait soi-même, on n'arriverait pas toujours à penser ce que pense son voisin. Si l'on pensait soi-même, on tiendrait à une idée devenue une partie de nous-même; on se passionnerait, on insisterait, on défendrait une opinion plus que ne le veut le bon goût; on sortirait de ce scepticisme léger et souriant qui est le bon ton; on se préoccuperait peu du jugement des autres, ayant le sien. Il faut re-

médier à tout cela, et la paresse y a pourvu. Ainsi s'est établi ce « conformisme », cette crainte du ridicule qui est comme le code intellectuel de tant de Français, qui règne d'une façon si souveraine dans ce que l'on appelle la société. Un homme bien élevé a cette opinion, et cette autre, et cette autre encore. Sont-elles justes? Il n'en sait rien; et, certainement, il ne prendra jamais la peine d'aller y voir; mais, certainement aussi, tout le monde dit ceci, répète cela, et a l'air d'y croire. En faut-il davantage? On fera comme tout le monde; on vantera ceci, on jettera la pierre à cela; on accusera ceci, on célébrera cela. Pourquoi? Ainsi le veut l'usage, et le contraire est ridicule. « Cela ne se dit pas, cela ne se fait pas! » Voilà la règle suprême des paroles et des actions. Ce qui est comme il faut, est le bien; l'opinion est la reine du monde; qu'elle change, et soi-même on changera avec elle. Il en est des idées comme des modes : une femme prend ses chapeaux chez la bonne faiseuse; un homme prendra ses idées où il est comme il faut de les prendre. Quoi de plus comique qu'une personne qui n'est pas comme tout le monde? Si quelqu'un ose porter des chapeaux de l'an passé ou émettre des idées qui ne sont pas de l'année, quelle bonne aubaine pour la gaieté, quelle riche matière pour les coups de langue!

Il y a assurément plusieurs mondes différents, et, suivant les mondes, les idées et le qu'en-dira-

t-on diffèrent. Ce qui est ici bien porté est là messéant : mais il n'y a pas plus d'indépendance ici que là. Quelques individus s'affranchissent çà et là des conventions intellectuelles : hommes d'étude, artistes, voyageurs, *rari nantes in gurgite*. On leur pardonne en faveur d'autres qualités. On sourit de leurs prétentions, on leur croit au fond le cerveau un peu fêlé. Le monde les subit plus qu'il ne les accepte, et souvent ils sont les premiers à le sentir et à ne pas tenir à s'imposer à lui. Le reste forme la nombreuse série des troupeaux de Panurge.

Plus on s'élève dans ce qu'on est convenu d'appeler la hiérarchie sociale, plus on est sûr de rencontrer les opinions reçues, les idées toutes faites, plus domine la crainte du ridicule, plus le « comme il faut » ôte aux intelligences toute personnalité.— Paresse au fond, déplorable, incurable paresse, refus à faire l'effort nécessaire pour regarder soi-même et en face la réalité.

Le cas est grave pour des classes dirigeantes. C'est précisément par l'activité de l'intelligence qu'elles doivent tenir le premier rang. Qu'est-ce qu'une classe dirigeante qui ne pense plus, qui ne marche plus à l'avant de la société dont elle fait partie? Quel rôle peut-elle espérer dans l'avenir? Quelles prétentions est-elle en droit de conserver, même pour le présent? Par quel prestige peut-elle imposer le respect à la foule qui l'entoure?

Causez en France avec un négociant, un ouvrier, un contre-maître, un paysan un peu éclairé, la conversation sera toujours instructive : soyez franc, et dites combien de fois vous avez appris quelque chose à la conversation d'un bourgeois ou d'un homme du monde?

II

Passons au point de vue moral.

Ne vous êtes-vous jamais demandé pourquoi la civilisation française était en général si sévèrement jugée par les étrangers, par ceux-là mêmes qui semblent affranchis de tout esprit de dénigrement ou de malveillance? C'est parce que, en France, le mal a surtout frappé leurs yeux. Ils ne pouvaient observer que la surface; et qu'y ont-ils vu ?

Elle a ses grands, ses incontestables mérites, cette civilisation tant accusée; elle ne craint même la comparaison avec aucune. Il ne se trouve nulle part plus de moralité vraie, plus de bonté, plus de charité, plus de dévouement; et cependant, ce que d'abord on y remarque, c'est le vice, c'est la corruption. La vertu, qui devrait lever la tête, semble rougir d'elle-même et se dissimuler; le vice, qui

devrait être contraint à se cacher, lève une tête triomphante. Il est superbe, il est arrogant; il a des panaches. Les honnêtes gens craignent de se mettre en évidence, de faire parler d'eux. Les coquins, au contraire, s'étalent et se pavanent; ils éclaboussent, du haut de leurs voitures, l'honnête homme qui va à pied; la femme honnête est contrainte à céder le pas à la fille en falbalas, ou plutôt ne songe même plus à le lui disputer. Ce qui scandalisait au temps de Boileau, ne surprend même plus. Les honnêtes gens sont résignés à leur sort. Ils ne demandent même au monde qu'une faveur : de les oublier.

C'est là un fait grave. Il n'y a peut-être pas, dans une nation, lorsqu'elle est dans sa gloire et lorsqu'elle touche à sa ruine, une bien grande inégalité de vices et de vertus. L'humanité est la même en tous les temps; et, vraisemblablement, elle compte à peu près toujours une proportion égale de bons et de méchants. La différence est que, dans un temps c'est la vertu qui se montre, et dans l'autre le vice. La période où la vertu se montre, se nomme la grandeur; celle où le vice se montre, s'appelle la décadence. Dans la période de grandeur, l'énergie est du côté des bons; ils ne permettent pas au vice de sortir de son ombre, de se pavaner dans la lumière. La vertu seule a place au soleil : âpre souvent et rude alors, mais agissante et hardie. Dans la période de décadence, la vertu

n'a pas disparu, mais la vertu s'est faite douce, timide, craintive. Elle ne tient plus à être vue; elle fuit au contraire le grand jour. Il peut y avoir des saints alors, il n'y a plus de héros.

Le vice, alors, sort de l'obscurité où il était contraint de ramper. Il se venge de ses humiliations passées en humiliant à son tour. Son front s'élève au-dessus du cèdre, selon la parole de la Bible. L'énergie, qui autrefois appartenait aux bons, appartient maintenant aux méchants. Les bons sont devenus passifs et laissent faire. Les autres se font ravisseurs et prennent. Il y a de grands battements d'aile dans la tribu des oiseaux de proie, et de toutes parts l'on entend hurler les fauves. Le temps est venu alors des sacripants et des aventuriers. Le royaume de ce monde est à eux. Ils donnent le ton, ils se partagent les biens de la terre; les historiens même qui écrivent l'histoire de ces temps ne voient qu'eux, car ce sont eux qui font alors l'histoire.

Rome a vu, aux premiers siècles de la république, la vertu gouverner en maîtresse: elle a vu, sous ses empereurs, le vice régnant en maître. Le curieux qui veut se représenter le spectacle de la civilisation antique au temps des Césars, n'a qu'à visiter le golfe de Naples, à y ressusciter par la pensée le monde d'il y a deux mille ans. Il y pourra voir encore, dans un cadre admirable, comme les deux parts nettement indiquées du vice et de la

vertu. Ici au nord, en allant vers Pouzzol et Baïa, le côté brillant, bruyant, qui attirait la foule et dont le nom revient sans cesse dans les livres des écrivains. Là se trouvaient les bains fameux où accourait, avec les courtisans, tout ce qui voulait faire du fracas ; les affranchis y avaient des palais qui s'avançaient dans la mer, où le marbre et l'or étaient prodigués ; les empereurs étalaient là leurs vices et leurs folies : là Néron le parricide donnait le dernier baiser à sa mère.

Autant ce côté du golfe était tapageur, autant l'autre était calme. Ici vivaient, retirés dans leurs petites maisons de Stabies, d'Herculanum, de Pompéi, les honnêtes gens d'alors, sages et philosophes, un peu épicuriens, dédaigneux du bruit et ne demandant au monde que la paix. Ils s'entouraient de quelques bronzes élégants, de quelques marbres délicats : ils avaient une bibliothèque de choix, composée de quelques rouleaux. Ils laissaient passer le temps, entourés de leurs familles, de quelques amis. Après le plaisir de regarder le ciel bleu et le beau golfe, leur plus grande joie était sans doute d'entendre le rhéteur ou le sophiste venu de l'Orient qui débitait sa conférence au théâtre. Il n'est pas vraisemblable qu'ils fissent beaucoup de mal et il est probable qu'ils faisaient un peu de bien, qu'ils étaient doux à leurs esclaves, qu'ils prenaient en pitié tout ce monde qui là-bas se démenait et faisait scandale, en attendant la fin tra-

gique de l'orgie. Ils étaient nombreux, sans doute, ces sages, disons ces honnêtes gens du temps de Néron et de Titus. L'histoire cependant a retenu les noms des Tigelin et des Pallas, des Séjan, des Narcisse, des Othon; il a fallu l'archéologie moderne pour apprendre aux érudits que ces hommes modestes avaient vécu là, heureux sans doute et probes, aux lieux où la cendre du Vésuve est venue les ensevelir. L'histoire ne retiendra jamais le nom d'un seul d'entre eux.

C'est là, en effet, ce qu'il se produit de terrible lorsque l'énergie vient à manquer à la vertu. Non-seulement le présent appartient aux coquins, mais l'avenir leur appartient aussi. Ils prennent la direction des classes dirigeantes. L'exemple, a-t-on dit, vient comme la lumière, d'en haut. Le jour où la direction d'une société est tombée aux mains des malhonnêtes gens, la lumière, dans laquelle ils marchent éclaire leurs vices pour la nation entière. C'est chez eux que l'on prend ses modèles. C'est à eux que le besoin d'imiter pousse à ressembler. Qu'importe qu'il y ait à côté mille honnêtes gens vivant obscurs et ignorés? Un scélérat triomphant et haut placé fait plus alors que les mille honnêtes gens. C'est lui que l'on voit, c'est à son patron que l'on s'habille. Il a été parjure, il s'est enrichi par le vol; il est seul encore: n'ayez pas peur, son vrai nom sera bientôt légion : il se trouvera bientôt autour de lui, au-dessous de lui, cent faussaires,

cent parjures. A chaque succès nouveau du crime en haut répondra un nouvel affaiblissement de la moralité en bas, jusqu'à ce que bientôt ni le haut ni le bas n'aient plus rien à se reprocher. Un pays ce jour-là est mûr pour l'invasion des Barbares. Il les mérite et il les trouvera.

III

Il n'y a pas loin de la morale à la politique. La même absence d'énergie qui, dans la vie privée, fait la part si belle aux aventuriers, leur abandonne la fortune publique. On a vu les classes dirigeantes, chaque fois que depuis trente ans s'est produit un coup de force, le sanctionner le lendemain par leur approbation. On les a vues, chaque fois qu'en essayant de fonder la liberté on a fait appel à leur action, refuser de répondre à cet appel ou se décourager au moindre embarras. Proudhon a écrit un livre sur la capacité politique des classes ouvrières : il y en aurait un à écrire, non moins considérable et bien plus juste, sur l'incapacité politique des classes dirigeantes. L'état fâcheux où se débat la France entre l'ancien régime et le nouveau, ne pouvant ni se détacher de l'un ni se fixer à l'autre, est

surtout leur œuvre. Il y a dans leur situation, de l'incapacité, il y a surtout du mauvais vouloir. Ce qui leur a le plus manqué, c'est le courage. Elles ont affecté les premières de se désintéresser de la chose publique. Elles sont rentrées sous leur tente comme Achille; elles on dit à la démocratie, qu'elles ne trouvaient pas assez respectueuse, de devenir sans elles ce qu'elle pourrait. Elles ont jugé la partie perdue avant même de la jouer. Tantôt on les voit, prenant le ton de Cassandre, aller répétant que tout est perdu, que tout est abîmé, que Troie sera bientôt la proie des flammes : tantôt elles trouvent de meilleur goût de prendre le sourire aux lèvres et de railler tout ce qui se fait, sans consentir elles-mêmes à rien faire. Le progrès ? chimère. La république? niaiserie. Le suffrage universel? aimable plaisanterie. Elles ont d'adorables pitiés pour les naïfs, pour les petites gens qui veulent se mêler de régenter la France; elles entrent en gaieté à propos des noms des élus, de leurs propositions, de leur parler de l'est ou du midi : elles ont d'ironiques applaudissements à toutes les tentatives des réformes. « Allez, citoyens. Nous rirons bien tout à l'heure. »

Les classes dirigeantes procèdent autrement de l'autre côté du détroit. C'est avec une tenace énergie que l'aristocratie anglaise défend ou cherche à ressaisir le gouvernement du pays. Tantôt les Tories réunissent leurs efforts pour contenir le flot enva-

hisseur ; tantôt ils sont les premiers à opérer une réforme libérale qu'ils sentent prête à se faire sans eux.

Quand, par leurs fautes, ils ont perdu le pouvoir, loin de se décourager, ils épient les fautes de leurs adversaires qui en commettent à leur tour, et bientôt le retour de l'opinion les ramène aux affaires. Ainsi, par l'énergie des uns et des autres, l'équilibre social n'est jamais rompu. Si la route a des cahots, la voiture du moins n'y verse pas. Vous ne trouveriez pas un Anglais d'une bonne éducation qui ne s'intéresse à la politique de son pays, qui ne soit résolûment libéral ou conservateur, qui ne suive avec attention les débats du parlement. La politique chez nous, dans les hautes classes surtout, est devenue une de ces vanités où ne s'abaisse pas un homme de bon ton. Il la faut laisser aux petits bourgeois, aux boutiquiers, aux avocats. « Plus ça change, plus c'est la même chose. » Il n'y a rien autre à faire que de regarder cette comédie et d'en sourire. Les journaux qui veulent être lus de la bonne société parlent de politique tout juste assez pour qu'on sache à peu près ce qui se passe. Ils ont un bouffon attitré qui suit les séances de l'assemblée et prend soin de les agrémenter, pour qu'on puisse aller au bout, de *lazzis* et de couplets, et Triboulet n'a pas même de l'esprit tous les jours.

Les classes dirigeantes se dérangent quelquefois

le dimanche pour aller voter. Encore faut-il qu'il n'y ait pas, d'un autre côté, une trop grosse distraction qui les attire, que l'on ne coure pas le derby ou qu'il ne fasse pas trop beau. C'est là ce qu'elles appellent remplir leur devoir civique. Que voulez-vous de plus? — Ce que nous voulons de plus, messieurs des classes dirigeantes? La victoire, en ce monde, s'achète beaucoup plus cher quand on veut la remporter :

.... Nil sine magno
Vita labore dedit mortalibus....

Regardez autour de vous ceux qui désirent faire triompher leurs idées. C'est de leur initiative résolue qu'ils attendent le succès. La propagande est pour eux de tous les jours, de toutes les heures. Ils lisent les journaux politiques. Ils en fondent. Ils soutiennent ceux qui ont besoin d'être soutenus. Ils savent faire des sacrifices pour leur cause. Ils s'unissent, ils s'associent : s'ils se reconnaissent trop faibles, ils cherchent des alliés contre l'ennemi commun. Ils ont des réunions, ils y étudient les mesures à prendre. Ils ont cette force que donne une conviction. Ils parlent, ils écrivent, ils agissent. Vous ne parlez pas, vous n'écrivez pas, vous n'agissez pas : et vous trouvez étonnant que le succès ne vienne pas à vous ! — Vous n'avez qu'une excuse : c'est qu'au fond vous ne croyez à rien!

Il faut dire le véritable mot : les classes diri-

geantes ont abdiqué. Elles sont résignées à la défaite, elles vont au-devant d'elle. Si parmi elles on trouve quelque exception, ce sera presque toujours un homme que pousse un mobile d'ambition personnelle, qui veut être, selon l'appétit de son estomac, député et ministre, ou conseiller général, ou simple conseiller municipal. Ce qui manque le plus dans les classes dirigeantes, c'est un grand parti où les individus, sans rien convoiter pour eux-mêmes, s'emploient activement au triomphe d'une politique qui soit celle de tous, combatte pour des idées, pour des doctrines, pour des intérêts généraux. Bourgeoisie, aristocratie, leurs préoccupations s'arrêtent à leur fortune, à la fortune de leurs enfants. Leur pensée, ni leur dévouement ne vont pas jusqu'au pays. Aussi plus on avance, plus leur défaite politique devient irréparable. Chaque élection nouvelle est une constatation de leur impuissance, et c'est justice. Renoncez donc à ce grand nom de classes dirigeantes : vous n'avez plus ni l'énergie de diriger, ni même celle de le vouloir faire ; vous n'avez plus que la vanité sotte de prétendre garder un titre auquel il ne vous reste aucun droit.

IV

Il nous reste à examiner le point de vue économique. On ne dira jamais tout ce qu'a coûté à la prospérité générale du pays l'absence d'énergie de nos classes dirigeantes. Le grand mal n'est pas, nous le disons sans hésiter, dans l'amour du bien-être et du luxe, dans ce besoin effréné de jouir que signalent les moralistes et que fustigent les poëtes comiques. C'est là un malheur sans doute. Il est bien difficile que la vie matérielle tienne une aussi grande part dans les préoccupations, sans que souvent la vie intellectuelle soit un peu négligée ; mais là est le moindre péril. Il faut regarder d'un œil ferme les transformations que l'économie moderne a apportées dans l'existence des individus. Le luxe et le bien être sont des éléments du progrès social, et, s'ils ont de graves inconvénients, ils ont aussi des avantages considérables. Ce qui véritablement est grave, c'est lorsqu'à cet amour du plaisir, à ce besoin de jouissance, vient se joindre, non l'énergie qui surexcite l'effort, mais la mollesse qui l'empêche. L'amour de la jouissance est effréné en Amérique : l'ardeur au travail ne l'est pas moins, et

l'on ne sait sous quelle forme se manifeste davantage la vigueur humaine, ou sous la forme qui produit la richesse, ou bien sous celle qui la dépense. Le vice même alors, si regrettable qu'il soit toujours, ne crée plus, si l'on peut dire, un péril social; car il n'arrête rien de ce qui fait la grandeur d'une nation.

En France, on ne sait pas travailler tout ensemble et se divertir; le plaisir fait tort au travail. On n'aime pas le travail pour le travail. On s'y résigne, quand il le faut, par une dure nécessité. On travaille quand on ne peut faire autrement; mais, au moment même où l'on travaille, on aspire au moment où l'on pourra ne plus travailler. Les vœux sont à la paresse. Le négociant ne pense qu'au jour où il pourra se retirer. Et voici la conséquence: Le rêve d'un père qui sue du matin au soir est que son fils du moins puisse, à la façon des seigneurs, ne rien faire de ses doigts ni de son intelligence. Et le fils dont le père a travaillé se dit: « Je serais bien sot, moi, qui ai la vie gagnée, de m'exténuer à la peine au lieu de jouir. »

Pourquoi l'industrie anglaise, par exemple, a-t-elle pris de si grands développements? Pourquoi est-elle devenue si honorée et si digne de l'être? C'est qu'en Angleterre les classes dirigeantes aiment, recherchent le travail. Les grands seigneurs, dans leurs vastes propriétés, s'adonnent à l'agriculture; ils prennent le soin de perfectionner les mé-

thodes, d'augmenter le rapport du sol. La bourgeoisie met son honneur à fonder de solides maisons de commerce. Le fils, millionnaire, n'a pas honte d'être un marchand : il est fier au contraire d'être un marchand comme l'était son père. Il veut continuer, agrandir la maison que celui-ci a fondée; il ouvrira aux Indes ou en Australie de nouveaux comptoirs. Il triplera ses magasins. Il ajoutera des millions aux millions paternels. Il restera dans les affaires jusqu'au jour où il pourra à son tour léguer à ses fils le soin d'agrandir encore la maison de l'aïeul, et de maintenir son honneur.

Quel commerce pourrait avoir d'autre règle que la probité lorsqu'il aspire à la durée? Hélas! il n'en est pas ainsi du nôtre. En France, c'est à qui fera plus vite sa fortune et passera la main ensuite. Qu'importe que la maison se deshonore par des mauvais produits, qu'importe qu'elle s'écroule bientôt après, pourvu qu'elle ait duré assez pour enrichir le fondateur? Tant pis pour le successeur! « Cela durera bien autant que moi, » disait l'égoïste Louis XV.

Et n'y a-t-il pas encore une façon plus rapide, plus simple, de faire fortune que le commerce, même malhonnête? Il y a la spéculation; et l'on se rue vers la spéculation, qui à l'échange subtilise l'agio. Un coup heureux et la fortune est faite, et l'on pourra ensuite s'abandonner à l'indolence, et jouir, et ne prendre plus de la vie que le plaisir!

Mais ce coup heureux n'arrive pas toujours : alors c'est la ruine, c'est le désastre, c'est le déshonneur, c'est le nom d'une famille à jamais souillé !

Le jour où l'on voudra écrire le roman d'une famille bourgeoise française de notre temps, le plan du livre sera tout tracé. C'est par milliers que se comptent les modèles de l'histoire. Une famille sort du peuple, énergique, résolue, robuste. Durant les premières générations, elle a toutes les vertus qui marquent les races fortes et les peuples d'avenir : économe, laborieuse, dure à elle-même, domptant les hommes et les choses, animée d'une ambition tenace, que rien ne rebute. A chaque génération elle avance, moins besogneuse, se faisant sa place, s'élevant à la force du poignet ; elle est la petite bourgeoisie, cet espoir de la France. Elle arrive enfin. La voilà classe dirigeante à son tour ! La nouvelle génération s'épanouit, sous la robe d'un avocat, sous la cravate d'un notaire ou l'habit d'un médecin, sous le vêtement d'un gros négociant. Hélas ! sa fortune ne dure guère ; elle a hâte de perdre les vaillantes qualités qui l'ont faite ce qu'elle est. Elle s'amollit, elle s'endort, elle s'engourdit. L'effort se borne à maintenir les positions acquises. La fortune seule s'accroît encore, par les héritages et par le mariage. Une autre génération succède, et c'est déjà la décadence. Le père est arrivé par son mérite, le fils arrive déjà par la faveur. Il ne songe qu'à jouir de la vie ; à dix-huit ans il est efféminé.

Il ne veut pas prendre de peine. Il court et fait courir, il hante les cercles, s'habille bien, fait sa raie au milieu du front, se divertit avec les filles, fait danser de toutes les façons possibles l'argent laborieusement acquis par six ou sept générations.

Voilà le beau lis pour qui tant de peines ont été prises, pour qui l'on a si soigneusement arrosé la plate-bande sur laquelle il devait pousser!

Que de noms, hélas! chaque lecteur pourra mettre sur cette histoire, sans sortir du cercle de ses connaissances!

V

Et maintenant quelle est la cause, quelles sont les causes de ce manque d'énergie d'où sortent tant de funestes effets?

Il en faut accuser sans doute d'abord un peu le tempérament naturel de la race. Elle supporte mieux l'adversité que la prospérité. Celle-là retrempe son courage et celle-ci l'amollit. Les Gaulois, au temps de leurs invasions en Italie, étaient invincibles à la première fureur de leur impétuosité; mais bientôt le soleil du Midi affaiblissait ces grands corps

blonds; et aussi ils se laissaient aller à toutes les séductions d'un pays qui leur offrait tant de plaisirs dont ils étaient privés dans leur propre patrie. Leur vigueur s'énervait, ils ne gardaient qu'une bravoure imprudente; ils se laissaient surprendre, vaincre, massacrer. L'Italie, au temps de Charles VIII et Louis XII, méritait toujours d'être appelée le tombeau des Français. C'était alors encore le pays du luxe, du bien-être.

Les Français aujourd'hui ne vont pas chercher le bien-être au dehors. Le bien-être est venu chez eux et ne leur a pas été plus salutaire. Il a fallu quelques générations seulement au luxe pour épuiser les vieilles familles de la noblesse française. Tandis que la noblesse anglaise, après huit cents ans garde encore toute son énergie, la noblesse française, dès le temps de Louis XIV, ne justifiait plus ses priviléges par des services rendus au pays. Elle était efféminée, usée. Quant aux familles bourgeoises, arrivées au pouvoir pleines de séve et d'énergie au moment de la révolution de 89, il ne leur a pas fallu même cinquante années pour s'user à leur tour. Deux ou trois générations ont suffi à épuiser leur vigueur; elles ont duré moins que la noblesse dont elles prenaient la place. Nous en sommes aujourd'hui aux familles bourgeoises recrutées depuis un demi-siècle dans les rangs du peuple; nous avons dit tout à l'heure quel spectacle triste offrent la plupart d'entre elles. Toutes doivent-elles l'of-

frir? Ce serait l'arrêt de mort de la nation française. Il n'y a pas indéfiniment du sang jeune en réserve dans les rangs populaires.

Heureusement l'éducation est une force bien puissante dans l'humanité. Une éducation sage peut corriger presque tous les défauts d'une nation. Rien n'est perdu si l'effort de notre race se tourne de ce côté. Le malheur a voulu que l'instruction, loin de corriger les défauts de la nature, ait tout fait en France pour les aggraver. Si le mal de la race est l'affaiblissement de l'énergie, choisissez donc avec soin une éducation qui développe et fortifie. L'être fort est actif, l'être faible répugne au mouvement. On a au contraire choisi pour nous, comme exprès, l'éducation qui affaiblit et qui étiole. Éducation physique qui diminue les forces de l'enfant, l'enferme dans des salles d'études et des dortoirs mal aérés, appauvrit son sang, l'habitue à ne se servir ni de ses bras, ni de ses jambes, d'où il sort avec un estomac qui ne fonctionne plus, quand par bonheur il en rapporte une poitrine intacte : éducation intellectuelle qui, au lieu de développer les facultés vives, énergiques, le courage, la volonté, la raison, tout ce qui est actif, s'applique, au contraire, à absorber l'intelligence dans la mémoire et la passion dans le mysticisme, voilà l'éducation de la jeunesse. Le lycéen modèle est un être docile, souple, soumis. passif; on l'a fait pâlir sur des exercices destinés uniquement à former son goût, sur des subtilités

littéraires dignes d'un mandarin chinois. On l'a éloigné soigneusement de toutes les questions vivantes, actuelles, intéressantes; on a développé en lui, avant l'âge, les facultés critiques au lieu des facultés créatrices; on s'est étudié, en un mot, à faire de lui un précoce vieillard. Est-il étonnant que d'une telle instruction il sorte si peu de caractères?

Il est pourtant une cause plus profonde et plus grave encore du manque d'énergie, cette plaie honteuse de notre pays. On l'a plus d'une fois signalée; il ne faut pas se lasser de le faire. C'est l'éducation catholique. Le catholicisme surtout est responsable de cette erreur des temps modernes qui consiste à glorifier exclusivement la douceur, la charité, la résignation, la complaisance. Autant il faut prescrire le respect du faible, autant il faut s'abstenir de préconiser la faiblesse.

Le catholicisme n'aime pas le travail. Il le dédaigne et le maudit. Il le regarde comme la suite de la déchéance, comme le châtiment de la faute du premier homme. Si le péché n'avait pas existé, le travail n'existerait pas non plus. Le travail, cette cause de tous les progrès, cette source de toutes les joies pures, cet agent de moralité si fécond pour les hommes et pour les nations, le catholicisme le considère comme une expiation imposée à l'humanité. Il n'a guère canonisé de travailleurs. Combien, en revanche, a-t-il canonisé de ces glorieux fainéants,

les solitaires, les ermites, les stylites, enfouis dans leurs méditations et leur crasse?

A l'action, le catholicisme, préfère l'inactive contemplation; il a glorifié Marie au détriment de Marthe. La vie des couvents, voilà pour lui la véritable vie; cette vallée de larmes ne vaut pas qu'on s'occupe d'elle; il faut mourir au monde, si l'on veut vivre pour la vie éternelle.

Le christianisme est la doctrine d'une époque où la vie de la terre était mauvaise, où, contre tous les maux d'ici-bas, les âmes avaient besoin de trouver un refuge dans une suprême espérance. Là est la cause historique de son triomphe aux derniers siècles du monde ancien, de sa puissance au moyen âge.

Si on le laissait faire, il ferait de l'univers un vaste cloître, comme il veut faire du paradis une immense cathédrale. Il ne stimule aucune des énergies actives de l'humanité; il ne forme à aucune des vertus viriles. La patience, la résignation, voilà tout ce qu'il enseigne. Il n'y a point de droits, il n'y a que des devoirs. César vous ravit vos biens, soumettez-vous. Il vous prend votre vie, soumettez-vous. On vous enlève votre manteau, donnez en plus votre robe. On vous frappe sur une joue, tendez l'autre joue. Réjouissez-vous d'avoir faim et soif, d'être pauvre et opprimé, d'être abandonné, réjouissez-vous de verser des larmes. Dieu vous payera de tout cela. Le vrai saint est celui qui, loin de prétendre

à vaincre le mal ici-bas, ne lui dispute pas même la victoire.

La morale antique était plus fière, et, disons le mot juste, plus vraie. Elle donnait à la vie pour but l'action; elle montrait à l'homme, comme instrument de succès, son énergie; elle surexcitait en lui les vertus agissantes. A la prière elle préférait le travail.

Sursum corda. La morale qu'il faut à la conscience moderne n'est pas une morale d'esclaves, mais d'hommes libres. Le monde s'est fait moins triste, et toutes les naturelles espérances se sont réveillées aujourd'hui dans les âmes. On ne se résigne plus à être opprimé par le monde extérieur; on veut vivre, durer, vaincre. On n'aspire pas plus désormais au paradis catholique qu'au Nirvana hindou. Sur cette terre même, on veut faire régner la justice.

Il faut renoncer à l'éducation catholique; il faut revenir à cette éducation antique qui s'appliquait à faire des âmes et des corps virils, et ordonnait à tous les citoyens de vivre pour la famille, pour la cité, d'être en état de défendre eux-mêmes et la patrie. Nous ne pouvons plus admettre une providence haineuse qui, agissant à la façon de Jupiter châtiant Tantale, n'aurait mis autour de nous un monde vers lequel vont tous nos désirs que pour nous interdire d'en satisfaire aucun. La vie est bonne, la vie est belle; la terre n'est pas le lieu d'expiation de quelque forfait antérieur inconnu. S'il

existe une autre vie, c'est en vivant celle-ci d'abord, dignement, courageusement, résolûment, en y faisant œuvre d'hommes, que nous pouvons la mériter.

CHAPITRE IV.

LES FEMMES.

I

Les moralistes n'insisteront jamais trop sur l'importance du rôle de la femme dans une société. Les femmes sont la moitié de l'espèce humaine ; ce sont elles qui forment les enfants ; après les avoir mis au monde et nourris, ce sont elles qui façonnent leurs premières idées et leur inspirent leurs premiers sentiments. Adolescents, hommes faits, ce sont elles qui les mènent. « Où est la femme ? » Telle est la question qu'à propos de tout crime, certain magistrat voulait que l'on posât d'abord.

C'est la femme qui a suscité ce qui dans le monde s'est fait de plus héroïque, comme ce qui s'y est fait

de plus abominable. Nulle passion n'est plus vive, plus ardente. Chaque fois qu'une société a voulu, en séquestrant la femme, l'empêcher d'exercer son influence naturelle, elle en a été punie cruellement; l'Orient expie, par sa routine séculaire, sa férocité incorrigible, ses vices dégradants, la monstruosité de ses harems. Le progrès ne se peut faire que par l'effort uni de l'homme et de la femme; et l'action de celle-ci, pour moins apparaître à la surface, n'en est pas au fond moins considérable.

On pourrait poser en axiome que, plus l'homme se civilise, plus la femme prend d'empire sur lui. Plus son esprit se polit, s'adoucit et se raffine, plus il éprouve le besoin de la société féminine, plus il subit le charme des qualités délicates, douces et gracieuses, plus le sentiment de l'art le rend accessible aux impressions d'élégance, de grâce et de beauté. Plus aussi l'homme avance dans la civilisation, plus il prend le respect de la faiblesse. Malheur aux faibles! *Væ victis!* Telle est la devise des temps barbares. La force alors constitue le droit, et celui qui la sent en lui-même, loin d'avoir scrupule à en abuser, ne trouve en son cœur que mépris pour ceux auxquels elle manque. Il n'estime que les muscles comparables aux siens. Un temps vient dans l'humanité, et ce jour-là c'est le divin qui commence à rayonner en elle, où la faiblesse, loin de paraître une cause de mépris, crée un droit au respect. Le faible est deux fois sacré, et

de sa propre dignité humaine et de son impuissance à la défendre. L'homme comprend que son rôle est de protéger la femme, de la secourir; elle devient plus forte à ses yeux de son infirmité. « Le masque d'une femme est sacré, a dit le poëte, autant que le visage d'un homme. » — « Lâche qui frappe une femme, » dit le peuple.

Quelques-uns s'en vont répétant que le progrès de la civilisation, s'il diminue l'oppression de la femme, aura pour conséquence de diminuer autant au moins son influence sociale. La civilisation, prétendent-ils, va partout rétrécissant la part du sentiment pour accroître celle de l'intelligence. Tout ce que gagne la raison la passion doit le perdre, et, à mesure que le rôle de le science ira croissant dans le monde, on verra décroître celui de l'amour. Proudhon avait commencé sur cette thèse un méchant livre que ses amis ont rendu à sa mémoire le mauvais service de publier.

Ceux qui parlent ainsi calomnient la nature humaine. Il n'est pas vrai que la vie de l'esprit, devenant plus intense, doive aboutir à tuer celle du cœur. L'homme des âges futurs vaudra mieux sans doute que celui du nôtre; il profitera de l'œuvre que nous faisons tous les jours; il ne sera pas un homme imparfait ou mutilé. Un sang jeune et chaud battra dans ses artères comme dans les nôtres; il aura un cœur comme il aura un cerveau. Que la passion brutale, aveugle, incapable de se posséder,

dominée par l'instinct et qui échappe à toute direction morale, que cette passion, telle qu'elle existe chez l'animal ou chez le sauvage, doive, à mesure que la raison prendra dans l'humanité plus d'empire, devenir plus rare et disparaître, il se peut, et ce n'est pas nous qui la regretterons. Celle-là est également irresponsable dans le bien comme dans le mal, elle est souvent funeste, toujours redoutable. Mais l'amour vraiment digne du nom d'amour, celui qui a pour première cause l'attrait dans l'estime et pour premier effet le respect, l'amour qui est le don volontaire de son être à un autre être, l'abandon libre de sa liberté, l'amour qui repose sur la confiance, qui n'est qu'une force de plus pour l'effort généreux, qui ne fait que surexciter l'ardeur au bien par le désir de mériter l'approbation et l'amour de l'être aimé; cet amour, qui est le véritable amour, n'a rien à craindre du progrès de la civilisation. Plus la civilisation avancera, plus au contraire les hommes iront chercher là et le bonheur dans la vie et le stimulant à la vertu.

La femme n'a pas été mise sur la terre uniquement pour le plaisir et le profit de l'homme. Elle a sa destinée, elle a sa fonction propre, elle doit avoir sa place pour elle-même. Aussi, plus avancent les sociétés, plus s'améliore la situation sociale de la femme. Leur émancipation va de siècle en siècle s'accomplissant. Elles ont commencé par être des bêtes de somme, puis des esclaves, puis des mi-

neures. La loi romaine, de l'autorité du père, les faisait passer sous l'autorité du mari : veuves, elles n'étaient pas encore affranchies : leur fils devenait leur tuteur, ou leur frère, ou tout autre parent. Elles n'étaient admises a faire aucun acte civil sans l'assistance d'un homme. Aujourd'hui elles sont en possession de leurs droits civils, elles peuvent posséder, vendre et acquérir. Elles se marient librement. S'il est un droit civil que la loi leur conteste encore dans certains cas, les mœurs plus libérales que la loi le leur accordent. Le mari qui, chef de la communauté, dissipe la fortune de sa femme, celui qui en dispose sans l'avoir consultée, est considéré comme un malhonnête homme. Le mari qui refuse, sans raison grave, de payer une dette de sa femme est montré au doigt.

A la vérité, les femmes ne sont pas encore en possession des droits politiques. Mais ce jour ne viendra-t-il pas? De bons esprits, comme John Stuart Mill, en étaient naguère à l'appeler de leurs efforts. En Angleterre, un grand mouvement se fait en ce sens. Il est plus grand encore aux États-Unis. Le temps ne paraît pas éloigné où des femmes viendront siéger au Congrès. Les femmes, en France, sont moins empressées à réclamer leurs droits politiques. Est-ce pure modestie ? Il est permis d'en douter, car on ne les voit guère se taire quand on parle politique autour d'elles ; elles ont leurs opinions, et très-nettes et très-passionnées. Presque toutes

sont d'un parti et en sont violemment. Si elles se résignent si aisément à ne point voir proclamer leurs droits politiques, ne serait-ce pas que, pour ne les avoir point vus proclamés, elles trouvent qu'elles ne les exercent pas moins? Elles ne votent pas, soit, mais elles font voter. Quand le mari parle de son indépendance d'électeur, la femme sourit intérieurement. Elle sait bien qu'il est rare le mari qui vote autrement que ne le veut madame. Les femmes, ici encore, ont corrigé les lois; et, ici encore, ce que femme veut Dieu le veut. Le mari proteste, s'indigne, affirme sa liberté : la femme laisse dire, elle raisonne, elle sollicite, elle prie. Elle sait à quelles heures l'homme est faible et cède. Il y a loin de notre pays et de notre temps à ces temps et à ces pays où le Christ disait à sa mère : « Femme qu'y a-t-il de commun entre vous et moi? » où le jeune Télémaque renvoyait Pénélope au gynécée, et l'exhortait à ne point se mêler des choses qui regardent les hommes.

Ce n'est pas nous qui nous plaindrons du changement. Il nous semble fort légitime que Pénelope ou Marie réclament leur voix au chapitre. La femme est la compagne de l'homme et non pas son esclave. Elle est son égale par la naissance; pourquoi ne le serait-elle pas par son rang social? Mais plus devient considérable la part de la femme, plus sa situation lui crée d'impérieux devoirs; plus ce grand mot qu'il faut prononcer sans cesse et com-

prendre, la responsabilité, prend un sens pour elle. La femme asservie peut ne vivre que pour elle-même : la femme libre doit vivre pour autrui. La femme impuissante n'a rien à se reprocher si le monde dont elle fait partie va à sa perte : la femme en possession d'une influence la doit employer pour le bien public. Elle est devenue, elle aussi, un instrument du progrès, un instrument libre, obligé de se conduire vers le bien.

La femme le doit d'autant plus que son rôle est par excellence un rôle dirigeant. C'est surtout dans son influence que consiste son action. Certes il est des occasions où la femme doit agir, elle aussi, et le peut, mais jamais la force principale ne sera de son côté, ni la force matérielle ni la force intellectuelle. Sa vertu propre est de faire agir l'homme, d'employer à lui faire produire des œuvres utiles ce que la nature a mis en elle d'attrait et d'influence, ce qu'elle a mis en lui d'ardeur et de complaisance. Heureuses les sociétés où la femme est à la hauteur de cette noble mission, facile et douce à la fois, ardente au bien, mettant au service de la justice la sainte domination d'un amour d'autant plus irrésistible qu'une cause plus pure l'a fait naître !

Comment la majorité des femmes en France usent-elles aujourd'hui de leur pouvoir ? Pour s'en bien rendre compte il n'y a qu'à voir en quel état est leur intelligence ; pour voir où en est cette intelli-

gence elle-même, il n'y a qu'à voir où en est leur éducation.

II

Certes l'éducation des hommes — et nous l'avons dit sans ambage, — est loin à l'heure présente de ne rien laisser à désirer. De combien cependant, si imparfaite qu'elle soit, cette éducation des hommes n'est-elle pas supérieure encore à celle que reçoivent les femmes? Quelques efforts ont été faits en ces dernières années pour apporter un remède à un fâcheux état de choses. Beaucoup de fautes devront être pardonnées au ministre qui eut le courage de chercher à établir des cours de jeunes filles et de donner à celles-ci comme maîtres les professeurs des lycées qui instruisaient leurs frères. Il s'attira les censures des évêques et les avait bien méritées.

Aujourd'hui, en effet, l'éducation des jeunes filles est presque tout entière entre les mains religieuses. Les couvents ont organisé un véritable monopole à leur profit. Ils ont rendu la concurrence impossible à toute institution laïque. On conçoit que le parti clérical veuille conserver cette éducation. Dans quelques années une partie de ces jeunes filles prendront le voile; elles apporteront à leur tour au

couvent qui les a formées leur intelligence, leur concours gratuit et sans réserve, leur fortune : elles prépareront à leur tour l'empire du clergé sur la génération suivante. Le plus grand nombre iront fonder des familles : elles seront les femmes et les mères ; elles élèveront leurs enfants dans les idées que leur ont inculquées ceux qui les enseignaient : le parti clérical leur donnera le mot d'ordre ; elles alimenteront ses quêtes, ses associations, ses œuvres de bienfaisance et de propagande : elles exerceront, à son profit, l'influence dont elles jouiront sur leurs maris, sur leur famille, sur leurs amis.

Il faut oser regarder en face cette éducation donnée aux femmes et ne pas craindre de la juger librement. Elle est déplorable. Elle est funeste également, et par ce qu'elle n'apprend pas, et par ce qu'elle apprend.

Elle est absolument insuffisante au point de vue des connaissances données. On serait effrayé des lacunes qui existent dans l'intelligence d'une jeune fille qui sort de sa pension si l'on y pouvait pénétrer. Pas de philosophie, pas de sciences, pas de philologie, pas d'histoire : en quatre mots, voilà toute cette instruction. Appellera-t-on sciences mathématiques, l'arithmétique qu'on montre à une jeune fille, donnant toute l'importance à la pratique et presque aucune place aux théories ? Appellera-t-on sciences physiques et naturelles, les trois ou quatre expériences qu'on leur aura fait voir à titre de cu-

riosités, voisines de ces expériences de physique amusante auxquelles on va assister chez les prestidigitateurs du boulevard? L'histoire sainte très en détail, et quelle histoire sainte! un peu d'histoire des papes et des conciles, trois ou quatre dates des temps modernes, appellera-t-on cela un enseignement de l'histoire? Que l'on veuille bien jeter un coup d'œil sur les livres mis entre les mains des éléves, dans les couvents; on verra que l'esprit de parti y règne, travestissant les faits, déguisant les caractères et les événements pour le plus grand honneur de Dieu, c'est-à-dire de l'Église romaine.

Si l'on doit garder quelque chose de cet enseignement, ce ne peut guère être que des erreurs. On se hâte de l'oublier et l'on n'a pas pas tort. Ce n'est pas de vingt ans, c'est de cinquante, c'est de cent que ces ouvrages sont en retard. Tout le travail de la science moderne est perdu, disons mieux, n'existe pas pour eux. L'histoire en est restée au Discours de Bossuet sur l'histoire universelle. De toutes les recherches qui ont ressuscité le passé sous ses formes diverses, par la comparaison des races, des religions, des littératures, par l'observation des mœurs, par l'examen des monuments, par l'étude des œuvres d'art, de tout cela rien, absolument rien. Les femmes font généralement bien de se taire quand on parle devant elles de littérature, de sciences, d'histoire. La recette de Conrart est une recette prudente. Que de chances elles auraient, si elles ou-

vraient la bouche, d'en laisser sortir un crapaud à la façon de la paysanne du conte de Fée?

Regardez dans son salon cette femme du monde, charmante, entourée d'adorateurs. Admirez, vous aussi, et ne cherchez pas à voir plus au fond ; prenez votre part de ce sourire délicieux qu'elle prodigue à tout venant, et ne lui demandez pas davantage. La plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a.

Encore cette ignorance est-elle le moindre inconvénient de l'éducation des femmes.

Il y a dans l'instruction, et nous y avons insisté longuement, une chose plus importante que le bagage de l'instruction lui-même; c'est la méthode. Peu importent, après tout, ces détails qui s'effacent si aisément de la mémoire, si l'esprit de la science demeure, si l'idée de l'ordre, l'idée de la loi ont pénétré dans les esprits, si le bon sens s'est fortifié. Assurément il s'en faut, et de beaucoup, que tous les hommes aient recueilli ce profit de leur instruction; mais encore est-il resté à quelques-uns. Ceux-là mêmes, que la méthode scientifique n'a point entièrement pénétrés; en ont du moins retenu quelque chose. Il n'y a rien, au contraire, de plus rare qu'une femme du monde, non pas savante, mais se doutant de ce qu'est la science.

Rien dans leur éducation, telle que la leur donne le couvent, n'aide à faire pénétrer en elles l'esprit de la méthode scientifique ; et pourtant, plus elles

sont naturellement promptes à l'imagination, plus leurs nerfs s'excitent volontiers, plus cette éducation scientifique leur serait indispensable. C'est là une lacune bien autrement grave que telle ou telle ignorance particulière. Quelle est la jeune fille à qui l'on montre, dans la géographie, autre chose que des caps ou des golfes à connaître, ou des lignes ponctuées à tracer pour les routes des bateaux sur la teinte bleue de la mer dans la carte qu'elle colorie? Quelle est la femme du monde qui se doute que l'histoire peut offrir d'autre intérêt que l'arbre généalogique des familles souveraines, et que la politique se distingue de l'almanach de Gotha?

L'éducation des femmes est coupable par ce qu'elle ne leur apprend pas; elle ne l'est pas moins par ce qu'elle leur apprend. Elle développe en elles les goûts frivoles. Ce n'est pas tout. Si elle ne fait rien pour fortifier la raison, elle fait tout pour surexciter les facultés passionnées. C'est de ce côté là qu'elles penchaient déjà, c'est de ce côté qu'on les pousse, au risque de les faire verser. On leur inspire le goût du romanesque. On ne leur parle jamais de la loi, jamais de l'ordre. On les entretient, au contraire, sans cesse du salut et de la grâce; on a sans cesse devant elles le mot de miracle à la bouche; on les nourrit de récits de surnaturel, de légendes, de prodiges. On s'applique, comme à plaisir, à faire perdre pied à leur esprit, à les faire vivre dans un monde sans rapport avec la réalité. Le paradis,

l'enfer, le ciel, les anges, les démons, tout ce que l'œil ne peut voir, tout ce que la main ne peut toucher, voilà ce dont on leur parle le plus.

Le mysticisme, telle est l'essence de l'éducation qu'on leur donne. Au couvent, on multiplie pour elles les exercices pieux. On les mène chaque matin, souvent plusieurs fois par jour, au pied des autels. Tout se réunit là pour surchauffer leur imagination. L'orgue fait retentir une musique vague. Les encensoirs fument : l'autel est entouré de fleurs, couronné de statues peintes où le réalisme ajoute à l'illusion; une lumière faible arrive du dehors au travers des vitraux. Ce sont les heures du crépuscule que l'on choisit pour les saluts. Là, principalement, tout surexcite la rêverie. Les prêtres ont raconté des histoires tour à tour douces et terribles. La pauvre âme de la jeune fille arrive, prête à toutes les extases, prompte à toutes les terreurs. Sur l'autel, Dieu, Dieu même, Dieu présent, est exposé. Il veut qu'on lui parle, et, si l'on mérite qu'il réponde, il répondra. Peut-être même il descendra de l'autel, il se tiendra debout et souriant, montrant ses plaies et rayonnant, comme il est apparu à bien d'autres. On récite les oraisons jaculatoires consacrées. On y ajoute le feu qu'on trouve en soi-même, ses ardeurs de quinze ans, toute la ferveur de son jeune cœur. Bientôt c'est un ravissement intime et profond. On n'est plus de la terre. On se mêle aux concerts des anges, on entend les concerts célestes.

On oublie son propre corps, on perd la conscience de soi-même. Quand on sort de la chapelle, on ne se sent plus, on ne se connaît plus. Il semble qu'on se réveille d'on ne sait quel rêve sidéral. On est possédé d'une sorte d'ivresse vague et délicieuse, semblable à celle que doivent goûter les anges. Le reste de la vie semble froid et décoloré. On n'a plus qu'un désir : retourner à cette coupe de délice boire de nouveau l'oubli de soi-même, l'infinie volupté.

La véritable éducation forme la raison, l'éducation des couvents surexcite la sensibilité; la véritable éducation fortifie le bon sens naturel, celle-ci détruit le bon sens; la véritable éducation habitue partout à chercher la règle, la loi, celle-ci ne parle que de surnaturel et de miracles; la véritable éducation développe la volonté, habitue à se gouverner par elle, celle-ci fait, au contraire, des femmes les esclaves de leur tempérament. A quinze ans le tempérament appelle les vagues romans, les ivresses mystiques. Il parlera plus tard un autre langage. Que de chutes a préparées la déplorable éducation donnée aux jeunes filles!

Il faut oser dire le mot véritable. A d'heureuses exceptions près, il n'y a pas en France d'instruction des femmes Il y a pour les femmes une éducation professionnelle. Suivant les classes sociales dont elles font partie et l'emploi auxquelles elles sont destinées, l'éducation professionnelle est différente.

Les unes, qui sont destinées à faire des ouvrières, apprennent à coudre, à se servir de la machine, à manier les ciseaux; les autres, qui doivent être cuisinières, à allumer le feu, à fourbir les casseroles, à trousser un poulet; les autres, qui seront femmes du monde, sont formées patiemment à se bien tenir, à jouer du piano suffisamment, à saluér, à causer de choses et d'autres. Elles apprennent, les unes et les autres, le plus possible d'orthographe, la coquetterie, l'art de plaire. Les différences suffisent extérieurement à les classer, à former des catégories entre elles: on les distingue au bonnet ou au chapeau, à la robe de soie, à la quantité de cheveux faux. Les différences intérieures sont beaucoup moins considérables. Le compliment n'est pas flatteur, mais il serait souvent mérité; le psychologue qui verrait l'état moral et la façon de raisonner, sans apercevoir en même temps les mains, serait bien souvent embarrassé de démêler la grande dame de la cuisinière.

La distance est grande toujours entre les hommes de classes différentes. Un monde sépare l'homme du peuple du bourgeois, au point que le plus souvent ils ne savent, quand ils se rencontrent, que dire l'un à l'autre. L'un n'a le plus souvent d'idées que ses impressions. On ne lui a jamais enseigné ni à contrôler ses sensations, ni à s'élever au-dessus de ses instincts. L'autre a reçu une éducation scientifique qui a fait de lui relativement un homme. Il sait

analyser ses idées, les coordonner, compléter par l'étude, par la lecture, ce qui, sur tel ou tel point, lui fait défaut. L'homme qu'une fortune inespérée élève sur le tard au-dessus de sa condition, est toujours mal à son aise dans la nouvelle sphère où il se voit transporté : il y est emprunté ; il y est ridicule. C'est un parvenu.

On a souvent remarqué avec quelle facilité, au contraire, la femme que le mariage ou une chance heureuse élève à un rang social pour lequel elle ne semblait pas née, s'y façonne et s'y établit vite. Bientôt elle a pris les manières, le langage, les allures de sa condition nouvelle ; il semble qu'elle n'ait jamais été autre chose que ce qu'elle est. On fait d'ordinaire honneur de ce changement à la faculté d'assimilation que possèdent, dit-on, les femmes ; peut-être serait-il plus juste d'en reporter l'honneur aux situations que leur fait la vie. Entre les conditions diverses des femmes, il n'y a de différent que les modes et les manières ; et ceci s'acquiert aisément, avec un peu de patience, de souplesse et d'amour-propre. Entre les conditions des hommes, il y a de différent toutes les habitudes intellectuelles et morales ; et ceci n'est point chose qui s'improvise.

Prenez une duchesse, une femme de banquier, une femme de négociant ; prenez une ouvrière, prenez une paysanne. Il n'est pas bien sûr que vous trouviez l'une moins accessible que l'autre à

toutes les crédulités. L'une n'a pas beaucoup moins que l'autre peur des sorciers, des loups-garous, des revenants. L'une ne craindra pas l'obscurité beaucoup moins que l'autre. Vous trouverez l'une aussi facile que l'autre à peu près à exploiter aux somnambules, aux montreurs de tables tournantes. L'une comme l'autre, en cas de maladie, sera également disposée à préférer les avis d'un homéopathe, d'un marchand d'orviétan, ou d'une vieille femme qui sait des sorts, aux consultations du plus grand docteur de la Faculté. L'une aussi bien que l'autre ajoutera foi aux neuvaines, aux chapelets, aux fragments de la soutane du Pape, aux tisanes dans lesquelles on fait infuser une médaille bénite. L'une aussi bien que l'autre collectionnera les prophéties et croira en Nostradamus. L'une comme l'autre croira qu'il y a des scapulaires qui préservent des balles, et des prières qui empêchent la foudre de tomber ou garantissent de la mort subite. L'une comme l'autre croira qu'avec une oraison elle peut changer les desseins de la Providence, ou qu'en vouant ses enfants au bleu elle les met à l'abri des maladies. L'une comme l'autre a peur du diable. L'une comme l'autre se laisse gouverner par ses instincts, obéit à ses nerfs, se laisse séduire par les mêmes artifices grossiers. L'une comme l'autre a recours aux mêmes intrigues, aux mêmes duplicités, aux mêmes lâchetés. S'il existait une différence entre la grande dame et la

femme de chambre qui la coiffe et l'habille, c'est en faveur de la femme de chambre que penche-rait bien souvent la balance. Les femmes du peuple vivent moins que les autres dans un milieu factice où règnent les conventions; elles sont directement en rapport avec la réalité; la vie leur fait entendre, sans précautions oratoires, ses rudes leçons : les femmes du monde arrivent souvent à la mort, sans avoir plus reçu les leçons de la vie qu'elles n'ont reçu celles de la science.

Il y a si peu de différences entre la majorité des femmes, si haut ou si bas qu'elles soient placées, qu'à tout instant les distances des rangs s'effacent en dépit des formes du respect. La servante qui range la chambre de sa maîtresse fait la conversation avec elle : elle lui raconte les cancans de la ville, les discussions de l'office, la chronique des ménages voisins : ce qui intéresse l'une des deux femmes intéresse l'autre également. Bientôt une discussion s'élève entre madame et sa servante : madame défend son dire, et la servante n'abandonne pas le sien : on se répond par des coups de langue, on échange des démentis, la querelle se prolonge d'égale à égale, — jusqu'au moment où madame, à bout d'arguments, se souvient tout à coup qu'elle est madame. Elle impose silence à son adversaire, elle met à la porte l'impertinente, à moins qu'elle ne se borne à la renvoyer à la cuisine, en attendant

que demain la camaraderie recommence jusqu'à la brouille nouvelle.

III

Le mal est d'autant plus triste que rien ne prouve qu'il soit nécessaire. L'intelligence n'éclate pas moins chez les petites filles que chez les garçons. Il est permis de trouver même qu'elle se montre chez celles-là plus vive et plus précoce. Les femmes, dans la vie, font preuve, pour tout ce qui touche aux intérêts immédiats, à leurs enfants, à leur famille, à leur fortune, d'une nette et juste intelligence naturelle. On a souvent remarqué combien elles étaient aptes aux affaires, combien les conseils de la femme étaient fréquemment utiles au mari. Rien n'autorise donc à affirmer que l'intelligence de la femme soit inférieure à celle de l'homme ; rien n'autorise à prétendre que la femme soit incapable des spéculations sérieuses. Son grand malheur, c'est son éducation.

Les conséquences de cette éducation sont graves. Graves pour les individus, graves pour la famille, graves pour la société. Au point de vue social, rien n'a plus empêché la France de trouver la paix intérieure depuis soixante années que l'influence des

femmes. A certains jours de péril, elles sont vaillantes : c'est trop peu dire, elles sont héroïques. On n'oubliera jamais comment elles ont supporté sans se plaindre toutes les privations du siége de Paris : quand ces privations ont été au bout, leur héroïsme n'y était pas. Une guerre les anime ; un danger les excite : braves, elles veulent que les hommes soient braves, elles enflamment les courages, elles enseignent la honte de la lâcheté. Quel bien ne pourraient elles pas faire ! La paix est la saison critique de leurs vertus civiques. Ici il ne s'agit pas de se conduire par le sentiment, de s'exalter dans une folie généreuse. C'est par le bon sens qu'on doit se gouverner. La politique n'est pas une œuvre de passion. Toujours passionnées, les femmes presque toujours poussent aux fautes politiques. On les voit tour à tour, ou disposées aux générosités imprudentes, ou portées aux plus folles réactions. Lorsqu'une guerre civile a éclaté, lorsqu'une révolution leur a fait peur, elles n'écoutent plus alors ni l'humanité, ni la pitié. Il n'est pas de répression qui leur paraisse assez sévère, pas de vengeance qui leur paraisse trop cruelle. Pour elles, les adversaires sont des ennemis dignes de tous les supplices ; loin de chercher à comprendre par quelles fautes on a pu soi-même appeler son malheur, elles ne voient que crime, que scélératesse dans le parti opposé au leur. Elles excusent tout chez leurs amis, elles accusent tout chez les autres : elles emploient

partout deux poids et deux mesures, sans même en avoir la conscience. Un événement survient qui change leurs impressions : elles changent de parti soudain, sans même se souvenir qu'elles ont changé. Les voilà devenues sans pitié pour ceux-là même qui ressemblent le plus à ce qu'elles étaient naguère.

Si le Français est frivole, la Française est plus frivole encore. Le fait divers est sa littérature comme les chiffons son occupation. Mobile autant que frivole, ce qui lui plaisait hier demain ne lui plaît plus : les amitiés sont rompues par des brouilles, les brouilles redeviennent des amitiés. On revoit après six mois une femme qui vous avait fait le plus vif éloge d'une autre femme ; c'était sa plus intime amie, elle avait tous les charmes : elle est aujourd'hui la dernière des créatures ; six mois se passent encore, elle est redevenue la plus charmante des femmes.

N'essayez pas de convertir une femme qui se trompe. Vous y perdriez votre français, votre latin étant perdu d'avance. Il n'y a pas d'entêtement plus grand que cette frivolité et cette mobilité. Vous pouvez patrociner jusqu'à la Pentecôte sans rien persuader. L'erreur qu'elle soutient est monstrueuse ; c'est une erreur de fait plus manifeste que la lumière du jour ; elle y tient : elle l'a reçue de quelqu'un en qui elle a foi : toutes vos démonstrations viennent échouer là contre. Obtenez qu'elle

ait foi en vous ; ce jour-là, à votre tour, vous aurez passé au rang d'oracle. Vous voulez empêcher une femme de faire une sottise où la passion l'emporte ; vous faites appel à son bon sens, vous lui parlez raison, doucement, longuement ; vous lui accordez toutes les concessions possibles, escortées de toutes les précautions oratoires : elle vous laisse parler, vous ne doutez pas qu'elle vous écoute ; vous croyez l'avoir enfin touchée. Vous vous taisez ; elle répond en répétant sa première résolution sans l'avoir en rien modifiée. Pendant que vous parliez elle songeait à autre chose, ou, si elle entendait vos raisons, toutes ensemble ne valaient pas, en comparaison du seul avantage qui lui importait, sa passion, la satisfaction d'un instant.

Le plaisir, voilà le grand but de la vie de la femme du monde. « Cela me plaît, » voilà sa grande raison. Si les hommes aiment médiocrement le travail, les femmes du monde l'aiment moins encore. La règle de leurs actions, c'est leur amusement : elles envisagent la vie comme une grande fête donnée en leur honneur, où tout est sourire, distraction, coquetterie. Qu'a-t-on fait en effet pour faire pénétrer dans leur cervelle la pensée qu'il y a autre chose à faire ici-bas que de se distraire, et que l'existence a un autre but que le plaisir ?

Il est trois mots que presque aucune femme ne comprend ; c'est le mot devoir, c'est le mot responsabilité, c'est le mot justice. Combien d'entre elles se

font scrupule de ne pas juger sans avoir examiné, de ne pas répéter à la légère un propos duquel peut dépendre ou la fortune, ou l'honneur, parfois la vie d'une personne? Combien ont le respect des étrangers lorsqu'il s'agit de l'intérêt de quelqu'un des leurs? Une femme se vantait un jour de la façon dont elle avait fait décorer un de ses amis. La liste était faite, arrêtée: mais elle s'était rendue chez le ministre; elle avait fait effacer un nom pour mettre le nom de son protégé. Une seule chose l'avait révoltée, c'était que ce protégé, venant ensuite la remercier, avait ajouté qu'en tout cas il eût été certainement bientôt décoré. Il n'avait pas voulu paraître devoir à la faveur son ruban. « Je savais bien moi, disait la dame en colère, à qui il le devait. Je savais bien toute la peine que j'avais eue à faire écrire son nom.... » — « Madame, lui fut-il répondu, vous avez sans doute fait ôter la croix à un honnête homme qui l'avait gagnée, pour la faire donner à quelqu'un qui ne la méritait pas. » La dame ne comprit même pas la leçon; moins son protégé méritait la croix, plus il était glorieux pour elle de la lui avoir su faire obtenir.

Il y a, dans une comédie d'un assez vulgaire faiseur de pièces, une scène de l'observation la plus juste. Au second acte de la *Famille Benoîton*, un jeune mari et sa femme causent : la femme veut certaine parure, et le mari lui explique que la situation du ménage ne permet pas qu'elle l'achète.

La femme proteste, se révolte, s'insurge. Elle a apporté cinq cent mille francs de dot, elle a par conséquent le droit de dépenser chaque année vingt-cinq mille francs, qui sont bien à elle, en bijoux, en robes, à quoi bon lui semble. « Et la moitié du ménage, répond le mari, et les charges de la représentation, et le loyer de la maison, et l'éducation des enfants.... » Mais il parle en vain : la femme ne comprend pas. Elle accepte de l'association ce qui est bénéfice pour elle : sitôt qu'il s'agit d'y prendre sa part des charges, la question change. Nulle idée de responsabilité. Et où donc, en effet, eût-elle appris la responsabilité ?

Les ministres de la religion lui ont dit qu'un acte de contrition accompagné d'une bonne confession suffit à enlever la faute et ses conséquences. A l'avenir, on peut n'y plus penser et se mettre à pécher sur nouveaux frais. Il suffit d'envoyer de temps en temps sa conscience, comme son linge, au blanchissage. La vie du moins eût pu lui enseigner que tout s'enchaîne ici-bas et que toute faute entraîne après elle sa peine ; mais, durant toutes les années de la jeunesse, on s'est appliqué à supprimer chez elle l'action. Au couvent, point d'initiative : obéissance passive de l'intelligence et de la volonté : foi docile au *Credo*, soumission docile à la règle, voilà sa vie. Elle quitte le Sacré-Cœur et rentre à la maison : le dehors de sa vie change, mais non la vie elle-même. Au lieu d'obéir à la règle d'un couvent,

la voilà attachée aux jupons de sa mère. Elle n'a jamais à faire acte de créature libre. On pense pour elle, on veut pour elle, on sent pour elle. On lui apprend à n'être rien que ce que doit être toute jeune fille à marier : une gravure de modes, agréable à voir s'il se peut. On étouffe soigneusement en elle tout ce qui pourrait être manifestation personnelle. « Ma fille, baissez les yeux, ma fille, tenez-vous droite », toute l'éducation maternelle tient en ces deux mots. Défense de sortir seule, défense de danser, de causer, sans l'autorisation de maman. Avant d'accepter quoi que ce soit, avant de refuser, elle a pris le pli de se tourner vers sa mère, d'interroger du regard. On la marie enfin. Le lendemain de son mariage, la voilà soudain comme un nègre affranchi de quelques heures : elle ne sait que faire de sa liberté. C'est le serin échappé, auquel manque sa cage et qui attend un chat.

Heureuse la femme qui a des enfants ! Elle a été bien peu préparée sans doute à élever des créatures raisonnables et libres. Mais, enfin, elle se trouve en face d'une réalité sérieuse. La nature va faire ce qu'eût dû faire l'éducation. Le petit être qui est né d'elle fera entrer en elle des idées graves, que jamais elle n'avait eu l'occasion de rencontrer face à face. Mais l'enfant ne vient pas toujours. Souvent aussi le monde où elle vit, les habitudes qui l'entourent, les influences qu'elle subit, l'empêchent de se dévouer comme elle le devrait aux

soins de la maternité. Elle demeure ce qu'elle était, un être frivole et léger, une poupée vivante, un grelot vide et qui sonne. Elle reste une créature inutile à soi-même et à autrui, qui sourit et à qui l'on sourit, qui porte de jolies robes et fait aller les modes, autour de qui l'on papillonne, qui s'en enorgueillit, que l'on courtise et dont on se divertit. Elle s'est amusée, s'amuse, s'amusera. A quarante ans, elle pleurera sur sa jeunesse qui s'en est allée ; à quatre-vingts, car elle est capable d'y atteindre, elle mettra du rouge et se teindra les cheveux, et se croira jeune encore parce que ses rides feront une grimace qui sera la parodie d'un sourire !

C'est pourtant une bien vide nourriture que le plaisir. Il est rare que la femme ne le sente pas elle-même, mais elle est incapable de s'intéresser à l'art, à la science, à la littérature, à l'érudition, à quoi que ce soit demandant un peu d'application intellectuelle, d'étude, d'effort. Quel but donner à la vie? Avec quoi voulez-vous qu'elle remplisse les heures? La dévotion a surexcité le mysticisme, une certaine poésie vague et molle : elle a besoin d'émotions. L'émotion, voilà après quoi elle court. Elle recherche la sensation, le trouble, l'excitation des nerfs. Tout ce qui est nouveau les donne : le mari d'abord, puis les fêtes, puis les enfants; mais tout cela s'use. Il faut des émotions nouvelles et toujours plus vives, à mesure que l'on se blase sur les

précédentes. Et l'on se lance vers des émotions nouvelles. On court les spectacles, on lit des romans. Il n'y a ni esprit, ni style, ni art dans ces romans, qu'importe? Ce n'est rien de tout cela qu'on leur demande. Puis on rêve des romans, puis on en fait. Bien des femmes ont été perdues par l'ennui, l'accablement des journées, le poids d'elles-mêmes. La vie de la sensation était seule devant elles; elles ont cherché la poésie de la sensation. Quelle poésie, juste ciel! Les voilà dégradées, perdues, étalant leurs scandales, dépravant, par leurs exemples, celles des autres femmes qu'elles ne scandalisent pas. Pauvres femmes! Voilà où les ont menées, comme par la main, ceux qui s'étaient chargés de les élever!

C'est là le mal extrême. Il frappe les yeux et bien des moralistes l'ont signalé. En voici un dont on se préoccupe moins, parce qu'au premier abord on n'en voit pas sortir autant de désordre : peut-être cependant au point de vue social est-il plus grave encore. Les deux sexes aujourd'hui forment comme deux mondes à part. Aucun des deux n'entend la langue de l'autre, ne s'intéresse à ce qui s'y fait. Assistez à un dîner dans l'aristocratie, ou même dans la classe bourgeoise. Sitôt qu'on s'est levé de table, hommes et femmes vont de leur côté. N'accusez pas le tabac seulement de cette séparation. Personne n'a hâte que le cigare soit achevé de fumer, ni les hommes, ni les femmes. Quand il

s'achève enfin, et que l'on se retrouve au salon, la conversation même alors ne s'établit pas. Hommes et femmes échangent quelques propos rapides et insignifiants; puis les groupes séparés recommencent, les hommes debout autour des portes, les femmes assises sur des canapés.

De quoi, en effet, hommes et femmes parleraient-ils ensemble? Ils n'ont rien à se dire. Les hommes s'intéressent aux questions de politique, de commerce, quelques-uns aux choses de science ou d'art : la curiosité des femmes est toute aux cancans, aux modes nouvelles. S'il est des hommes que les femmes préfèrent, qui soient plus à leur aise avec elles, il y a tout à parier que leur visage ou leur ignorance font plus pour leur succès que leur esprit.

Un savant, un érudit, un homme sérieux, ah! le ridicule animal aux yeux d'une jolie femme! Si vous voyez, par chance, une femme écouter attentivement, l'interrompant par intervalles pour lui prouver qu'elle le suit, un homme qui parle un peu sérieusement, pariez ou qu'elle feint l'intérêt pour le dominer, ou que, l'aimant pour autre chose que sa science, elle écoute afin d'avoir le plaisir d'entendre le son de la voix; elle lui passe une manie, rien de plus. Mais voici la revanche. Si, d'autre part, vous voyez un homme un peu sérieux s'arrêter auprès d'une jolie femme, lui parler avec complaisance, l'entretenir de mille riens, dites-vous qu'il

est déjà pris par les yeux, qu'il nourrit quelque arrière-pensée, qu'il espère se faire payer quelque jour la peine qu'il prend; vous aurez bien des chances que le pronostic soit bon. Et pourtant est-il un charme égal à celui de la conversation d'une femme spirituelle et sérieuse, instruite sans pédantisme? Et de quel plaisir délicat ne se privent pas les hommes et les femmes en s'éloignant les uns des autres!

La conséquence de l'état de choses actuel, c'est que les mariages se font chaque jour moins fréquents. Les hommes ne veulent plus se marier. Les goûts frivoles de la femme ont rendu son entretien chaque jour plus dispendieux, à mesure que croît le prix de la vie matérielle. Les hommes préfèrent les filles, qu'ils peuvent quitter à leur gré, qu'ils croient du moins pouvoir quitter, aux jeunes filles honnêtes qu'il faut épouser pour la vie. Les femmes honnêtes sont devenues jalouses des filles; elles témoignent à leur égard d'une curiosité malsaine; elles se demandent quel charme étrange est en elles pour captiver les hommes : elles s'efforcent d'imiter leurs toilettes, leurs façons, leur langage même. Elles s'abaissent ainsi sans succès. Elles n'acquerront jamais les séductions par où les autres peuvent plaire : elles s'ôtent à elles-mêmes les séductions bien plus durables de la femme honnête. Ce qu'elles devraient chercher, ce ne sont pas les grâces des courtisanes, mais les

qualités de la femme d'intérieur. Celles-là, elles seules y peuvent prétendre, et l'homme n'est pas, Dieu merci, assez son propre ennemi pour ne pas sentir, quand il les aperçoit, que là seulement est le bonheur.

On accuse souvent la façon dont se font les mariages en France, et l'on a raison. De part et d'autre, cette recherche des fortunes, cette combinaison des seuls intérêts, ont quelque chose d'avilissant et d'ignoble, sans parler des déceptions qu'elles préparent. Mais on aurait tort de voir ici la cause de la défaveur où l'hymen, de jour en jour, incline à tomber. La véritable raison qui éloigne du mariage, c'est que l'homme en est venu à ne plus désirer de vivre avec la femme. Quand il ne songe point à se marier pour tenir maison, payer sa charge avec une dot ou augmenter le chiffre de ses affaires, quand il n'est point dominé par un de ces violents amours rares par tous pays, quand il ne souhaite pas vivement une famille, quel motif peut le déterminer à quitter sa vie de garçon? Il sait à l'avance que sa femme et lui continueront à faire comme deux petites planètes à part, après le mariage comme avant : leurs vies matérielles se confondront, mais dans la communauté ni l'un ni l'autre ne mettront rien de leur vie intellectuelle et morale. Madame sera dévote, et monsieur ne mettra jamais le pied dans les églises; monsieur sera républicain, et madame sera légitimiste et cléricale; monsieur sera

avocat, médecin, banquier, artiste, homme de lettres : il ne pourra parler à sa femme, ni de ses travaux, ni de ses études, ni de ses affaires. Tout cela l'intéresse bien ! Il est le caissier destiné à payer le ménage, le loyer, la toilette, et ses travaux sont estimés au marc le franc de ce qu'ils rapportent par an. A quoi bon se marier, dès lors? A quoi bon se charger d'une femme, avec laquelle on n'échangera que des banalités, aigres plus d'une fois? Ne vaut-il pas mieux vivre avec ses livres, les amis qui partagent vos goûts, qui parlent votre langue, quitte à chercher, au besoin, où l'on n'aura pas de peine à la trouver, la pacification de ses appétits? Ah ! si dans une jeune fille on pouvait voir véritablement une compagne, si l'on croyait que l'on vivra avec sa femme dans une longue communion de pensées et de sentiments, qu'elle prendra sa part de toutes les préoccupations, qu'elle sera la confidente de toutes les espérances comme de tous les soucis, qu'on trouvera en elle aux jours d'incertitude un conseil, aux jours de défaillance un appui, on n'agirait pas comme l'on fait. On rechercherait le mariage au lieu de le fuir ; car on sent bien au fond que la parole de l'Écriture est vraie et qu'il n'est pas bon que l'homme soit seul !

Certes, ce mal ne date pas d'hier, mais jamais il n'a été plus urgent de le signaler ; chaque jour, en effet, il va s'aggravant. Chaque jour se creuse davantage le fossé qui sépare le monde des femmes

e celui des hommes. Depuis vingt années, la division s'est faite plus profonde. La transformation du catholicisme y a contribué plus que tout le reste. Il y a bien longtemps que les hommes et les femmes reçoivent une éducation différente; les uns l'éducation laïque, les femmes l'éducation cléricale. Mais cette éducation même, jusqu'à ces vingt dernières années, n'avait point rompu ouvertement avec la société moderne : elle la regardait avec défiance, mais elle ne lui avait pas déclaré la guerre. Depuis 1848, la guerre est déclarée. Le catholicisme avait, durant des siècles, donné dans tous ses enseignements le pas à la morale. Le dogme ne sortait guère du sanctuaire, les pratiques étaient peu nombreuses, l'esprit dominait la lettre. Aujourd'hui la lettre est tout et l'esprit n'est rien. Le christianisme s'est fait de plus en plus une religion tout encombrée de formules et de cérémonies. Les commandements de l'Église l'emportent sur ceux de Dieu; les pratiques de dévotion jésuitiques sur les commandements mêmes de l'Église : dévotions à Marie, dévotions à saint Joseph, dévotions aux saints anges, voilà désormais le fond de la religion. On multiplie les pèlerinages, on porte des médailles, des scapulaires, on fait partie de congrégations pieuses, on communie à certains jours et pour certaines intentions, on apporte des offrandes, on se réunit à certaines heures, on échange certains mots mystérieux, on chante certains cantiques. La prédication

ne porte plus sur les devoirs de la vie, elle porte sur les mérites spéciaux de la cinquième plaie du Sauveur, différents de ceux de la quatrième. Sainte Marie d'Issoudun a des vertus spéciales que n'a pas sainte Marie de Lourdes ou de la Salette ou de Chartres. On a des journaux pieux qui font la chronique du surnaturel et vous entretiennent du dernier miracle de la semaine. On lit cela dévotement, en baisant sa médaille bénite ou en regardant le cœur de Jésus, surmonté d'une flamme, traversé d'une plaie béante, laissant échapper des gouttes de sang qui tombent dans un calice. On s'agenouille aux pieds du crucifix, on visite le saint Sacrement. Le mysticisme s'accroît, les nerfs s'excitent. On appelle les hallucinations, on les obtient quelquefois.

Les hommes, pendant ce temps, sont devenus de plus en plus indifférents, positifs, attachés à la science ou appliqués à gagner de l'argent. A cette dévotion inepte, ils haussent les épaules. Les hommes regardent en pitié les femmes; les femmes considèrent les hommes comme possédés de Satan et destinés à la damnation éternelle. Comment voudrait-on qu'ils s'entendent les uns et les autres? Où en serait depuis longtemps déjà l'institution du mariage, si les habitudes, les mœurs, et la nature qu'on ne peut supprimer entièrement, n'étaient là pour opposer quelques obstacles au progrès du mal!...

IV

Le remède, au fond, n'est ni impossible ni même difficile à trouver. C'est l'éducation qui a fait le mal, c'est l'éducation qui peut le réparer. Dans les pays où la femme reçoit une instruction plus solide, elle est beaucoup moins frivole qu'en France. Sans rien perdre de sa délicatesse, elle se montre plus sensée, plus ferme, plus digne, femme et mère de famille plus souvent à la hauteur de ses fonctions. En France même, dans les familles protestantes ou israélites, partout où l'éducation de la jeune fille n'est point confiée aux couvents, dans les familles catholiques libérales, on la trouve plus instruite, moins inquiète, plus préparée aux grands devoirs de la vie, plus voisine de cette femme forte que la Bible célébrait, plus près de ce que le dix-septième siècle appelait, par la plume de la Bruyère, « la femme honnête ayant les qualités de l'honnête homme. »

Les femmes, quelques reproches qu'on puisse justement leur adresser, ont toujours le droit d'invoquer des circonstances atténuantes ; tous les faibles, en ce monde, en peuvent réclamer. Les fem-

mes sont ce qu'elles sont, en grande partie, par la faute des hommes.

Leur premier besoin est de plaire. « Si l'amour est une partie de la vie de l'homme, a dit Byron, il est le tout de la vie de la femme. » A ce mot mystérieux tout tressaille en elle; le rêve de toute jeune fille, c'est d'être aimée. Partout et toujours la femme s'applique à se faire telle que l'homme paraît la désirer. Les femmes croient plaire en étant frivoles, dépensières, inconséquentes. Qu'on leur prouve bien qu'on les aime sérieuses, sensées, intelligentes, elles sauront se faire telles. Ce que l'homme expie chaque fois qu'il souffre par la femme, c'est le tort qu'il lui a fait lui-même. Le jour où Agnès met en péril le repos d'Arnolphe, Arnolphe ne s'en peut prendre qu'à lui-même. Il n'a rien fait pour lui apprendre à se défendre contre les tentations; il a cru, en la maintenant niaise, servir ses propres intérêts; il est juste qu'il soit puni de ses vilains calculs.

Ce sont les hommes qui ont fait les lois et formé les mœurs. Pourquoi, dans ces mœurs et ces lois, n'ont-ils pas fait la part meilleure aux femmes? Pourquoi leur ont-ils refusé les écoles? Elles auraient le sérieux de l'esprit s'ils les avaient fait instruire sérieusement.

Les classes dirigeantes, depuis plus de quarante années qu'elles ont le pouvoir, se sont préoccupées avec soin de l'éducation des hommes; elles n'ont rien fait pour celle des femmes. M. Guizot, au mo-

ment où il présentait sa glorieuse loi de 1833 sur l'instruction primaire, avait préparé un titre relatif à l'instruction des filles. Des difficultés surgirent; le titre disparut sans retour, et M. Guizot lui-même, tout protestant qu'il était, n'y songea plus. Rien ne fut fait pour les filles durant la monarchie de Juillet; combien peu de chose a été fait depuis? Soixante-quinze lycées et plus ont été élevés pour l'enseignement secondaire des garçons. Les gouvernants n'ont pas fondé un seul établissement pour l'enseignement secondaire des jeunes filles. A chaque génération nouvelle on voit se faire un partage de la famille, en haut comme en bas. Aux garçons l'instruction libérale, libre penseuse, voltairienne. Aux filles l'éducation du couvent. A la mère les filles, au père les garçons, comme après un divorce. Louis-Philippe envoyait à la messe sa femme et ses filles, mais il mettait à honneur de rester avec ses fils durant ces mêmes offices, pour bien prouver qu'il ne donnait pas dans des superstitions indignes d'un homme. Quels sont les vrais auteurs de la séparation entre les hommes et les femmes, qui a préparé la guerre dans les ménages, sinon ces législateurs qui, dès l'enfance, ont rompu l'harmonie de la famille?

Allez au fond, cherchez la cause de cette organisation sociale. Vous y trouverez le mépris de la femme. Si l'homme la considérait comme son égale, il lui voudrait une instruction égale à celle qu'il re-

çoit lui-même. On considérerait comme un crime de priver un garçon de l'éducation scientifique ; mais une jeune fille, où est le mal? Est-ce qu'elle n'en saura pas toujours assez? Les jeunes filles ne sont pas faites pour savoir beaucoup ni comprendre beaucoup. Qu'elles sachent plaire et qu'elles aient une dot, cela leur suffira pour trouver un mari. Le couvent, qui n'apprend rien, est bien assez bon pour les filles.

Il faut dire le vrai mot. On n'aime pas en France les femmes instruites. Nos vieux satiriques se sont maintes fois exercés sur le compte des femmes savantes, et Molière a été le plus dur comme il a été le plus grand. C'est bien l'opinion de la bourgeoisie française qu'il a mise dans la bouche du bonhomme Chrysale :

.... Une femme en sait toujours assez,
Quand la capacité de son esprit se hausse
A connaître un pourpoint d'avec un haut de chausse.

Les femmes sont bonnes pour recoudre les boutons, soigner les enfants et tenir les comptes du ménage; elles n'entendent rien aux choses de l'esprit. A l'homme les spéculations de l'intelligence. La femme ne doit non plus parler devant l'homme que la poule devant le coq. Si l'homme veut causer de choses sérieuses, il trouvera d'autres hommes avec lesquels s'entretenir; il ne doit point chercher une

compagne dans sa femme; c'est bien assez qu'il y trouve une ménagère.

J'avouerai, si l'on veut, qu'il y a peu de produits aussi déplaisants que la femme savante française. La femme qui parle et tranche sans cesse, qui néglige sa maison pour ce qu'elle appelle les grandes pensées, qui se produit, se met en évidence, fait étalage de son savoir, et plus souvent encore de son ignorance, qui compose des vers ou en récite, qui prend en pitié son mari, ses enfants, ses amis, vénérables bourgeois indignes d'elle. Elle est la femme incomprise, aux poses mélancoliques et langoureuses; elle parle rêverie et clair de lune; elle a du vague à l'âme. Quiconque s'est trouvé seulement une fois accroché, harponné, confisqué par quelque bas bleu, sous prétexte qu'étant professeur de rhétorique il était fait pour rendre justice à son génie, celui qui a subi les élucubrations d une dixième Muse, celui-là garde pour toute la vie une sainte horreur de la femme savante. Il y a quelque chose de pis, c'est la femme savante politique, déclamatrice, violente, qui crie et divague. Il y a quelque chose de pis encore, c'est la femme savante scientifique; sale et malpropre sur elle, employant à tort et à travers les grands mots de la médecine, de la géologie ou de l'histoire naturelle, travestissant les systèmes qu'elle prétend exposer, coupant dans les congrès la parole aux savants les plus considérables.

Mais la femme savante est-elle vraiment la femme instruite; n'est-elle pas même à l'ordinaire tout le contraire? C'est l'ignorance habituelle des femmes qui engendre la femme savante. Nulle part le bas bleu, cette odieuse variété féminine, n'est aussi commune qu'en France. Chez nous, la femme sotte et déclassée, qui a eu des malheurs, la femme en quête d'aventures, a vite fait de se barbouiller les doigts d'un peu d'encre et de se décerner un brevet de femme supérieure : elle s'en va, sous prétexte qu'elle sait n'importe quoi à peu près, méprisant son sexe ou déclarant la guerre à l'autre. Elle devient une manière de personnage, et il se trouve toujours des imbéciles pour l'admirer. Combien une telle créature aurait moins beau jeu en un pays où les femmes seraient généralement instruites, où la comparaison loin de faire valoir sa médiocrité la ferait pleinement ressortir? On voit des femmes en d'autres pays qui étudient et même qui écrivent, sans pour cela cesser d'être simples, modestes et aimables. On en trouverait quelques-unes de telles jusques en France.

Pour la plupart des femmes, il n'est pas même question qu'elles aient jamais à faire montre de leur savoir. La modestie et la grâce seront toujours les deux charmes les plus exquis de la femme. Mais où a-t-on vu que la modestie et la grâce ne puissent marcher qu'en compagnie de l'ignorance, et que l'on soit nécessairement une pédante parce

qu'on sera en état de lire un bon livre, de suivre une conversation sérieuse et de s'y plaire? Où a-t-on vu que l'on cesse forcément d'être une bonne femme de ménage, une mère de famille dévouée, parce que l'on n'aura pas l'esprit exclusivement occupé de chiffons? On reconnaît aux femmes le courage, la générosité ; on leur reconnaît la finesse, la vivacité, l'esprit; pourquoi vouloir leur contester l'intelligence?

Contradiction singulière et qui pourtant est bien ordinaire chez nous. On se plaint de la frivolité des femmes, et en même temps on les veut ignorantes. Si quelqu'un demande pour les jeunes filles une instruction plus sérieuse : « Quoi! s'écrie un chœur de bourgeois, vous voulez faire des Françaises autant de docteurs en jupons! » — Non, messieurs, nous ne voulons point que chaque maison devienne un bureau d'esprit; mais nous pensons que chacun de vous resterait plus volontiers dans la sienne, s'il y trouvait une femme instruite avec qui causer.

Il est juste que les hommes fassent leur *meâ culpâ*. Mais il ne convient pas que les femmes, de leur côté, se croient à l'abri de tout reproche. Elles aussi sont gravement coupables. Elles jouissent d'une assez grande liberté pour que déjà leur émancipation fût devenue complète, si elles l'avaient énergiquement voulue. Quand on cause avec une femme du monde des réformes à apporter à la

situation des femmes, des libertés à leur accorder, des droits à leur reconnaître, on est étonné de voir combien en général elle se montre peu sympathique à toute réforme dans la condition de son sexe. Ce n'est pas seulement que tout état de chose établi trouve un certain nombre de défenseurs parmi ceux-là mêmes qui en souffrent; c'est aussi, c'est surtout que nombre de femmes s'estiment pleinement satisfaites de la place qu'elles occupent dans la société actuelle et de la part qui leur est faite. Assez intelligentes pour voir ce qu'elles pourraient être, elles préfèrent rester ce qu'elles sont. C'est que les mœurs leur ont accordé ce que la loi leur refuse. Leur situation, en apparence inférieure, a du bon selon elles; elles se sont arrangées pour en tirer bon profit. Elles savent qu'une condition nouvelle et plus haute leur créerait des charges plus pénibles, et ce sont ces charges qu'il ne leur tarde en aucune façon de s'imposer.

Le jour où les femmes prétendront à être réellement les égales des hommes, il leur faudra renoncer en même temps à bien des immunités. Elles deviendront des êtres moraux considérés comme pleinement libres, c'est-à-dire comme pleinement responsables. Combien n'est-il pas plus agréable de se dérober à ces responsabilités? La femme est faible aujourd'hui. Mais que d'avantages dans cette faiblesse! Elle en parle sans cesse, elle la montre, elle en gémit. Comme au fond elle sait

bien souvent à quoi s'en tenir sur cette faiblesse! Elle se laisse aller à la passion, à la colère. Faiblesse. Elle est perfide et astucieuse, elle dénonce, elle trahit, elle écrit des lettres anonymes, elle livre des secrets où sont attachés la fortune et l'honneur d'une famille. Faiblesse. Elle succombe. Faiblesse. C'est l'homme qui a été le tentateur, c'est lui qui l'a perdue. Le coupable c'est lui; elle, qu'a-t-elle fait? Elle a cédé à son bon cœur naturel, à son besoin d'aimer. Qui pourrait être sans pitié pour une faute si touchante? Elle donne aux autres cette excuse, elle se la donne à elle-même. Il y faudra renoncer le jour où la femme aura reçu une éducation solide. Il ne lui sera plus permis d'être coquette, frivole, inconstante. On lui demandera compte de ses actes, de ses paroles. On aura le droit de juger ses fautes sévèrement. Capable de se conduire elle-même, elle sera tenue de se bien conduire. Sa vie sera plus honorable, soit; mais elle sera plus austère.

Elle sera plus laborieuse aussi. Le travail est la loi de toute existence sérieuse. Adieu la paresse alors, la douce paresse. On n'admettra plus l'oisiveté chez la femme. Il ne lui sera plus permis de ne songer qu'aux choses frivoles, d'employer des journées entières à faire des visites inutiles, à s'habiller, se promener, à se montrer. Il faudra s'instruire, lire, occuper son intelligence, employer ses forces à quelque chose d'utile. La fem-

me du monde en est venue aujourd'hui à réduire son travail à la peine d'accoucher. Sa journée se passe à se faire servir. N'est-ce rien que d'être reine et reine fainéante!

Le prestige de la femme, lui aussi, sera atteint. Il faudra qu'elle renonce à ses petits manéges mondains, à son besoin d'adulation. On ne dorlotera plus sa vanité, on ne l'accablera plus de compliments, on ne tournera plus pour elle de madrigaux. L'encens qui brûle sans cesse devant les autels féminins ne viendra plus enivrer agréablement leurs divinités. Le respect de la femme sans doute ne disparaîtra pas, au contraire, mais le respect ne prendra plus les formes humbles et mielleuses. On traitera la femme plus en égale et moins en souveraine.

Il est permis de dire que nul sacrifice ne coûtera davantage aux femmes que celui-là. C'est une chose si douce aux oreilles que la flatterie; ce sont des bonbons si délicieux à croquer que les compliments qu'on leur offre rangés en des boites coquettes! Mais si les femmes savaient réellement de quel prix elles payent ces adulations qu'on leur porte, il est probable qu'elles en seraient moins flattées; elles prieraient ceux qui les leur adressent de les aller offrir ailleurs. On peut avoir de la déférence pour ses égaux, on ressent pour eux une loyale estime qu'on a plaisir à leur manifester; on les loue quand on sent qu'il méritent être loués et

on le fait discrètement. On ne leur fait pas de compliments. On ne flatte que ce que l'on méprise pour s'en moquer ou ce que l'on veut duper pour en tirer profit. Il serait à souhaiter pour les femmes qu'elles pussent entendre de quel ton parlent d'elles, en arrière, ceux qui ont le plus l'habitude de les aborder un madrigal aux lèvres. Ceux qui les vantent le plus à elles-mêmes sont ceux qui les considèrent comme le plus dépourvues d'intelligence : ils ont éprouvé qu'il n'y a banalité si révoltante, éloge si exagéré qu'elles ne prennent pour argent comptant et qui ne les fasse se rengorger sottement. Personne n'est plus convaincu de la bêtise féminine que celui qu'on appelle l'homme du monde achevé.

Et, le plus souvent, l'homme qui s'abaisse ainsi devant les femmes, est celui qui poursuit quelque dessein caché dont la découverte les ferait rougir et s'indigner si elles savaient le pénétrer. Il les cajole, il se met à leurs pieds, parce que demain il sait bien qu'il prendra sa revanche. Il les amène ainsi, avec un sourire, jusqu'au lieu où il les a marquées pour tomber : il leur fait pour la chute un lit de fleurs si doux qu'elles mêmes ne se sentent pas cheoir : et tandis que le lendemain, se réveillant, elles verseront des larmes amères, Don Juan s'en ira, retroussant sa moustache, ajoutant un nom à sa liste, et se disant que la femme est vraiment un charmant petit animal à la condition de savoir le manier.

C'est un spectacle qui se voit tous les jours et qui n'en est pas plus consolant pour le moraliste. Dans un salon, une femme jeune, jolie, intelligente, assise sur un canapé, tandis qu'auprès d'elle quelque adorateur banal, dont le cœur et le cerveau sont vides également, débite son chapelet de galanteries qui ont traîné partout, et offre ses bouquets à Chloris déjà offerts à vingt autres. Elle cependant, souriante, heureuse, est là qui boit comme du lait ces plates fadaises. Elle tourne autour de l'hameçon, l'admire, le grignotte, le gobe; le pêcheur n'aura plus tout à l'heure qu'à tirer la ligne pour jeter sur l'herbe cette carpe.

LIVRE III.

L'ACTION SOCIALE.

Frivolité dans l'esprit, mollesse dans les caractères, voilà ce que nous avons trouvé au fond des classes dirigeantes : ce sont là deux graves défauts pour la partie de la nation à laquelle tant d'avantages sont donnés par la vie : ce sont les pires pour cette partie dont la première vertu est son influence.

Nous n'insisterons pas sur l'exemple donné par les classes dirigeantes. Massillon, dans son *Petit Carême*, à parlé dans une belle langue de la puissance de l'exemple des grands ; les grands du siècle ce sont les bourgeois, et ils peuvent faire leur profit des paroles de Massillon.

Nous voulons laisser de côté cette question de l'exemple, assez souvent traitée par les moralistes et sur laquelle ont été écrits tant de sermons, tant d'articles de journaux, tant de dissertations. Nous

nous bornerons à examiner deux points essentiels à notre avis : l'éducation morale du peuple ; l'amélioration de l'ordre de choses social. C'est ici surtout que doit se manifester l'action des classes dirigeantes. Qu'ont-elles fait de notre temps pour l'éducation du peuple ? Qu'ont-elles fait pour l'amélioration des institutions ?

CHAPITRE I.

L'ÉDUCATION MORALE DU PEUPLE.

I

Il faut regarder d'abord ce qu'ont fait les classes dirigeantes pour la religion. La religion est la première forme sous laquelle apparaissent à l'humanité les idées morales. La forme importe peu, mais le fond importe beaucoup. L'humanité, sans règles de morale pour la diriger, descend au rang des bêtes et retombe dans l'esclavage de l'instinct. Qui n'a pas pour se conduire un principe supérieur à tous les symboles religieux, la science, est bien malheureux si la religion ne le soutient.

Nous avons dit ailleurs ce qu'ont fait pour la re-

ligion ses ministres : voyons ce qu'ont fait pour elle les membres de la société.

Les classes dirigeantes ont passé dans ce siècle par deux sentiments très-différents en matière de religion.

La première période a été la période voltairienne. La monarchie de juillet a marqué son plus bel épanouissement. Le bourgeois d'alors était gouailleur, sceptique, libertin d'esprit. S'il laissait la superstition aux femmes, pour lui il n'en était point la dupe. Il lisait *Candide* et le *Compère Mathieu ;* il appelait volontiers les prêtres des « calotins », faisait élever ses enfants au lycée et se méfiait des catholiques pratiquants. Sa plus grande injure était d'appeler quelqu'un « jésuite. » Il était abonné aux *Débats* ou au *National* selon son éducation. Il répétait les leçons de Cousin et chantait les chansons de Béranger. Son roi lui donnait l'exemple :

Honorez beaucoup Rome et ne la craignez point.

La révolution de 48 changea bien les choses. La bourgoisie avait eu peur durant les journées de juin ; elle se demanda le lendemain comment empêcher le retour de pareilles crises. Elle se demanda si elle n'était pas la première coupable, si elle n'avait pas eu tort de railler et de dédaigner le catholicisme. Les prêtres n'avaient-ils pas raison de représenter l'incrédulité comme la cause de tous les maux, d'annoncer que tout était perdu si l'irréli-

gion n'était arrêtée? Auguste, dans son temps, n'avait-il pas restauré la religion romaine? Napoléon Ier n'avait-il pas rouvert les temples? La bourgeoisie avait fait le mal par son imprudente témérité d'esprit. Il dépendait d'elle de réparer le mal. Frappons-nous la poitrine, récitons le *Confiteor*, et faisons un acte de contrition. A la vérité, il était difficile de croire à la religion, on ne croit pas à ce que l'on veut; loin de croire à la présence réelle, on n'était pas même sûr de croire en Dieu. Mais l'essentiel n'était pas de croire soi-même, mais que les autres crussent; les petites gens, le peuple. Si la religion n'était pas sûrement utile pour l'autre vie, elle l'était certainement pour celle-ci, et c'était le principal. Dieu était un excellent gendarme, le plus solide, le plus vigilant, le moins cher; s'il n'existait pas, il était bien utile de continuer à l'inventer.

Gavarni, dans une de ses caricatures, met en scène deux chiffonniers : « Toi-z-et moi, dit l'un des deux, nous n'avons que faire de religion; mais il en faut-z-une pour la canaille. » Aux liaisons dangereuses près, tel fut exactement le programme de la bourgeoisie.

Ainsi, à la période voltairienne succéda la période hypocrite; elle dure encore. La religion a été envisagée comme un moyen de tenir le peuple, disons le vrai mot, d'abuser de lui. On l'avait regardée comme une adversaire, on ne se gênait pas pour s'exprimer librement sur son compte : on la regarde

comme une alliée, on a fait avec elle alliance offensive et défensive. On lui passe, à elle et surtout à ses ministres, la rhubarbe, pour qu'à leur tour ils passent le séné. Le religion est devenue à la mode; dans les salons on la respecte, dans les discours publics on lui fait sa part. Les opinions religieuses d'un homme sont devenues chose importante pour le succès de sa carrière. Voltaire et Béranger sont démodés; il est entendu qu'il n'y a plus que les esprits vulgaires à pouvoir s'y plaire. Au Corps législatif, Adolphe Guéroult, dans un accès de franchise, s'écria un jour : « Voyons, messieurs, c'est entendu : nous sommes tous catholiques, nous le sommes de nom ; mais, soyons sincères, de catholiques croyants combien y en a-t-il parmi nous? » Ce fut un *tolle* général. Toute la majorité d'alors se leva indignée et l'*Officiel* l'a constaté. « Parlez pour vous, » s'écria M. Granier de Cassagnac, plus indigné que tous les autres. — Et cependant il est certain qu'Adolphe Guéroult disait bien la vérité; c'est de nom, c'est officiellement seulement que la majorité des assemblées, politiques ou autres, est chrétienne en France. On fait baptiser ses enfants comme on a été baptisé soi-même. On fait sa première communion, on se marie à l'église, après la mort on se fait enterrer avec les pompes du culte; les assistant aspergent la bière avec le goupillon, et le prêtre bénit la fosse. Voilà la part que l'on fait à Dieu. Croit-on d'ailleurs aux mystères de la reli-

gion? Non. Croit-on à la divinité du Christ? Non. Aux espérances ou aux menaces de l'Évangile? Non. Se soumet-on aux pratiques de l'Église? Non. S'agenouille-t-on au confessional? Non. Va-t-on à la communion? Non. On ne s'abstient pas de faire gras le vendredi, on ne s'abstient pas du déjeuner les jour de jeûne, on ne s'abstient pas à l'occasion de maint autre péché mignon, on ne va pas à la messe, à moins que l'on ne soit à la campagne, dans son château, là où l'on donne le bon exemple, tout en se faisant voir. Mais, en revanche, on n'entend pas raillerie sur le respect de la religion. Membre du jury, on condamne sans pitié, on prive de leurs droits civiques, les écrivains assez imprudents pour avoir touché à l'arche sainte. Homme politique, candidat, conseiller municipal ou général, député, on tire son chapeau à la religion comme à ses ministres; on observe sa langue, on parle bien des prêtres, des religieux et religieuses, des membres de la Société de saint Vincent-de-Paul, on ménage jusqu'aux simples sacristains, on a de la religion avec ses domestiques, ses fermiers; on vote pour tout ce qui peut faire plaisir au clergé haut ou bas. Il était réservé à notre temps de voir ce spectacle : l'orléanisme dévot. Cette même partie de la société, ce même parti politique, jadis frondeur, railleur, étalant sa libre pensée, devenu sur le tard cagot et dévotieux, faisant montre de ses sentiments pieux, sollicitant les bénédictions du pape et des évêques,

hantant les églises, fréquentant les pèlerinages, espérant en venir à son but à force de brûler des cierges : quelle ironie du sort !

Cette hypocrisie ne trompe personne. Elle avilit un peu ceux qui la font ; elle n'impose pas à ceux vis-à-vis de qui on la fait. Il est devenu trop clair aux petits, qui ont commencé d'ouvrir les yeux, que cette religion n'est autre chose qu'un pavillon destiné à couvrir la marchandise. On sait bien que ceux qui l'étalent ne croient pas au fond, ne pratiquent pas vraiment. Les paysans qui veulent éloigner les oiseaux de leurs fruits et de leurs récoltes construisent avec un peu de paille et une gaule un mannequin, ils mettent une blouse par-dessus et un vieux chapeau. Tel est l'épouvantail de l'enfer que la bourgeoisie voudrait bien élever sur sa propriété. La plupart des oiseaux ont peur de l'homme de paille et s'enfuient battant de l'aile, mais le moineau n'a pas été trois jours à découvrir que le mannequin ne remue pas et qu'il n'y a rien à craindre de lui. Là en est le peuple français. Si on lui montrait une religion véritablement chrétienne, la religion de tous, des pauvres surtout et des déshérités, cette religion trouverait le chemin de son cœur : elle parlerait à sa conscience. Mais il voit trop bien que la religion qu'on lui montre est faite surtout à l'usage des riches ; c'est à eux qu'elle est utile ; c'est eux qu'elle protége ; c'est une religion côté du manche. On s'étonne qu'elle ait peu de succès, quatre-vingts

ans après la déclaration des droits de l'homme!

La bourgeoisie voltairienne de la génération précédente avait ébranlé dans le peuple la foi religieuse : la bourgeoisie hypocrite de la génération nouvelle a achevé l'œuvre.

II

Peu importe, après tout, qu'un symbole religieux dure ou disparaisse. Une religion n'est qu'une forme dans laquelle sont déposées un certain nombre d'idées morales; peu importe ce que devient la forme, si le fond est sauvé. Si un symbole est reconnu faux par le progrès de l'humanité, si les esprits sérieux l'ont condamné, ce n'est pas nous qui demanderons jamais que pour le peuple on le conserve. La civilisation ne doit pas ressembler, et c'est là l'erreur de la bourgeoisie française, à un étal de boucherie où l'on offre aux petites gens les bas morceaux dont les riches n'ont pas voulu. La vie morale est comme la lumière du soleil, qui rayonne aussi bien sur les chaumières que sur les palais. Pourquoi les classes bourgeoises, qui ne trouvent plus dans la religion leur propre vie morale, et sont allées la chercher ailleurs,

n'ont-elles pas cherché à offrir à leurs concitoyens la même nourriture dont elles-mêmes se nourrissent?

Une religion qui est morte ne saurait être galvanisée : la force qui l'avait soutenue s'est retirée d'elle. Eh bien, tant pis pour cette religion ! Mais ce qui est essentiel, c'est que les idées morales, cette lente conquête de la pensée humaine, se transmettent et s'accroissent d'âge en âge; ce qui est essentiel, c'est que toute âme nouvelle s'éveillant à la vie, soit éclairée et échauffée par elles; ce qui est essentiel enfin, c'est que les générations nouvelles, au moment où elles profitent, au point de vue matériel, du bienfait de toutes les conquêtes de la science et de l'industrie modernes, ne retombent pas, au point de vue moral, au-dessous de ce qu'ont pu être les précédentes. La vie du corps adoucie, améliorée, rendue plus facile et plus heureuse, parle aux nouveaux venus de l'existence avec plus de force qu'à leurs ancêtres; elle multiplie autour d'eux ses tentations : a-t-il jamais été plus important, pour maintenir l'équilibre de la nature humaine, pour empêcher l'homme de verser tout entier vers les plaisirs de la matière, de fortifier, par une éducation robuste et saine, la vie intérieure, la vie du cœur et de l'esprit, d'élever les consciences, de multiplier les nobles tentations intellectuelles?

Le crime de la bourgeoisie a été, dès le premier

jour de son avénement, son mépris pour le peuple. Elle l'a parfois cruellement expié : elle méritait d'en être punie. C'est la bourgeoisie qui avait dirigé le mouvement de la Révolution ; elle voulut l'avoir dirigé pour elle seule. Elle s'appliqua à reconstruire, au profit de quelques dizaines de mille familles, une aristocratie intellectuelle aussi bien que politique. Lorsque vint son jour de triomphe, après 1830, elle consentit à accorder au peuple l'instruction primaire ; elle ne la fit ni obligatoire, ni gratuite ; et combien la fit-elle insuffisante dans ses programmes ! C'était là la part des petits, la table servie pour l'office. La loi faite, on n'y revint pas pour l'améliorer ni pour l'étendre : toute l'attention et toute la sollicitude étaient pour l'éducation secondaire. Là, à grand prix, par des soins prolongés, il s'agissait de former des êtres à part, élevés en serre chaude, sans rapport avec le peuple, faits pour le gouverner, l'administrer, lui fabriquer des lois, plaider et juger ses procès, soigner ses maladies. Ceux-là, ceux-là seuls, et pas tous encore, étaient destinés à être le pays légal. Il se fit en effet deux pays dans un seul. La nation d'en haut ne fit rien pour élever à la vie morale la nation d'en bas. Elle ne la jugeait pas en état de comprendre les principes dont elle-même s'inspirait.

Et quelle philosophie, en effet, avait cours parmi la bourgeoisie, que le peuple pût comprendre et saisir ? Chez le grand nombre, il n'y avait rien

qu'un scepticisme plus ou moins spirituel. Les meilleurs avaient certaines opinions de bon goût puisées dans l'éducation littéraire, certain respect de soi-même, certain souci de la décence morale, certaine élévation de sentiments. Les naïfs se nourrissaient du catéchisme de Cousin; ils professaient on ne sait trop quel déisme vague, produit adultérin du déisme de Voltaire et de l'éducation catholique. Leur Dieu était un Dieu-providence qui, toutefois, ne demandait pas qu'on le priât, quelque chose comme un agrandissement du *Dieu des bonnes gens* de Béranger. Béranger, plus encore que Voltaire, a été le grand théologien de la bourgeoisie française. Cousin et ses disciples ont été ses élèves. Que pouvait dire au peuple cette philosophie?

Elle s'est transformée dans ces vingt dernières années; elle s'est transformée en s'éloignant du peuple davantage encore. A l'école de Cousin a succédé l'école de M. Renan. On ne raille plus les religions, on les regarde d'un œil désintéressé et curieux : le temps du critique est venu. Il plane en dilettante au-dessus des diverses formules; il observe l'humanité qui s'égare « dans les tortueuses vallées de l'ignorance et de l'erreur ». Il habite, solitaire et serein, les temples célestes de l'érudition. De sa tour d'ivoire, il voit de si haut les hommes, qu'il n'est pas bien sûr qu'il les voie encore. Il ne trouve pas bien nécessaire, au fond, « que le Papou ait une âme. » Hormis quelques esprits supé-

rieurs, une fort petite élite dont il fait partie, le critique estime que le reste de l'humanité eût pu se dispenser de naître, ou plutôt ce n'est pas pour lui que ce reste est né. *Fruges consumere nati*, voilà toute sa destinée. Le commun des hommes sont des appareils vivants où la matière organique s'élabore et s'affine. Les générations de la foule sont le fumier sur lequel pousseront quelques rares fleurs. Qu'importe, après tout, que ces générations soient plus ou moins heureuses ou plus ou moins écrasées? Religions, révolutions politiques ou morales, bouleversements des empires, esthétiques et littératures, ce sont là des phénomènes que le philosophe se charge d'expliquer après coup, qu'il explique avec trois ou quatre mots: les langues, les mythes, les races. La « grande curiosité » est le seul but noble de la vie, et cette curiosité est permise à quelques privilégiés seulement. Ce que ces philosophes ont trouvé de mieux vis-à-vis des petits, c'est « le dédain sympathique. » Que peut faire pour le peuple une doctrine philosophique qui lui refuse sa part? Combien d'êtres humains peuvent se vanter d'exister pour cette belle doctrine de l'impassibilité olympienne et du dédain sympathique?

III

Il n'est qu'un maître également fait pour tous, grands et petits, riches et pauvres, peuple et bourgeois ou seigneurs; ce maître c'est la science. Selon que l'intelligence est plus ou moins vigoureuse, que les loisirs pour l'étude sont plus ou moins considérables, chacun avance plus ou moins dans les voies de la science; mais, en dépit des différences pour ce qui est de l'étendue des connaissances, il y a quelque chose de commun entre tous ceux qui ont été éclairés par elle : c'est la méthode. Les mêmes règles dont on fait usage pour élucider les problèmes les plus ardus sont celles qui ont résolu les problèmes les plus élémentaires. Savoir raisonner, savoir observer, distinguer entre un préjugé dont rien n'a encore établi ou la vérité ou la fausseté et une vérité assurée par des preuves : l'esprit en qui ont pénétré ces principes peut faire un homme. Toute vérité, petite ou grande, acquise par la science, est acquise à tout jamais et ne peut plus être perdue. On a posé sur le roc des assises que nul orage ne peut emporter. L'ouvrier, le paysan, qu'on aura habitué à réfléchir sur lui-même

et sur la vie, retrouvera dans son cœur, aussi bien que le philosophe ou le lettré, ces principes du beau, du bien, du vrai, ce sentiment de la dignité humaine, ce respect de la faiblesse, ce culte de la justice, cette sympathie et cette solidarité, qui sont les phares de la conscience et éclairent à quiconque une fois allumés en lui les routes si souvent obscures de la vie.

A côté de cette portion des classes heureuses que nous avons montrée, n'ayant pour philosophie qu'un scepticisme aimable ou un dédaigneux dilettantisme critique, il en est une autre — et, Dieu merci, chaque jour croissante — à laquelle a été donnée l'éducation de la science, à laquelle on a montré l'usage des méthodes sérieuses. C'est en cette portion qu'est placée l'espérance du pays. Ces hommes, comme bien d'autres, plus que les autres encore, ont chassé de leur esprit les symboles et les formules. Interrogez-les : que de choses ils ignorent! Ils n'affirment rien dans l'ordre du surnaturel ou de la métaphysique, habitués qu'ils sont à ne parler que de ce qu'ils savent. Ils cherchent la vérité patiemment, courageusement. Ils ne sont pas plus malheureux pour cela : ils savent que l'ignorance relative, et bien considérable toujours, est la condition de l'humanité; mais ils ont pour conduire leurs actions quelques règles de morale. Ces règles ne sont ni vagues ni équivoques. Elles sortent de la conscience même, et pour les décou-

vrir, tout homme n'a qu'à s'interroger. Il n'a qu'à descendre en lui-même pour les retrouver à toutes les heures claires et précises. Voilà la première science, et accessible à tous. Nul homme n'a été jeté sur l'océan de la vie sans être pourvu de cette boussole. Elle suffit pour s'orienter à quiconque en a appris l'usage.

Le temps est passé des croyances naïves. C'est perdre son temps que d'insister sur ce qu'avaient de poétique, de séduisant, de bienfaisant, les mythes des vieux âges : la jument de Roland avait mille qualités, mais elle est morte. On ne ramènera pas, quoi que l'on fasse, l'ignorance populaire à la foi naïve de l'an 1200.

Prétendre qu'une religion, dont on ne veut plus pour soi-même, est bonne encore pour le peuple, c'est une sottise doublée d'une impertinence. Mais on peut faire que le peuple reçoive, lui aussi, l'éducation scientifique ; on peut féconder dans toutes les âmes et fortifier ce sentiment naturel du juste et de l'injuste sur lequel repose toute la morale.

Que faut-il pour cela ? Des écoles, beaucoup d'écoles, de bonnes écoles.

Le nombre des écoles est insuffisant aujourd'hui : il faut qu'elles soient multipliées. Il faut aussi et surtout que l'enseignement dans ces écoles soit autre qu'il est aujourd'hui. Il faut que le peuple y reçoive les rudiments des diverses sciences ; il faut qu'il y reçoive des notions d'histoire géné-

rale, qu'il apprenne l'histoire de son pays, qu'il apprenne à l'aimer, qu'il soit fier de le servir. Il y a toute une religion dans l'amour de la patrie, une religion trop abandonnée aujourd'hui. Il faut que tout Français, enfant du peuple aussi bien que bourgeois, soit instruit de ses droits de citoyen et aussi bien de ses devoirs. Il faut enfin que, dans toutes les écoles, la morale soit enseignée. Non cette morale passive qui consiste à obéir sans les comprendre aux prescriptions d'un catéchisme; mais cette morale virile où l'esprit toujours vivifie la lettre. Il n'est personne, en bas ou en haut, qui ne doive comprendre ces quatre mots qui dominent la vie : le devoir, le sacrifice, la justice, la solidarité.

Ce n'est pas assez que des écoles soient ouvertes pour les enfants; il faut que les cours à l'usage des adultes soient multipliés, afin que partout l'ouvrier, après sa journée de travail, puisse venir entretenir, fortifier, agrandir, compléter ce que lui a dit jadis le maître d'école. Ce n'est pas tout des enseignements de la science; il faut que de tous côtés s'ouvrent des écoles de littérature, de musique, de dessin, destinées à développer le goût des arts et le sentiment de l'admiration. Les conférences, les expositions, les concerts, voilà les véritables églises de l'humanité moderne.

Quand tout cela aura été fait, quand partout, comme l'eau dans les fontaines publiques, s'of-

friront à tout venant les sources de la vie morale, alors, mais alors seulement, les classes dirigeantes pourront dire qu'elles ont fait ce qu'elles devaient pour l'éducation du pays.

On donne aujourd'hui, pour adoucir les misères du pauvre, quelques francs ou quelques sous ici ou là; on donne sans dire une parole, sans chercher à relever les courages, sans prendre soin d'améliorer les âmes, sans rien mettre de sa pensée en contact avec la pensée des malheureux; et l'on se croit quitte envers ceux qui souffrent, on croit avoir fait tout ce que réclame la solidarité humaine, tout ce qu'exige le titre, auquel on prétend, de classes dirigeantes!

Quiconque, visitant un grand établissement industriel, une de nos houillères du Nord, par exemple, a rencontré ces escouades de mineurs qui vont s'ensevelir pour huit ou dix heures, ou qui, après leur rude labeur achevé à trois mille pieds sous terre, s'en retournent harassés et courbés, couverts de boue, inondés d'eau, n'a pu, s'il porte dans sa poitrine un cœur d'homme, s'empêcher de songer que la vie est rude en ce monde à beaucoup, et que la loi du sort vend, au prix de la sueur du plus grand nombre, les loisirs intelligents qu'elle donne à quelques-uns. Il y a pourtant un spectacle plus douloureux; c'est de voir ces mêmes ouvriers, au jour de la paye, sortir du bureau du caissier, pressant dans leur gousset le gros salaire des heures

pénibles de la semaine. Où vont-ils maintenant que leur bourse est pleine? Songent-ils à leur vieillesse, à leur femme, à leurs enfants? Vont-ils prendre un livret de la caisse d'épargne, ou seulement acheter quelque meuble pour la maison? Si le plaisir présent les attire davantage, quelle distraction vont-ils chercher pour le jour du repos? — Ils courent au cabaret le plus proche.

Écoutez, regardez : ils causent haut, ils chantent, ils se portent des défis; rien n'est trop beau ni trop cher pour eux; le champagne coule à flots; bien peu se lèveront avant que la bourse soit entièrement vide, avant qu'ils aient laissé leur raison au fond du dernier verre de schnick ou de fil-en-quatre. Quelle dégradation, quel horrible abrutissement! « Et l'on voudrait, disent quelques-uns, que nous nous intéressions à ces ivrognes! On les paye trop encore, vous le voyez. Mieux vaudrait pour eux-mêmes gagner moins : ils ne pourraient pas autant nuire à leur propre santé.... » — Vous avez raison, excellents bourgeois; mais quelles distractions voulez-vous donc qu'ils cherchent, ces malheureux porions, le jour où leur poche est pleine, sinon les plus vulgaires, celles de la pure vie animale? Que peuvent leur dire un livre, un concert, une jouissance de l'esprit? Vous n'avez pas même respecté l'enfance en eux; vous avez permis qu'ils fussent mis à un travail absorbant, abrutissant, dès que leurs bras ont pu faire un effort et leur corps

porter un fardeau. Aujourd'hui, les tentations matérielles sont là qui les appellent; elles s'offrent à eux, car la concurrence a rendu leurs journées disputées : il faut les payer cher; ils sont riches à certains jours. Vous n'avez rien fait pour mettre à leur portée les tentations généreuses, et vous voulez qu'ils ne succombent pas aux premières! Esprits délicats, âmes distinguées, lettrés et artistes, vous dont le suprême plaisir est d'entendre *Don Juan* à l'Opéra, ou une symphonie de Beethoven au Conservatoire; vous que Shakespeare enthousiasme et que Velasquez ravit, dites-nous, que feriez-vous, vous les premiers, à la place de ces déshérités!

CHAPITRE II.

LE RÔLE POLITIQUE.

Depuis vingt-sept ans le suffrage universel est le régime politique de la France. On peut discuter si ce ne fut pas une imprudence d'établir ce régime avant d'avoir, par l'instruction obligatoire, assuré le discernement du choix aux citoyens, avant de mettre aux mains de tous le bulletin de vote; deux choses sont également incontestables : l'une, que le suffrage universel est l'application d'un principe de justice; la seconde, c'est que le suffrage universel, accordé prématurément ou non, ne saurait être aujourd'hui retiré. Ceux-là mêmes qui sont ses plus acharnés ennemis et s'efforcent, par toutes sortes d'artifices, de le restreindre, n'osent ouvertement proposer de le détruire. Une redoutable et triste expérience a montré aux hommes politiques que

les entreprises faites contre lui ne servent, en réalité, qu'à favoriser les menées des conspirateurs, qui, après avoir prêté en dessous la main aux attaques contre le suffrage universel, se font, aux jours de coup d'Etat, un prétexte spécieux auprès du peuple de l'intérêt que, disent-ils, leur inspirent ses droits.

Mais si le suffrage universel a mis aux mains de tous les citoyens des bulletins qui tombent dans l'urne d'un poids égal, il n'est pas vrai qu'il ait donné à tous une part égale sur les destinées du pays. Tandis que les uns n'ont à la main qu'un vote, le leur, dont il n'est pas même vrai de dire qu'ils disposent librement; les autres, au contraire, comptent, non pas seulement pour leur voix personnelle, mais pour toutes celles qu'ils sont en état de rallier à la leur. Leur initiative, leur influence, leur fortune, leur don de persuasion ou leurs moyens de domination, les avantages dont ils jouissent sur les autres hommes, sont autant de coefficients qui multiplient leur valeur. Il y a les électeurs dirigés, il y a les électeurs qui dirigent; et tout suffrage, même direct, revient à un véritable suffrage à deux degrés, où la foule ne fait que ratifier les choix faits par un petit nombre. Les choses se sont jusqu'ici ainsi passées et se passeront bien longtemps encore ainsi; et nul ne doit songer à s'en plaindre si l'influence des grands électeurs s'opère pour le bien général, si elle s'exerce uni-

quement par les moyens légitimes de la supériorité intellectuelle et de la persuasion.

Ainsi, même sous l'empire du suffrage universel, la prépondérance politique appartient à une partie seulement du corps électoral; même lorsque l'administration (qui trop rarement est fidèle à ce devoir) se tient éloignée de toute pression, c'est un petit nombre de chefs qui conduisent à la bataille du scrutin l'armée des citoyens qui votent.

Et ce n'est pas au jour du scrutin seulement que s'exerce la prépondérance d'une petite partie de la nation : c'est le lendemain plus encore. Ici même le mot de prépondérance n'est plus juste. C'est toute la puissance de la nation qui a passé en quelques mains. Nulle part, en notre pays, pas plus pour les affaires de la commune que pour celles de l'État, la souveraineté nationale ne s'exerce directement. La représentation est le principe de toutes nos assemblées. A tous les degrés de l'échelle, l'électeur est chargé de désigner un mandataire qui décidera pour lui; jamais il ne décide lui-même.

Or, qui sont les hommes auxquels sont délégués les pouvoirs; ceux qui le lendemain se trouvent investis de tous les droits appartenant, en principe, la veille, à leurs commettants? Si vous regardez la loi, tous les électeurs sont en même temps éligibles; si vous regardez les faits et la réalité, les choses changent. Ici plus encore, la fortune, les situations acquises retrouvent tous leurs avantages.

Il faut le loisir, il faut l'instruction, il faut certaines capacités spéciales pour exercer tel ou tel mandat; et le peuple n'a des droits politiques, en quelque sorte, que pour en confier l'exercice à des hommes qui ne font pas partie du peuple. C'est hors de lui qu'il est contraint de choisir ses députés, ses conseillers généraux, souvent jusqu'à ses conseillers municipaux. Rien de mieux si ces mandataires se souviennent des intérêts dont la défense leur est confiée; rien de plus triste s'ils l'oublient.

Proudhon a écrit, avec sa vigueur ordinaire, un livre intitulé : *De la capacité politique des classes ouvrières*. Il y conseille aux ouvriers de choisir parmi eux à l'avenir leurs représentants. Pas plus après ce livre qu'auparavant, les candidatures ouvrières n'ont pu s'établir sérieusement en France. Le plus souvent elles ont échoué; quand elles ont réussi par exception, elles n'ont donné que des résulats médiocres. L'ouvrier Albert, malgré son intelligence, malgré son honnêteté, ne put jouer qu'un rôle effacé dans le gouvernement provisoire de 1848, aussi bien que le sergent Boichot à l'Assemblée législative. Ceux que leurs camarades des classes laborieuses ont investi d'un mandat, le lendemain du jour où ils ont pris place dans une assemblée composée en majorité de membres des classes bourgeoises, sont les premiers à sentir qu'ils ne respirent plus l'air auquel ils étaient accoutumés. On ne parle pas, on ne pense pas, on ne sent pas

autour d'eux comme ils sentent eux-mêmes. Dans l'éducation, dans les manières, dans les raffinements du langage, mille choses leur manquent que possèdent leurs voisins. Ils sont embarrassés pour développer une idée générale, les ressources de l'élocution leur font défaut dans une discussion. On parle latin et ils n'entendent pas le latin. Il leur manque cette élégance un peu cherchée de la parole, sans laquelle nul, en France, n'a jamais acquis d'autorité dans une assemblée. On raille leurs intonations, leur coiffure, leur façon de s'habiller ou de se tenir. On leur décoche des allusions malignes qu'ils sentent, auxquelles ils ne peuvent répondre, incapables qu'ils sont de parer et de riposter à cette escrime délicate où l'on fait assaut avec des armes plus souples, plus fines, plus légères que celles dont ils ont l'habitude. Ils sont gênés, mal à l'aise. Où ils étaient la veille, ils étaient les premiers; dans ce milieu nouveau, c'est leur infériorité qui les frappe. Intimidés, dépaysés, ils cherchent à s'effacer; ils ne rendent presque aucun des services qu'on attendait d'eux, et leurs enthousiastes d'hier, leurs commettants, sont bientôt les plus sévères à les juger.

Quelques-uns d'entre eux, par un effort surhumain, acquièrent ce qui leur faisait défaut. Ils parlent, ils écrivent aussi correctement que qui que ce soit. Que font ceux-là, sinon passer à trente ans ou à quarante, dans ces classes dirigeantes où tant

d'autres enfants d'ouvriers ont passé à l'adolescence, grâce à l'éducation du collége? Mais le plus souvent la transformation ne se fait qu'à demi; des habitudes sont prises, dans l'esprit, dans les manières, dans le caractère, avec lesquelles il est impossible de rompre. Ils deviennent alors une manière de déclassés d'un ordre particulier. Le bourgeois jaloux constate toujours, avec une sorte de morgue sotte, ce qui leur manque pour être des siens. Ils ne sont plus davantage de la classe ouvrière de laquelle ils sont sortis. Pour l'ouvrier ils sont devenus des messieurs; ils ne portent plus sa blouse, ils ne partagent désormais ni ses travaux ni ses distractions. Situation fausse, qui fut presque toute la vie celle de l'homme extraordinaire qui s'appelait Proudhon.

Ainsi, par la force des choses, le peuple est amené, chaque fois qu'il a des mandataires de ses intérêts à choisir, à les choisir au-dessus de lui. Il ressemble au plaideur qui, ne sachant pas le droit, est forcé de remettre son procès à l'avoué et à l'avocat.

Or, comment se conduisent le plus souvent les mandataires? Ici, que les classes dirigeantes se frappent la poitrine. Cette confiance, que les classes ouvrières sont réduites à leur accorder, ils en usent le plus souvent pour la tromper. Ce rôle de l'avocat simoniaque, qui accepte une cause pour la livrer à l'adversaire, combien de fois n'a-t-il pas été celui des représentants du peuple? Si du

moins ces mandataires n'avaient rien fait pour attirer la confiance, s'ils n'avaient jamais caché ce qu'ils pensaient et comptaient faire, il resterait à chacun d'eux cette ressource de dire : « Pourquoi êtes-vous venu à moi ? pourquoi m'avez-vous pris? Je ne vous avais pas promis le zèle pour votre cause. Que ne vous adressiez-vous à quelque autre dont vous eussiez été plus sûr? »

Mais non. On se garde bien de montrer cette franchise. On va au contraire au-devant de la confiance populaire; on la sollicite, on la brigue, on l'achète. On met tout en œuvre, amitiés, parentés, démarches, pour obtenir d'être le candidat préféré. On a la bouche pleine de promesses comme les yeux pleins de sourires. Le lendemain, il est vrai, quand le tour est joué, on redevient aussi superbe et arrogant qu'on s'était fait la veille humble et docile. Quelqu'un a fait la caricature du candidat avant l'élection et du député après. La caricature est vieille de trente ans : elle est restée toujours actuelle, comme toujours au-dessous de la réalité. On en est venu à pratiquer ce double jeu sans vergogne ni remords. Il est convenu, dans les classes dirigeantes, que serments d'amoureux et promesses de candidats obligent aussi peu les uns que les autres. On a été nommé comme représentant de certaines idées politiques ; on passe au parti contraire sans scrupule. On a imprimé des déclarations solennelles dans sa profession de foi : on y man-

que ; on repousse les lois qu'on avait pris l'engagement formel de soutenir. Cette apostasie est devenue si commune qu'elle ne choque plus. On est obligé de subir le suffrage universel et d'agir en son nom : il reste la ressource de l'escamoter.

Et voici le résultat auquel on est arrivé. Le peuple aujourd'hui a perdu la confiance dans les classes bourgeoises. Le paysan met des formes à l'avouer ; l'ouvrier le déclare très-haut. Le rat de la fable qui avait laissé sa queue à la bataille se méfiait des blocs enfarinés. Le peuple ne croit plus aux bourgeois, et pourtant il ne peut se passer d'eux.

Que suit-il de là ? Il suit que ceux des bourgeois que le peuple préfère deviennent de plus en plus ceux qu'il voit mal vus, repoussés dans leur propre classe. Il les aperçoit en lutte avec leurs pareils, et par conséquent il les juge moins dangereux pour lui. Ils ont en main les armes dont il est besoin d'avoir le maniement pour vaincre de communs ennemis. Il va à eux. Que de choix l'on pourrait citer qui n'ont eu d'autre cause que celle-là !

Cette fois du moins, le peuple a-t-il mieux placé sa confiance ? Bien souvent, hélas ! non. Ceux-ci le trompent également, et plus encore que les autres. Que sont-ils en effet trop souvent ? Des hommes que leurs défauts, leurs vices, la fausseté de leur jugement ont empêché de faire leur chemin dans leur propre classe ; qui, mécontents de la société, l'accusent ne voulant pas s'accuser eux-mêmes, et

ne peuvent pardonner aux autres leur médiocrité intellectuelle et morale. On les dédaigne parmi ceux que leur origine avait fait leurs pairs ; on les boude, on les repousse. Ils se tournent alors vers le peuple qui les adopte. Ils se transforment en martyrs, et souvent l'ouvrier a la naïveté de les croire. Quand il ne les croirait pas, comment ne se dirait-il pas qu'il peut du moins profiter de leur concours ? Les apostats et les transfuges ont été de tout temps les plus redoutables des adversaires. Qui sait mieux le côté faible de la citadelle que le soldat qui passe à l'ennemi ? Ainsi, la coalition de l'Europe se servait de Moreau pour combattre Napoléon et les armées françaises. Ainsi les plébéiens de Rome acclamaient jadis Catilina, Curion, César, ces patriciens qui avaient passé armes et bagages dans leur camp.

La vieille leçon tant de fois donnée par l'histoire se recommence et se répète. Les fruits secs de la bourgeoisie, rejetés vers la classe ouvrière, commencent par flatter le peuple pour le tromper bientôt. Ils n'ont d'abord à la bouche que les mots de dévouement, d'abnégation. A peine arrivés par le peuple, ils n'ont d'autre pensée que de le trahir. Ils n'attendent qu'une occasion de vendre avantageusement leur conscience, de rentrer, en faisant la loi, dans la classe qui jadis les avait bannis. Ils reviennent comme Coriolan à la tête des Volsques ; comme lui, au moment suprême, ils se souviennent

qu'ils sont Romains et non pas Volsques. Le peuple expie par de nouveaux repentirs la confiance qu'il avait placée en eux. Comment n'eût-il pas été pris cependant ? Il les entendait parler contre ceux dont il souffre lui-même ; il les en voyait souffrir comme lui. Ils lui faisaient de si belles promesses ! L'honnête homme, le libéral sincère, qui ne veut rien promettre qu'il ne puisse tenir, celui-là n'annonçait que de petites améliorations, celui-là ne faisait espérer que des réformes lentes; mais, à l'autre, rien ne coûtait : il accumulait les engagements ; il multipliait les serments ; qui eût pu croire qu'il n'était pas le véritable ami du peuple ?

A qui la faute, une fois encore, de ce mal qui est si grave, qui va chaque jour s'aggravant ? Aux classes dirigeantes dont la conduite a été déloyale. En suscitant la défiance, même envers les honnêtes gens, elles ont préparé le succès des intrigants. Vous riez, braves bourgeois, chaque fois que d'une élection vient à sortir par hasard le nom d'un homme que vous savez un indigne. Cela vous donne un prétexte à déclamer contre le suffrage universel, à railler la sottise populaire. Vous devriez bien plutôt vous frapper la poitrine. C'est vous que de pareils choix accusent; non pas seulement parce que vous avez refusé au peuple, en lui déniant l'instruction, le moyen de choisir avec discernement, mais aussi, mais surtout, parce que, si le peuple n'avait légitimement cru avoir en vous des ennemis,

votre acharnement contre un nom n'eût point été à ses yeux la meilleure des recommandations.

C'est un crime de tromper les enfants parce qu'ils sont hors d'état de démêler la fraude ; ce n'est pas un crime moindre d'abuser, pour tromper le peuple, de la supériorité de son intelligence et de son instruction. L'innocence et l'ignorance sont sacrées. Votre rôle était d'employer votre influence pour le bien de tous : vous n'en avez usé que pour votre profit. Vous recueillez la moisson que vous avez semée.

Il faut pleurer sur la pauvre humanité souffrante que la même fatalité n'a cessé de poursuivre. Quand elle remet ses intérêts aux classes supérieures, celles-ci n'usent le plus souvent de sa confiance que pour la tromper ; quand, devenue défiante, elle en charge ceux en qui elle croit voir des ennemis de ces classes, elle n'est guère plus heureuse. Qui peut s'étonner que, par accès, le désespoir la prenne, qu'elle s'emporte en éclats terribles, que, n'écoutant plus qu'elle-même, toute à la fureur et aux désirs de vengeance, elle déchaîne ses tempêtes ? Hélas ! au lendemain même de ces orages, son sort redevient plus misérable que la veille !

Un parti d'honnêtes gens a pourtant surgi entre les aigrefins politiques : la cause républicaine a ses champions qui, figurant aux premiers rangs des classes bourgeoises par l'intelligence, l'indus-

trie, les situations acquises, ont cependant senti en eux le respect de la justice engendrer l'amour du peuple. Au travers des difficultés, des préjugés, des résistances, au prix de l'impopularité et au besoin de l'ingratitude, ils poursuivent la réforme sociale et l'affranchissement de tous. Quand ils demandent au peuple sa confiance ils ne le trompent pas ; ils tiennent leurs engagements et remplissent leur mandat. Ce sont eux qui, chaque jour, amènent les ignorants aux idées républicaines ; ce sont eux qui rétabliront la paix sociale, le jour où dans la classe bourgeoise ils seront la majorité, car le peuple verra ce jour-là que la redingote n'est pas l'ennemie de la blouse.

CHAPITRE III.

LA CHARITÉ, LA JUSTICE ET LA SOLIDARITÉ.

Il ne faut pas raisonner longtemps avec la majorité des personnes appartenant à la bourgeoisie pour voir que l'opinion suivante est au fond des esprits :

« Il se peut que le monde actuel soit médiocre, imparfait, injuste même. Ce n'est pas moi qui l'ai fait, et, s'il est mauvais, je m'en lave les mains. Parlons de moi seul. Ma fortune, que je l'aie gagnée moi-même ou que d'autres l'aient gagnée pour moi, ne doit rien à personne. J'ai tiré un bon numéro à la loterie de la vie ; est-ce là un crime ? Si j'étais pauvre, je travaillerais, je me résignerais. Je suis riche, je me repose et je jouis de ma richesse. Qui peut m'en faire un reproche ? Je ne demande rien à personne, je ne fais de tort à personne, je ne prends rien à personne. La propriété est

le droit d'user et d'abuser; j'use et j'abuse, nul n'y a rien à voir. De temps en temps, souvent même, je secours les malheureux, je fais quelques aumônes. Peu ou beaucoup, après tout, je suis le maître. Si peu que je donne, on doit m'en savoir gré, car je ne suis tenu de donner rien du tout. Dieu pour tous en ce monde, et chacun pour soi. On a le droit d'exiger de moi la justice, on n'a pas le droit d'exiger la charité. »

Il faudra longtemps pour arracher ce préjugé de la conscience des heureux de ce monde, car il n'en est pas de plus invétéré. Cependant, nous ne craignons pas de le dire, il n'est pas d'idée plus fausse, il n'en est pas de plus funeste à l'humanité. L'opinion bourgeoise sur ce point n'est pas à réformer, elle est à changer entièrement.

Nous avons déjà touché cette matière plus d'une fois; il ne faut pas se lasser d'y insister; cette idée est celle qui domine tout ce débat; tout le livre est dans ce seul chapitre.

On paraît croire qu'il existe deux sortes d'hommes, les uns faits pour travailler, pour ahaner, gagner la vie des autres; les autres pour se reposer, jouir, se réjouir. Là est l'erreur : le travail, la peine, l'effort sont pour tous également la loi de la vie; ils sont la condition de la moralité pour les individus, du progrès pour l'espèce.

« L'homme n'est pas né pour être heureux, a dit sagement le philosophe auquel nous avons emprunté

l'épigraphe de ce livre; mais il est né pour être un homme à ses risques et périls. »

Si toutes les jouissances devaient être ici-bas pour les uns, toute la souffrance pour les autres, le partage serait trop inique, le monde trop mauvais. Un tel monde, en vérité, ne mériterait pas de durer un seul jour. Si vous avez droit, messieurs les riches, à ne prendre de la vie que le plaisir, qui de vous pourra trouver mauvais que ceux qui ont travaillé jusqu'ici pour vous veuillent à leur tour avoir leur part de jouissances, ou simplement qu'ils se refusent à faire plus longtemps leur métier d'ilotes au profit de maîtres fainéants?

Si vous croyez que le monde doit demeurer tel, si vous souhaitez que tel il demeure, ayez bien soin de tenir le peuple abattu, opprimé, abêti. Vous aurez raison de ne lui permettre aucune liberté, aucune instruction, de forcer ses yeux à demeurer fixés sur la glèbe. Malheur à vous s'il relève la tête vers le ciel! Comme Israël en Égypte, il ne songera plus qu'à sa délivrance, un instinct de révolte fermentera dans sa conscience dès la première heure où s'y éveillera le sentiment de sa dignité. Vous ne mettrez jamais un joug assez lourd sur son cou. Il vous faudra trembler sans cesse pour les biens dont vous jouissez seuls. En vain vous emploierez tous vos artifices pour le tenir en esclavage; un jour viendra où, dans quelque terrible soulèvement, il brisera ses fers; Samson rompra les liens dont il est tenu

enchaîné. Ce sera le jour des colères, des implacables vengeances; ce jour-là qui vous plaindra, vous qui n'avez jamais songé qu'à vous seuls?

Il n'y a point entre les enfants d'un même pays diverses races, les unes supérieures, les autes inférieures; tous naissent également d'une femme, tous également vont au tombeau. Tous sont pourvus des mêmes organes, également capables de travail, également faits pour la douleur et le plaisir, également appelés par la nature à prendre leur part des biens et des épreuves d'ici-bas. Il n'est pas juste que tous les biens soient pour les uns, toutes les misères pour les autres.

Il faut le dire, il faut le répéter. Personne n'a le droit de faire de sa propre jouissance le but de la vie; personne n'a le droit de s'affranchir de la loi du travail pour le bien de tous. En bas, c'est la nécessité qui l'impose; en haut, il faut que ce soit le progrès de la moralité, le sentiment du devoir qui n'a pas besoin de la contrainte.

Personne ne naît pour lui seul. Si la nature a mis dans le cœur des hommes cet instinct généreux qui se réjouit du bonheur d'autrui, qui souffre de ses souffrances, ce n'est pas pour que nous ayons le droit de l'étouffer. Il n'est pas permis de vivre pour soi seul. Si chaque homme pouvait vivre pour lui seul, la société n'existerait pas. L'individu suivrait sa voie solitaire à la façon de tant d'espèces d'animaux, sans donner, sans recevoir. Il n'y a plus de

société s'il est permis à un seul membre de se désintéresser du sort de tous les autres.

Il faut ôter de la tête des classes dirigeantes cette théorie de la charité facultative qui, prétendent-elles, leur conseille seule la bienfaisance. On peut faire la charité ou ne la pas faire : nulle obligation n'y peut astreindre. On règle soi-même la part que l'on veut donner du sien aux pauvres, aux malheureux, et naturellement on la fait le plus souvent petite, quand on ne la supprime pas tout à fait.

Là n'est pas la vérité. Ce n'est pas au nom de la charité qu'il faut dire aux classes dirigeantes qu'elles ont des devoirs à remplir vis-à-vis du reste de l'humanité, c'est au nom de la justice ; la justice de laquelle nul être n'a le droit de s'affranchir.

La solidarité n'est rien que la forme suprême de la justice. La justice ne peut consister, dans une société, seulement à ne pas faire de mal à ses semblables ; elle consiste au moins autant à leur faire le bien possible. Le poëte moderne a eu raison qui a dit :

> Il se faut entr'aider, c'est la loi de nature,

comme le poëte ancien avait dit :

> Homo sum : humani nihil à me alienum puto.

Il n'est pas vrai qu'un homme ait le droit de ne penser qu'à lui, de ne vivre que pour lui. L'humanité tout entière ne fait qu'une seule espèce, qu'une seule famille ; c'est seulement par le concours de

tous ses membres à l'œuvre commune que la civilisation peut fleurir, le progrès se développer sur la terre. La sympathie, que les plus égoïstes, les plus pervertis mêmes ne peuvent entièrement chasser de leurs entrailles, n'est rien que la solidarité inconsciente. Dans une ruche, chaque abeille a sa fonction déterminée, son poste assigné; c'est l'effort commun de toutes les travailleuses qui fait la prospérité. Le poëte a décrit en vers immortels cet admirable concert. La reine, qui ne va chercher ni le miel ni la cire, qui ne bâtit pas de cellules, qui n'élève pas les jeunes abeilles, la reine travaille comme les autres abeilles; c'est elle qui, dans chaque cellule, va pondre l'œuf d'où une nouvelle abeille sortira.

La nature poursuit comme but principal la durée, l'amélioration des espèces; elle n'a mis le plaisir sur la route des individus que pour les pousser plus ardemment à l'accomplissement de la fonction utile. Cette terre laborieuse, où tout est sans cesse vie, mouvement, transformation, cette terre ne veut pas de paresseux. Il n'en existe dans aucune espèce vivante. Des hommes seuls ont imaginé dans leurs vices qu'il était permis à un individu de se dérober à la loi de l'action, de prendre les agréments de l'existence sans en prendre aussi les charges.

Il faut des bras qui remuent la terre; il faut des savants qui poursuivent les spéculations de la science les plus abstraites; il faut des artistes qui, par

leurs productions, entretiennent cet instinct du beau qui est l'un des plus grands stimulants au bien, comme il est l'une des plus nobles satisfactions de l'intelligence. Celui qui n'est capable que de remuer la terre paye à la société sa dette en la remuant; celui qui peut la payer en donnant le bon exemple, en rendant la justice, en travaillant dans un laboratoire, en poursuivant quelque amélioration profitable, celui-là a commis un crime envers l'humanité tout entière s'il n'a voulu vivre que pour son égoïste personne. Il est le figuier stérile, dont l'Évangile a dit qu'il n'était bon qu'à être jeté au feu.

Encore une fois, ne prononçons pas le mot de charité : il ne s'agit que de justice, de la plus stricte justice. Il n'est pas besoin d'avoir fait beaucoup d'économie politique pour savoir que toute richesse est du travail accumulé. De même que le terrain végétal n'est autre chose que le produit de la vie antérieure, de même la fortune privée et publique n'est autre chose que le travail des générations qui ont précédé. Cette richesse, c'est l'héritage légué à chaque génération qui naît par la génération qui disparaît, héritage qu'elle a reçu des précédentes, qu'elle a augmenté de son effort. Que de temps, que de sueurs ne faut-il pas pour que cette richesse s'accroisse de quelques milliards, de quelques centaines de millions, pour que la vie soit rendue plus facile à quelques milliers d'hommes de plus? Travailleurs

des siècles ensevelis, vos efforts vous ont survécu, et c'est nous qui recueillons le prix de vos labeurs!

A qui appartient cet héritage de l'humanité, sinon à la grande communauté tout entière? Il faut le dire bien haut, tout homme qui, sous une forme ou une autre, reçoit une part de faveur dans la distribution des biens du passé, celui-là, par là même, est engagé à une part d'obligation plus considérable au profit de la communauté humaine. Quiconque naît au sein des classes heureuses contracte en naissant envers le reste de l'humanité une dette de justice. Celui qui, ayant le travail de la vie matérielle épargné, en a profité pour ne rien faire, celui-là n'est au fond qu'un malhonnête homme. Il ressemble au commerçant qui, ayant accepté une traite, refuse ensuite d'y faire honneur. Tout paresseux est un banqueroutier. S'il voulait ne vivre que pour lui-même, il fallait d'abord qu'il commençât par répudier ces biens gagnés par d'autres. Alors il eût pu dire : « La société n'a rien fait pour moi; je ne fais rien pour elle. » Mais la société a tout fait pour lui; elle a amené dans ses mains le bénéfice du travail des autres; elle le lui garantit, le lui conserve, le lui protége, par ses lois, ses mœurs, ses institutions; et lui cependant continue à répéter : « Que me parle-t-on de dévouement et de solidarité? Est-ce que je dois rien à personne? Est-ce que je ne suis pas le maître de mon bien? »

Certes s'il est un homme vraiment digne de mé-

pris, c'est celui qui, lorsque des siècles entiers ont travaillé pour lui, lorsque des centaines d'hommes travaillent encore chaque année pour son agrément, refuse de rien faire de sa part pour la communauté, qui s'applique à gaspiller, dans la folie et souvent dans le vice, sa fortune, son temps, son intelligence. Et cependant, étrange renversement des idées morales ! celui que le monde admire le plus volontiers, c'est celui qui ne fait rien. Faire œuvre de ses doigts ou de son intelligence, est considéré comme une chose indigne d'un gentilhomme ou même d'un gros bourgeois : le travail est comme une honte que le besoin seul peut excuser ; la fainéantise et la paresse sont une gloire et une distinction ! Voilà où nous a conduits l'école de la charité !

Plus un homme est élevé socialement par le rang qu'il occupe, et plus le travail devient pour lui une loi impérieuse : non-seulement parce qu'il a reçu davantage, mais aussi, mais surtout parce que l'on est en droit de lui demander une conscience morale à la hauteur du rang qu'il occupe. Il est pardonnable au malheureux qui peine du matin au soir, courbé sur sa tâche, d'être égoïste, de ne rien voir au delà de sa femme, ses enfants, sa famille. Mais la conception du devoir se doit élargir à mesure que l'esprit s'élève, à mesure que le loisir permet à l'intelligence un plus libre essor. Ainsi l'horizon s'élargit à mesure que l'on gravit

les montagnes. Plus l'homme a reçu une instruction libérale, moins l'égoïsme est en lui excusable; plus l'idée de la solidarité lui doit apparaître comme la règle de ses actions.

L'idée de la solidarité est dans le monde moral ce qu'est dans le monde physique l'idée de la loi. Elle aussi est une autre forme de la grande conception scientifique de l'ordre. C'est elle qui, par le concours de tous les efforts, établit l'harmonie; c'est elle qui fait régner le bien, assure la paix, enfante le progrès. Intelligent et libre, l'homme comprend la loi et met sa dignité à l'exécuter sans contrainte.

La charité n'est qu'un sentiment, la solidarité est une idée; mais il y a une différence plus importante encore. La charité surexcite trop aisément l'orgueil; celui qui donne s'estime supérieur, et celui qui reçoit s'estime inférieur; l'un devient volontiers arrogant, et l'autre se sent humilié. Dans la conception de la solidarité, il n'y a plus ni supérieurs, ni inférieurs; il y a simplement pour tous accomplissement de la justice. Chacun doit à l'humanité; chacun lui donne selon qu'il peut, et n'est acquitté que lorsqu'il a donné ce qu'il peut. Qui a reçu davantage doit davantage aussi. L'un a ses bras, ses jambes, ses muscles comme instruments de travail. L'autre a son intelligence, son instruction, sa fortune, ses loisirs. L'un a besoin, pour exercer son esprit, poursuivre ses découvertes,

d'être affranchi des besoins de la vie matérielle ; il lui faut des aliments plus substantiels, plus fortifiants, car son corps qu'il exerce moins est moins robuste; il a besoin que d'autres fabriquent ses vêtements, préparent sa nourriture. L'autre a besoin, pour acquérir l'instruction intellectuelle et morale qui lui manque, pour améliorer ses instruments de travail, pour laisser à ses enfants une vie moins dure que celle qu'il subit lui-même; il a besoin que les savants, que les économistes, que les artistes aient des loisirs. Le jour où l'un et l'autre ont fait leur œuvre, ils ont bien mérité de la patrie et du monde. Il n'y a de malédiction que pour les oisifs.

Les classes dirigeantes n'ont à s'en prendre qu'à elles-mêmes des défiances et des haines qu'elles ont suscitées. Qu'elles changent d'attitude; qu'au lieu de surveiller les classes inférieures avec un esprit jaloux, elles s'appliquent au contraire à leur être utiles; elles verront si bientôt les sentiments qu'elles inspirent ne changeront pas. Les ouvriers ont commencé par voir d'un mauvais œil les machines, imaginant qu'elles allaient faire la concurrence à leur travail. Ils ont voulu les briser. Il ne leur a pas fallu longtemps pour voir que ces machines étaient pour eux, non des ennemies, mais au contraire les plus précieuses des alliées; qu'elles facilitaient leur travail, et qu'en développant les industries elles allaient précisément lui donner plus de

prix. Ils les respectent aujourd'hui ; ils appellent les perfectionnements nouveaux. Serait-il plus difficile aux classes dirigeantes de s'attirer les sympathies des travailleurs, si elles voulaient bien faire ce que les machines font : leur être utiles ?

CHAPITRE IV.

RAISONNEMENTS BOURGEOIS.

Voici le fond des raisonnements bourgeois sur le peuple. « Les ouvriers et les paysans sont trop défiants. Quand on veut leur faire du bien, ils vous supposent une arrière pensée d'intérêt, alors même qu'on n'a songé absolument qu'à leur être utile. — Ils sont insatiables, et quand on leur a fait un jour une première concession, ils ne songent dès le lendemain qu'à en arracher une seconde. — Ils sont ingrats, et ne songent qu'à tourner contre les bienfaiteurs les bienfaits eux-mêmes. Que les classes inférieures soient confiantes, modestes, reconnaissantes, elles n'auront pas de meilleurs amis que nous. Ce sont les ouvriers qui nous découragent, lorsque nous serions tout disposés à les secourir. »

Regardons de près la valeur de ces arguments.

I

Lorsque l'on dit que les ouvriers et les paysans sont défiants, on a raison. Ils se méfient des avances que leur fait la bourgeoisie, et alors même que les propositions faites leur sont exclusivement avantageuses, ils ne les acceptent pas sans difficulté, redoutant sans cesse d'y trouver un piége.

D'où vient cette défiance? De leur ignorance d'abord. Plus celle-ci est grande, plus grande est la défiance. Le paysan, plus ignorant que l'ouvrier, est plus défiant que lui. Les valeurs fiduciaires, la propriété autre que foncière, les sociétés de bienfaisance, les associations, toutes les institutions de crédit ou de secours, ont pris avec grand'peine parmi les ouvriers; elles n'ont réellement pas pris encore chez nous parmi les paysans. Celui qui peut juger lui-même ce que vaut un marché, regarde, et, après avoir regardé, accepte sans hésiter si l'examen a été favorable; celui qui ne peut pas examiner lui-même tourne autour, flaire, s'inquiète, et finalement s'abstient. Il suppose que, puisqu'on lui offre une affaire, c'est qu'on la juge avantageuse à soi-même, et comme il est incapable de s'assurer

que cette même affaire est avantageuse à lui aussi, en conclut qu'elle est désavantageuse; il se fait tort à lui-même de peur d'être exploité.

Il faut être arrivé à une notion déjà très-complexe de l'organisation sociale pour comprendre que les divers intérêts ne s'excluent pas, qu'à certaine hauteur, au contraire, ils se concilient, et qu'enfin un marché peut-être autre chose qu'une opération où il y a un dupeur et un dupé. Deux paysans qui viennent, l'un d'acheter, l'autre de vendre un cheval par exemple, sont le plus souvent convaincus chacun qu'il a mis l'autre dedans, que le cheval valait plus ou moins qu'il ne l'a acheté ou vendu. De là les artifices de maquignonage employés par les deux parties durant la vente, et le sourire des lèvres des deux parts après le marché conclu. Si chacun, outre son propre point de vue, d'où il a jugé toutes choses, avait pu se placer également au point de vue de l'autre partie, il se fût convaincu qu'il n'y avait en réalité personne de trompé, et que, l'intérêt de l'un et de l'autre s'accordant, ils pouvaient s'épargner l'un et l'autre, et le maquignonage pendant la négociation et le sourire de satisfaction peu chrétienne après. Affaire d'instruction.

Si les classes ouvrières sont défiantes, convenez d'ailleurs qu'elles n'ont pas absolument tort. Que de fois n'a-t-on pas abusé de leur ignorance ! Comment le paysan ne redouterait-il pas de mettre sa

signature sur un écrit qu'il n'entend pas, alors qu'il sait que d'autres paysans, pour l'avoir donnée en des occasions pareilles, ont été ruinés, leurs armoires et leurs lits vendus? Comment se fierait-il à des titres qu'on lui montre, alors que, pour avoir accepté des titres du même genre en place de bon argent, sur le Mexique ou la lune, tel de ses voisins a été ruiné, a perdu le peu qu'il avait laborieusement acquis? Qui a trompé ce voisin, sinon des messieurs, les gens qui en savent plus que lui, les malins, les instruits? Et vous demandez que, lorsque d'autres de ces messieurs viennent lui proposer une société de bienfaisance ou d'instruction, ce paysan ne se demande pas ce que, cette fois encore, on a dessein de lui prendre? S'il a été candide autrefois, il a appris à ses dépens à ne plus l'être. Il est dans le cas du chapon de la fable qui entend crier: « Petit! petit! » mais qui se garde bien d'accourir, parce que d'autres fois déjà il a entendu crier : « Petit! petit! » et qu'il sait ce qui a suivi; parce qu'à la ceinture du cuisinier il aperçoit le grand couteau.

Il sait par expérience, l'ouvrier ou le paysan, que ceux qui sont venus à lui y sont rarement venus pour son bien. Il a peut-être plus encore à redouter ceux qui s'approchent avec de douces paroles que ceux qui viennent avec des menaces. Il se méfie de ceux qui viennent à lui « vêtus de peaux d'agneaux et qui sont au dedans des loups ravisseurs ». Il s'est juré de ne plus s'y laisser prendre.

Il craint les Grecs, et jusqu'à leurs présents. Pauvre peuple ignorant, sur le malheur de qui il faudrait gémir au lieu de s'emporter, qui ne sait plus distinguer ses amis de ses ennemis, qui veut que l'on crucifie le Christ et que l'on élargisse Barabbas! Qui l'a mis en cet état? Vous, classes dirigeantes, qui faites aujourd'hui de cette défiance même un argument contre lui!

Il n'est aucune conséquence des choses à laquelle on échappe en ce monde. On a détruit la confiance, la sainte confiance du peuple; cette confiance est morte. Glamis a tué le sommeil, et Cawdor ne dormira plus. Qu'importe que ce ne soit pas vous philanthropes, vous législateurs, vous savants et moralistes, qui avez menti au peuple, qui l'avez trompé, qui avez abusé de lui? Qu'importe qu'aujourd'hui l'intérêt même de votre classe soit d'élever ce peuple, de lui assurer, pour votre propre sécurité, les bienfaits qu'il doit désirer pour son propre avantage? Ceux qui ne peuvent juger eux-mêmes ont vu mentir vos pareils, et ils ne vous croient pas. Ils vous regardent avec des yeux pleins de soupçons. Allez-vous les tromper encore? Vous non : mais des hommes faits comme vous les ont trompés, des hommes vêtus comme vous, des bourgeois, des messieurs, des seigneurs comme vous. Parlez, prêchez, priez, ce sera bien longtemps en vain. Ah! si vos devanciers avaient été loyaux, il n'en irait pas ainsi! Mais ils ont fait le mal; c'est

la loi de l'histoire et de l'humanité que vous en portiez la peine. D'autres ont abusé : en attendant qu'une nouvelle expérience ait renversé la première, résignez-vous à être soupçonnés, méjugés, calomniés. Cawdor a tué le sommeil : Macbeth ne dormira plus.

Avouez-le, race bourgeoise, le peuple, même aujourd'hui, n'a pas tort de se méfier de vous : s'il avait trop de candeur, combien encore en abuseraient !

II

On dit encore : les classes populaires sont insatiables. Sitôt qu'on leur fait une concession, elles usent des avantages mêmes qu'on leur a accordés, pour s'efforcer d'en arracher de nouvelles. Assurément, et plus ira le monde plus il en sera ainsi. Celui qui sent le carcan branler sur son cou n'a plus qu'une pensée ; le secouer tout à fait. Si vous n'êtes pas décidés à aller jusqu'au bout dans la voie de la justice, vous avez eu le plus grand tort de vous y engager. Ce n'est pas au moment où Israel aperçoit la Terre promise qu'il s'arrêtera dans son exode ; et quant à le ramener jusqu'à la ser-

vitude d'Égypte et aux pyramides, vous mêmes n'y songez pas.

Vous trouverez mauvais qu'au lieu d'être satisfaits d'une première concession, on s'en appuie pour en obtenir une seconde. Et vous, messieurs les bourgeois, qu'avez-vous fait? Vous fûtes vilains jadis, et très-vilains, et vos pères, les légistes du tiers, avaient au Parlement les pieds des nobles sur les épaules, en ce bon temps que regrettait Saint-Simon. Qu'avez-vous fait sitôt que la porte s'est entrebaillée ? Vous avez mis le corps dans l'ouverture et poussé de toutes vos forces pour l'agrandir. Un à un vous avez conquis tous les droits dont vous aviez été dépouillés. A chaque progrès vos adversaires s'affaiblissaient d'autant. Ce que vous avez fait, d'autres le font aujourd'hui.

III

On dit enfin : les classes populaires sont ingrates. Raisonnons donc un peu, et voyons ce qu'est cette reconnaissance à laquelle la bourgeoisie prétend avoir droit.

Des concessions ont été faites au peuple, et même

des concessions importantes. Mais quand, mais pour quel motif ont-elles été faites? Parce qu'il était juste et humain de les faire? Non ; parce qu'on ne pouvait plus les refuser. Est-ce que la bourgeoisie, aussi bien que l'ancienne noblesse, a cédé autrement que contrainte et forcée?

Est-ce qu'elle n'a pas lutté jusque dans ses derniers retranchements? Quand la loi sur les coalitions a été votée, n'est-ce pas parce que l'on n'y pouvait plus échapper? Quand les salaires s'accroissent, est-ce jamais avant que la nécessité ait vaincu les résistances obstinées? Il y a, dans la bourgeoisie, beaucoup de philanthropes, d'hommes charitables, nul ne le conteste. Mais quand la bourgeoisie, agissant comme classe sociale, a-t-elle été inspirée par un autre sentiment que son égoïsme jaloux? Et c'est dans de telles circonstances que l'on parle de reconnaissance! On se moque en vérité. Où a-t-on trouvé un créancier qui, ayant forcé enfin, par ministère d'huissier, son débiteur à lui payer une partie de sa dette, se croie tenu de cesser de le poursuivre pour le reste, sous peine d'être considéré comme un ingrat?

L'état de paix viendra-t-il un jour pour les sociétés? Poëtes et philosophes le rêvent, et travaillent pour amener ce beau jour qui sera l'avénement du règne de la justice. Ce qui est certain, c'est que l'état social aujourd'hui c'est l'état de guerre. Le aible n'y corrige l'injustice que le jour où le re-

tour des choses a fait passer dans ses mains le bâton de la comédie. Si cet état de guerre est mauvais, vous du moins, n'avez pas le droit de vous en plaindre, classes dirigeantes qui en avez profité. Vous ne persuaderez à personne que la lutte a été entamée par les faibles, qui avaient tout intérêt au contraire à garder la paix le plus possible. Allez jusqu'au bout et dites tout de suite, selon le proverbe parisien, que « c'est le lapin qui a commencé ». Si vous voulez aujourd'hui que cet état de guerre disparaisse, que la fraternité renaisse ou naisse, — donnez l'exemple.

IV

La vérité vraie, nous l'avons déjà dit, c'est que la bourgeoisie s'imagine ne rien devoir au reste de l'humanité ; quoi qu'elle fasse, si peu qu'elle fasse, elle a la prétention qu'on lui en sache gré comme d'un beau dévouement.

Or, il ne s'agit pas ici de dévouement, nous ne saurions trop le répéter. Le temps est passé des aumônes sociales. Le peuple ne sollicite plus la bienveillance ; il demande son dû : il réclame la justice. Il dédaigne la charité.

On fait la charité à qui il plaît, et comme il plaît ;

on pose ses conditions au pauvre qu'on assiste, on peut le repousser si on ne le trouve pas suffisamment poli, gracieux, ou blond, ou brun, ou châtain.

On doit la justice à tous sans marchander. A ceux-ci comme à ceux-là, aux gens hargneux ou maussades comme aux gens aimables.

C'est au nom de la justice que le peuple a le droit de demander leur aide et leur concours aux membres des classes privilégiées. Ils ont en ce bas monde une situation favorisée ; ils la doivent reconnaître, comme la vache paye par son lait l'herbe qu'elle mange.

Les ignorants travaillent, peinent et donnent à ceux qui sont en haut la vie facile et enviée : ceux qui sont en haut doivent à ceux qui sont en bas de les aider, dans la mesure du possible, à s'élever à leur tour à la dignité d'hommes.

Dès lors ceux qui occupent les situations élevées n'ont point à se demander, si le peuple est aimable ou non, s'il est ou non docile et reconnaissant ; les qualités sociales n'ont rien à voir avec la qualité de créancier. Qui doit paye ; voilà la première règle de la probité. La condition de la bourgeoisie ressemble à une terre grevée d'hypothèques. Il faut en payer les intérêts avant de jouir du revenu. Rendez les situations privilégiées ou bien acquittez-en les charges.

On a dit avec raison que les enfants ne doivent

rien aux parents et que les parents doivent tout aux enfants. C'est que les enfants ont besoin des parents et que les parents ne peuvent être aidés par les enfants. C'est la nécessité du secours qui dans toute société est le vrai titre du droit. Les petits ont besoin du secours des classes supérieures. Celles-ci seules, élevées au-dessus du détail abrutissant de la vie, peuvent conseiller utilement, donner l'assistance intellectuelle et morale. Elles la doivent conséquemment; et les petits ne doivent aux autres rien de pareil, car ils sont les déshérités! Loin d'avoir rien à rendre, ils n'ont pas reçu toute leur part de la vie.

Lorsque le spectateur, visitant la chapelle Sixtine, s'arrête devant le *Jugement dernier* de Michel-Ange, après avoir considéré ce Christ terrible qui lève le bras pour maudire, et cette cadène de damnés qui, à droite de la fresque, dégringolent et roulent de nuages en nuages vers l'enfer, son œil s'arrête volontiers sur la partie gauche du tableau. Le Christ épouvante, les damnés font frissonner; si vous voulez être émus regardez à gauche. Là, sur la face désolée de la terre où la vie vient de s'éteindre, les tombes se sont ouvertes. Éveillés de leur long sommeil, les morts se dressent pâles, étonnés, effarés au son des redoutables trompettes. L'épouvante du grand jugement est sur tous les visages. Et les malheureux se soulèvent, essayant de répondre au redoutable appel. Mais le poids des

péchés les retient; l'infirmité humaine les alourdit. Les saints alors et les anges viennent au secours des infortunés; ils les soutiennent, ils les enlèvent, ils les aident à franchir les étages qui les séparent du ciel; ils leur aplanissent la voie jusqu'à ces célestes demeures où eux-mêmes habitent, ils les couvriront de leur innocence devant le grand jugement. Voilà le rôle social des classes dirigeantes. Voilà la fraternité, voilà la solidarité, voilà la justice!

CHAPITRE V.

ACTIONS ET RÉACTIONS EXTRÊMES.

Une autre fonction essentielle des classes dirigeantes dans une société, c'est d'y maintenir certaines traditions, d'y conserver certains principes, d'y continuer certaines règles politiques et morales. Ces règles, ces traditions, ces principes, tantôt le succès paraît les confirmer, tantôt l'insuccès paraît leur donner tort. Les hommes qui n'ont appris ni à réfléchir, ni à raisonner, tantôt s'y attachent, tantôt sont prêts à les repousser, selon que la fortune est avec eux ou contre eux ; ils croient César et les Dieux toujours d'accord. C'est le rôle de ceux qu'élèvent leur éducation et leur condition sociale, de s'employer tantôt à modérer, tantôt à combattre les courants irresponsables de l'instinct, de garder, en dépit des accidents et au-dessus d'eux,

des règles fixes d'après lesquelles ils se conduisent au milieu des va-et-vient du sort. Ainsi, malgré les vents, les vagues et les courants, le pilote du navire sait demeurer l'œil fixé sur la boussole et continue à suivre la route désignée.

Tel fut le rôle de l'antique sénat romain qui, pendant cinq siècles, que Rome fut victorieuse ou vaincue, sut poursuivre, au milieu des emportements ou des défaillances de l'opinion, le plan calme et inflexible que s'était proposé un ambitieux patriotisme ; le courage n'abandonna pas plus la Curie dans les extrémités de la seconde guerre punique que l'enthousiasme du succès ne l'avait grisée après les victoires de la première. Son effort était sans cesse appliqué à mesurer d'un œil clair la distance qui la séparait du but, ou à vaincre les obstacles qui surgissaient.

Que nos classes dirigeantes comparent leur sang-froid et leur calme d'esprit à celui du sénat romain. C'est en vain qu'elles chercheront une excuse dans la mobilité du tempérament français, dans ses changements subits, dans ses retours imprévus. Assurément le peuple français est léger et mobile, volontiers en haut de la roue de la fortune ou en bas, plein d'inconstances, se refusant à douter du succès ou bien croyant tout perdu. Le peuple est excusable d'être ainsi. L'impression de l'heure présente est toute-puissante en lui, et rien n'a été fait pour lui donner,

par l'instruction, une autre mesure d'appréciation des objets que sa sensibilité et ses nerfs. Mais de quel droit la bourgeoisie peut-elle invoquer cette excuse, elle qui précisément a reçu l'instruction et possède les instruments nécessaires pour juger les choses sainement? N'est-ce pas là prétention de cette bourgeoisie, et la première, de former une classe supérieure au peuple, faite pour gérer ses affaires, pour inspirer ses opinions, une classe digne de son respect, une classe dirigeante en un mot? Ou justifiez cette prétention en vous affranchissant des défauts du reste de la nation; ou si vous êtes incapables de cet effort, renoncez à vos prétentions dominatrices. Il faut se commander d'abord à soi-même quand on a l'orgueil de commander aux autres.

L'opinion des hautes classes en France est aussi incertaine, aussi flottante, aussi variable que celle du peuple même. Elles affirment et nient, louent et dénigrent, admirent et lapident avec la même facilité; elles se donnent à elles-mêmes les plus humiliants démentis, à quelques années, à quelques mois, à quelques semaines de distance. Bien loin d'être en état de diriger le peuple qui les environne, il serait plus juste de dire que c'est elles qui se laissent diriger par l'émotion populaire. C'est d'en bas que, le plus souvent, part le mouvement qui le lendemain les emporte. Elles subissent le contre-coup d'actions qui se font sans elles

et hors d'elles. Elles ne font pas les révolutions; elles s'y associent quand elles sont faites. Avec quels sarcasmes les bourgeois ne se plaisent-ils pas à répéter le mot attribué à un chef de parti médiocre : « Il faut bien que je les suive : je suis leur chef. » On a répété le mot avec ricanement; on l'a appliqué dans le monde de la réaction à tous les hommes politiques du parti républicain. Mais, malheureux, c'est votre propre histoire que cette fable! Qu'avez-vous donc fait depuis un siècle, sinon suivre, dans toutes ses émotions, dans toutes ses fluctuations, la vague populaire? Suivons-la, c'est nous qui devons la guider. — Riez donc, classes dirigeantes!

Au milieu de ce siècle de révolutions et d'incertitudes, ce devrait être le lot des classes éclairées d'offrir le spectacle de la constance dans les opinions et les idées. Ainsi, au milieu de la tempête, le phare immobile continue de montrer la route aux vaisseaux désemparés. Or qu'avons-nous vu autour de nous? Ne remontons pas plus haut que les vingt-sept dernières années. En 1848, à la première heure, moitié crainte, moitié enthousiasme, ardeur de nouveautés, on voit la bourgeoisie acclamant la république, s'y rallier, songer à la fonder. L'émeute de juin suffit à changer ces beaux sentiments; elle ne rêva plus que la destruction de la république. Tout lui parut préférable à l'absence d'un maître. Ses vœux ne furent

que trop exaucés; le maître vint, et un maître au vrai sens du mot. La bourgeoisie d'abord acclama celui qui, au prix de la liberté, la sauvait de la peur de la liberté. Quelques années se passèrent, et du culte du sabre la bourgoisie se dégoûtait à son tour. Elle reprenait goût aux paroles de liberté que trois orateurs faisaient entendre à la Chambre. Elle refusait de s'abonner aux journaux officieux et se disputait ceux de l'opposition. Aux théâtres, dans les conférences, elle applaudissait tout appel fait à la liberté; elle frondait le gouvernement; la *Lanterne* parut, ce fut elle qui fit sa fortune. Deux cent mille numéros ne suffirent pas aux demandes; la bourgeoisie trouva moyen de la lire encore quand elle eut été chassée par delà la frontière.

L'empire était vaincu au dedans, il succomba sous l'invasion du dehors. Le 4 septembre, ce fut un universel enthousiasme de la bourgoisie en faveur de la République, de cette bourgeoisie même qui venait de voter le plébiscite. Il n'y a plus, disait-on, que la République de possible en France. Six mois après, la République était vaincue avec Paris; les mêmes voix disaient que la République les avait dégoûtés d'elle-même, que la république était de tous les gouvernements le plus impossible en France.

S'agit-il des personnes? Ceux qui se disputaient le plus la *Lanterne* en 1868, ont été ceux qui, en

1871, étaient les plus pressés de voir son auteur déporté à la Nouvelle-Calédonie ; ceux qui ont depuis trois ans le plus deversé l'insulte sur M. Jules Favre, étaient ceux qui avaient le plus acclamé la parole : *Pas un pouce de notre sol, pas une pierre de nos forteresses :* ceux qui ont le plus approuvé les insultes vomies contre M. Trochu étaient les mêmes qui, en 1870, avaient le plus déclaré que tout l'espoir de la patrie était en lui. Ceux qui accusent le gouvernement de la Défense nationale de n'avoir été qu'un ramassis d'intrigants, sont ceux qui, en 1870, auraient lapidé ses membres s'ils avaient refusé le fardeau que l'Empire effondré leur léguait. Ils étaient les sauveurs, ils sont devenus des boucs d'Israël. Le temps marchera et les opinions bourgeoises changeront une fois encore; et peut-être le tableau, vrai à l'heure où j'écris, ne le sera-t-il plus à celle où ce livre paraîtra.

S'agit-il des idées? Nous avons vu tour à tour prôner et décrier l'armée et la garde nationale, glorifier la résistance à outrance et insulter la folie de l'héroïsme; on a protesté contre la docilité et la discipline passive, et il n'est plus aujourd'hui de discipline assez bien établie, de hiérarchie assez ferme, d'obéissance assez obligatoire. Les mêmes qui voulaient toutes les tolérances demandent à grands cris toutes les répressions. La liberté de la presse était une liberté nécessaire; aujourd'hui ni

liberté de la presse, ni liberté de parole, ni liberté de réunions, ni liberté religieuse ; il ne s'agit que de péril social, d'ordre public. Qu'importent les règlements, les formalités, les lois? L'autorité ne sera jamais assez forte. La voix de l'humanité, celle de la justice, perdent leur temps à se faire entendre; on ne les écoute pas. On a vu ce spectacle à la suite de la Commune. Pour beaucoup, on ne condamnait pas assez, on ne déportait pas assez, on n'exécutait pas assez. Aujourd'hui même, la majorité de la bourgeoisie n'est pas bien remise de son épouvante. Beaucoup ne courent pas vers le despotisme ; ils s'y ruent. Il n'y a pas un acte réactionnaire d'un ministre qui soulève en eux, je ne dis pas une résistance, pas une protestation, mais un scrupule. La conscience humaine subit une éclipse, en ceux-là même qui en d'autres temps revendiquaient le plus hautement ses droits.

Qu'a-t-il fallu pour produire ce changement? Quelques événements changés. La lorgnette a été retournée, on a dit aussitôt le contraire de ce que l'on disait le moment d'avant. Quelques accidents ont suffi pour bouleverser les principes.

Que ce fait arrivât au populaire sans instruction, encore une fois, rien ne serait plus excusable. Mais les hommes appartenant aux classes éclairées, qui écrivent le français et qui lisent le latin, qui savent les éléments de l'histoire, qui ont fait une philosophie et passé leur baccalauréat, pleins de

bonne opinion d'eux-mêmes, humiliation de la France, ce sont ceux-là qui offrent le plus le spectacle dont nous parlons !

La chose admirable, prodigieuse, ce n'est pas la rapidité, c'est l'insouciance, disons le vrai mot, c'est l'inconscience de ces contradictions. On quitte un ami, on le retrouve. Dans la même chambre, au coin du même feu, on l'entend qui dit tout le contraire de ce qu'à cette place il vous avait dit. Il était tricolore, il est devenu blanc. Il était partisan d'une sage république : aujourd'hui il déteste le centre gauche plus encore que la gauche extrême. Il maudissait les hontes de Sedan : il ne cache pas aujourd'hui qu'il a des sympathies pour Napoléon IV. Il était admirateur enthousiaste de M. Thiers : son journal habituel est aujourd'hui un journal qui fait profession d'insulter M. Thiers ; il se délecte à ces ordures. Vous lui rappelez poliment ses anciennes opinions, il les repousse avec indignation : vous lui répétez qu'elles étaient naguère les siennes, vous citez ses paroles, le jour, l'heure : il proteste d'un malentendu. Vous insistez : il se fâche. Voilà une amitié perdue. Et ne croyez pas qu'il y ait chez lui orgueil froissé, vanité humiliée, mauvaise foi : c'est très-sincèrement qu'il croit n'avoir jamais pensé ce qu'il a pensé, n'avoir jamais dit ce qu'il a dit. Comment aurait-il de la mémoire en effet? Sa réflexion n'était pas plus dans ce qu'il disait alors quelle n'est dans ce qu'il dit aujourd'hui. Ses sen-

sations seules s'agitent, le mènent, et passent. Il aura, comme tel que l'on peut citer, été orléaniste, républicain, impérialiste, puis républicain encore, et encore impérialiste; il dira superbement : « Je n'ai jamais changé. » Il parlera de sa fidélité à ses convictions, et il y croira.

C'est un des pires malheurs de la France que cet état moral des classes éclairées : il n'est aucun fait qui puisse inspirer sur son sort plus de craintes légitimes. La cause de cet état des esprits, à parler sans fard, c'est une absence de principes, de convictions, d'opinions mêmes. Le lest manque aux intelligences. La vague, à son gré, les fait rouler à droite et à gauche.

Il y a pour chaque catégorie de citoyens dans une société un devoir, qui est comme son premier devoir, son devoir essentiel et professionnel. Le devoir du soldat, ce n'est pas seulement d'être un homme honorable durant la paix, c'est encore, c'est surtout d'être, sur le champ de bataille, intelligent et brave, d'être capable de protéger la patrie contre les attaques de l'étranger. Le devoir du médecin, ce n'est pas seulement d'être un homme probe et loyal, c'est de savoir guérir, dans la mesure où la science le permet, le malade qui s'adresse à lui. Le devoir du magistrat, ce n'est pas seulement d'être un bon père de famille dans son intérieur, c'est encore et surtout de connaître les lois et de les appliquer avec intégrité. Le rôle, le devoir des classes éclairées,

c'est d'être en état de diriger les autres, c'est de maintenir, au milieu des cahots de la fortune, l'ensemble des idées dont vit une race. Où sont-elles aujourd'hui, ces classes dirigeantes qui amortissent les chocs et aident le pays à se retrouver lui-même dans ce qui fait ses qualités durables? Voilà quatre-vingts ans passés que notre pays va de secousse en secousse, d'action en réaction, sans pouvoir achever sa révolution. A qui la faute véritable, sinon aux classes dirigeantes? Elles n'ont jamais su prendre une attitude et y persévérer, se faire un programme politique et social, et, quoi qu'il arrive d'heureux ou de malheureux, se refuser également ou aux entraînements irréfléchis, ou aux misérables palinodies. Elles ont tour à tour tout encensé et tout renié, saisi et rejeté tous les expédients. Si elles avaient eu une pensée politique, si elles s'étaient dévouées à la faire triompher, il y a longtemps que le sol raffermi eût cessé de trembler sous leurs pas.

Et maintenant quelle est la cause de cette mobilité et de cette inconstance, qui ont tour à tour précipité les classes éclairées dans les opinions les plus extrêmes? Encore une fois, qu'on ne se hâte pas de mettre en avant les défauts naturels de la race.

La vérité, c'est que le Français n'est nullement incapable de se commander à lui-même. Son jugement est naturellement sain et son intelligence ouverte. Il n'est nullement hors d'état de se faire un programme politique modéré et sensé, appuyé

sur les faits, auquel il restera fidèle. Quelques-uns, ayant des convictions, sont aussi de ces hommes absurdes qui ne changent pas : ils croient à la légalité, à la justice, à la liberté, au devoir et au droit; ils voient passer les autres autour d'eux, se démenant et gesticulant dans leurs mouvements désordonnés. Ils sont tantôt à la tête et tantôt à la queue; il leur arrive à tel moment d'être traités de radicaux par ceux-là mêmes qui les ont traités auparavant de réactionnaires. Ils ne s'émeuvent pas de ces diverses épithètes, ils en attendent d'autres encore. Ils sont assez constamment d'accord avec leurs principes pour se consoler de l'être rarement avec les hommes. S'il reste en eux un petit fond de vanité, ils ont de quoi le satisfaire à voir la contradiction des jugements que tour à tour les mêmes hommes portent sur eux. Mais cette satisfaction n'est guère la leur; le sentiment qu'ils ressentent le plus vivement, c'est une profonde et pénible sollicitude pour leur patrie, dont le sort est mis aux mains de tant d'hommes si peu en état de suffire à une pareille tâche.

Ce qui manque en France, ce n'est pas l'intelligence et le bon sens, c'est une éducation sérieuse et scientifique, qui ait bien fait comprendre à la majorité bourgeoise qu'il y a une vérité en politique, comme en toute chose, qu'il faut la chercher, qu'il faut la trouver, et qu'on ne la trouve pas en se laissant aller comme un enfant à ses colères ou

à ses effarements, en ajoutant foi aux déclamations des journaux intéressés, comme un enfant croit à l'histoire de Croquemitaine.

Le jour où la bourgeoisie serait convaincue de cette vérité, tel journal aurait peut-être moins de lecteurs, et tels et tels prétendants perdraient le peu de chances qui leur restent; mais la France se porterait beaucoup mieux.

CHAPITRE VI.

LA PEUR.

Nous n'avons pas tout dit encore. Si les théologiens de quelque religion à venir font à leur tour une liste des péchés capitaux, il en est un qu'ils feront bien de ne pas oublier : c'est la peur.

La peur a joué un rôle tout particulièrement grave dans l'histoire de notre siècle : les historiens qui voudront chercher les causes cachées des événements auront à lui faire une part considérable; la peur a été par excellence le mauvais génie de la France depuis soixante-dix années. Cette peur a été d'une espèce toute particulière. On a vu ailleurs des multitudes ignorantes, promptes à s'affoler, perdre la tête, s'abandonner à l'épouvante. Chez nous, c'est parmi les classes dirigeantes surtout, parmi celles qui ont reçu l'instruction, celles qui

possèdent ou doivent posséder l'expérience, que la peur a fait ses ravages.

On a vu ailleurs des démocraties défiantes, jalouses, voyant dans toute supériorité une menace pour la liberté. Ce sont là des craintes excusables dans leurs excès mêmes. La peur de la bourgeoisie française a été d'une autre espèce; la peur de la liberté, la peur du progrès, surtout la peur pour la peur même; la crainte pour ses biens, sa sécurité, son repos : l'inquiétude égoïste et personnelle; la forme la moins élevée, la plus lâche de la peur, le véritable sens de ce mot si laid.

La peur! sous Louis-Philippe déjà elle menait la bourgeoisie; elle la faisait applaudir aux lois de 1835 contre la presse : elle la poussait à soutenir M. Guizot aux élections, contre les vœux et les besoins du pays, contre son propre sentiment. Mais c'est depuis 1848 surtout que la peur a dominé notre temps: la bourgeoisie a perdu la tête en juin 1848, et depuis ne l'a jamais tout à fait retrouvée.

Peur sotte, comme au fond l'est toujours la peur, qui a pour effet premier de troubler la raison et de paralyser l'énergie; peur sotte au premier chef, car nous l'avons vue venir surtout quand le temps de craindre était passé, trembler d'autant plus que les raisons de trembler avaient disparu. En 1848, au mois de février, les gens sensés prévoyaient les difficultés que devaient entraîner, et certaines idées

sociales alors en faveur, et surtout la crise financière inévitable qui allait rendre impossible le travail. La bourgeoisie était bien tranquille alors. Elle applaudissait aux paroles de M. de Girardin : « Confiance! confiance! » Les journées de juin vinrent. Ce fut en juillet, en août, que l'épouvante se propagea comme un incendie, alors précisément que l'émeute vaincue n'avait ni l'envie ni la possibilité de renaître. En 1871, la bourgeoisie parisienne, après avoir fait bravement son devoir durant le siége, était partie pour la province au lendemain de la capitulation pour se refaire, bien tranquille sur Paris vaincu. Quel danger y avait-il du côté de l'intérieur? L'insurrection du 18 mars se dressa soudain, et quelle insurrection! Il fallut deux mois pour la réduire. Ce fut quand elle fut réduite surtout que la bourgeoisie se mit à trembler de tous ses membres. Trente mille hommes avaient été tués dans les rues de Paris, plus de trente autres mille étaient sur les pontons. La Commune, qui n'avait jamais eu de chefs, n'avait plus de soldats. L'état de siége s'étendait sur la moitié de la France. Eh bien! ce fut ce moment même que la bourgeoisie choisit pour avoir peur. Quatre années ont passé; elle n'a pas cessé de revoir la Commune dans ses rêves; elle croit encore au péril social : le spectre du pétrole la hante toujours. Ainsi, quand un accident est arrivé sur une ligne de chemin de fer, on voit tous les peureux refuser le lendemain de se

mettre en route, comme s'il était un jour où la vigilance des surveillants fût davantage en éveil.

Peur sotte, avons-nous dit ; peur d'autant plus sotte que, loin de faire ce qui peut vraiment être utile, elle fait justement ce qui dépend d'elle pour ramener le mal qu'elle redoute. La veille du péril il y avait peut-être un moyen de l'empêcher encore d'éclater : il fallait du moins se préparer à le combattre ; le lendemain il ne reste plus qu'à conjurer son retour. On y parvient, non pas en s'en prenant au passé, mais surtout en envisageant l'avenir d'un regard viril. Une révolte surgit, il faut la vaincre : elle est vaincue, cherchez les causes qui l'ont fait naître, pour empêcher qu'elle ne renaisse ; surtout interrogez-vous vous-même ; demandez-vous ce que vous avez fait et n'auriez pas dû faire : ce que vous n'avez pas fait et qu'il eût été juste de faire : ne négligez rien, suivant la parole de Bossuet, de ce qui peut être prévu par conseil et par prévoyance.

La bourgeoisie n'a jamais rien su faire de pareil. Plus les événements lui ont infligé de dures leçons, plus sa peur s'est obstinée dans les systèmes condamnés par l'expérience. Victorieuse elle n'a corrigé aucun abus. Elle a vu les monarchies impuissantes à résister à la révolution : elle n'en persiste pas moins à vouloir relever un trône ! Elle a vu le césarisme s'abîmant dans la honte et les désastres : elle n'en persiste pas moins à appeler un sauveur ! Elle a vu la répression employée en vain : elle n'en

persiste pas moins à mettre toute son espérance dans la répression! La peur, plus encore que la faim, mériterait l'épithète du poëte: mauvaise conseillère.

Mauvaise conseillère, car ce n'est pas la sottise seulement qu'elle conseille, c'est aussi la férocité. « Ventre affamé n'a pas d'oreilles, » dit le proverbe; cœur effaré en a moins encore. Toutes les réactions ont été atroces : ce n'est pas la vengeance seulement qui les a faites ainsi; c'est la peur. C'était moins encore ce que l'on avait subi que ce que l'on avait craint que l'on vengeait : c'était les angoisses de sa propre lâcheté qu'on voulait faire expier à ceux devant qui l'on avait tremblé. Tous les êtres lâches sont naturellement cruels; et, parmi les tyrans, de Néron à Macbeth, les plus poltrons ont toujours été les plus sanguinaires. La vengeance du moins met quelque proportion entre l'injure et l'expiation; la peur n'en met aucune, parce que, sotte et troublée, elle grossit toutes choses à la mesure de son propre affolement. « Bourdon de l'Oise, écrit M. Thiers dans son *Histoire de la Révolution*, féroce comme un homme qui avait eu peur. » Aucun trait de Tacite n'est plus profond. Il n'est violence que la peur n'accepte, il n'est atrocité qu'elle n'approuve. En 1849, on fit des lois spéciales contre les insurgés vaincus, on leur donna un effet rétroactif; la bourgeoisie effrayée approuva cette violation de toutes les règles de la justice. En 1851, on avait épouvanté

la bourgeoisie avec le spectre rouge : elle acclama le coup d'État. Suppression des journaux, état de siége, destruction de la liberté individuelle, organisation du despotisme, tout lui parut bon, jusqu'aux commissions mixtes, jusqu'aux déportations et aux transportations. Dix-huit années, elle soutint l'empire ; elle le soutint encore au dernier plébisciste. Avait-elle oublié son origine sanglante, avait-elle oublié son dédain pour les lois? Non, elle savait qu'il s'était appelé d'abord le crime et ensuite la corruption, qu'il pouvait, d'après le plébiscite même, lancer la France sans la consulter dans la plus terrible aventure. Elle-même, dans son langage, ne ménageait plus l'empire ; elle était redevenue frondeuse pour le pouvoir ; mais on lui montra la France livrée au désordre et à l'anarchie si elle répondait *Non*, si elle votait avec l'opposition : il n'en fallut pas davantage. On ne se mit pas en frais d'imagination pour lui frapper l'esprit : on fit sortir un complot, comme un diable d'une boîte, tout juste à la veille du scrutin : on fit voir, dans les journaux obligeants, les coupes et les profils des bombes au picrate de potasse, comme on avait exhibé une machine infernale au moment du plébiscite de 1852. Le truc était toujours bon. La bourgeoisie eut peur : elle vota comme on voulait qu'elle votât.

Ce n'est jamais sans regrets que nous parlons ici de discordes récentes. On a vu à Versailles, après

la Commune — c'est M. Alexandre Dumas lui-même qui l'atteste et son témoignage n'est pas suspect, — des femmes frapper de leurs ombrelles, des hommes insulter les prisonniers faits par l'armée; les soldats avaient besoin de les protéger contre les gens du monde. Ces gens-là n'étaient point des méchants; en d'autres temps on les eût trouvés humains, compatissants; mais ils avaient eu peur. On a vu un écrivain, d'ordinaire sensé, devenir, sous cette impression de la peur, véritablement affolé alors, abandonner toutes les idées libérales que sa plume avait jusqu'alors défendues, dont elle a depuis repris la défense. Après quatre ans encore, on retrouve dans la conversation de maints bourgeois cette férocité inconsciente enfantée par la peur. Des gens vous disent: « On n'a pas assez déporté, pas assez fusillé. » A les en croire, il faudrait encore frapper, frapper toujours. Ce sont des pères de famille, doux, obligeants, charitables. Mais ils ont eu peur. N'essayez point de les raisonner, vous perdriez temps et peine. On suspend, on supprime les journaux. Qu'importe? l'ordre social l'exige. On dénonce, on arrête encore. Qu'importe? l'ordre social l'exige. On maintient l'état de siége près de cinq ans après la guerre. Qu'importe? l'ordre social l'exige. On suspend des conseils élus, on sollicite des mesures d'exception. Qu'importe? l'ordre social l'exige. Avec ces deux petits mots, le « péril social », des ministres ambitieux ont pu gouverner, pendant

deux années, en prendre à leur aise avec toutes les lois, se faire donner toutes les absolutions. Adieu la justice, le droit, la loi. Il n'y a plus en l'homme d'être moral. Il n'y a plus qu'un lièvre effaré. Comparez la politique des Américains du Nord au lendemain de leur victoire sur l'insurrection du Sud, et voyez comment agit une nation, que la peur ne trouble pas !

Et notez — c'est ici le pire mal de la peur — que pour être saisi d'effroi, il n'est pas besoin que le danger existe. La peur est à elle-même son épouvantail. En quatre ans l'ordre n'a pas été troublé une seule fois. Mais les imaginations ont été frappées, il suffit. Beaucoup n'en vont pas moins répétant et croyant que l'ordre n'a jamais été plus en péril, que le danger est d'autant plus grand qu'il se cache davantage. Admirable pays, époque admirable pour les intrigants et les ambitieux ! Ils organisent la peur pour l'exploiter ensuite. Ainsi Rabelais, dans son vert langage, nous a montré Panurge, mettant aux femmes la main au sein, « pour en ôter un pouil que préalablement il y avait mis. »

Les psychologues et les historiens rechercheront les causes de cette lâcheté qui a produit des effets si considérables et si funestes. Il est permis d'annoncer qu'ils en trouveront trois principales : beaucoup d'égoïsme, beaucoup de mollesse, beaucoup d'ignorance.

La bourgeoisie se plaît à répéter qu'il n'y a plus

de privilèges, que toutes les fonctions sont également accessibles à tous, que ses membres ne doivent la fortune où ils sont parvenus qu'à des qualités qu'il dépend des autres d'avoir aussi bien. Elle a beau parler ainsi, la peur à chaque instant proteste contre ses affirmations. Si elle avait bien enracinée la conviction qu'il n'y a pas dans l'état des choses actuel quelque avantage en sa faveur, dont elle bénéficie, elle redouterait moins vivement d'y voir porter la main. Et là est, en effet, la vérité. Les membres des classes dirigeantes auraient quelque chose à perdre, eux et surtout leurs enfants, à l'établissement d'un régime véritable de droit commun. Il n'est pas vrai qu'aujourd'hui le fils de l'avocat, du notaire, du rentier, qui peut avoir l'instruction, entre dans la vie avec des chances égales à celles du fils de l'ouvrier et du paysan, à intelligences égales d'ailleurs. Ici le mérite est sûr d'être découvert : là il y a toutes les chances pour qu'il demeure inaperçu. L'état de choses actuel met en faveur des uns les meilleures chances de la vie. Cela n'est ni bien juste en principe, ni bien humain, mais cela est profitable à soi, à ceux que l'on aime : voilà pourquoi on n'est pas ami des nouveautés ; et comme on sent que le nombre est de l'autre côté, aussi bien que la logique et le droit, on veut à tout prix maintenir le présent, et l'on a peur.

L'égoïsme ne suffit pas pour expliquer la peur. L'égoïsme est de tous les pays et de tous les temps :

la peur, grâce au ciel, n'est ni de tous les temps ni de tous les pays. Si l'on jette les yeux sur la société américaine, on y verra s'étalant l'individualisme le plus effréné et souvent le moins scrupuleux : la peur y est inconnue. C'est qu'il existe avant tout, au fond de la race américaine, un sentiment développé par l'éducation : l'énergie. Chacun a appris à avoir confiance en soi, à compter sur soi, à n'attendre de personne ni protection, ni faveur. On met dans sa propre force son espérance de la victoire : on sait que la lutte sera difficile, on ne la redoute pas, on y trouve même un âpre plaisir. On accepte la concurrence avec ses difficultés. Si l'on échoue une fois, on reviendra à l'assaut; si l'on tombe, on se relèvera, meurtri, mais non pas terrassé. Ce que la peur révèle au fond de la race française actuelle dans ses classes d'élite, et c'est ce qui est plus grave que la peur même, c'est l'absence de l'énergie; à peine a-t-on commencé à posséder que l'on tremble de perdre ce que l'on a acquis. On demande des lois qui couvrent, qui garantissent : on cherche à rendre impossible la concurrence. La lutte qu'on a acceptée pour soi-même, on n'en veut pas pour ses enfants. On prétend leur garantir les positions acquises: on s'y cantonne, on s'y fortifie, on voudrait les pouvoir entourer de murailles de la Chine. Si l'on était bien convaincu que les enfants seront assez résolus pour se tirer d'affaire eux-mêmes, si l'on sentait en soi au besoin la faculté d'un second effort,

on ne songerait pas tant à se barricader dans la place. Les remparts d'une ville, disaient les Spartiates, ce sont les poitrines des citoyens. Révolutionnaires tant que la fortune est à faire : réactionnaires sitôt qu'elle est faite, voilà l'histoire de la moitié des bourgeois français. On dément dans la seconde moitié de la vie toutes les opinions de la première : on voulait d'abord tout réformer, on veut ensuite tout maintenir. Après avoir été l'aventurier décidé à se faire sa place n'importe comment, on devient le propriétaire qui, n'importe comment, veut la garder. On passe la moitié de sa vie sur la brèche à l'assaut des murailles de la société : on pose l'autre moitié derrière ces mêmes murailles, en faction, la main aux oreilles et suant la peur. *Ibit, ibit eò qui zonam perdidit.*

A cette peur il est une troisième cause : l'ignorance. C'est d'absence d'instruction, et par suite d'appréciation inexacte, de mauvais jugements, de sottise, que le mal chez nous est compliqué.

Après tout, ce qui manque le plus en France ce n'est pas le courage, certain courage du moins. L'épithète de lâche y est la plus dure qui puisse être infligée à un homme. Les exemples de la dernière guerre ont montré, chez les chefs aussi bien que chez les soldats, que la bravoure du champ de bataille, le mépris de la mort, n'ont pas disparu de notre race. Ce sont là de bons signes pour une race, et nous ne les relevons pas sans fierté. La garde

nationale avait bravement risqué sa vie en 1848 contre l'émeute; elle ne la marchandait pas davantage contre l'invasion prussienne à la journée de Montretout. Malheureusement, le courage moral n'est point égal à la bravoure physique. Lorsque l'on se trouve en face, non d'un péril visible, d'un ennemi en chair et en os, mais d'un danger intellectuel, les cœurs ne sont plus aussi fermes. A la moindre alerte, on se trouble, on se débande; la peur glace les âmes. On comprendrait dans le peuple les terreurs imaginaires; mais le rôle de la bourgeoisie serait précisément de posséder d'abord et d'offrir en exemple le courage moral. Or c'est elle surtout qui en manque, qui est prompte à s'effarer pour des visions. Il se passe ici quelque chose de semblable à ce que tant de fois on a vu dans nos armées : le général, plus soldat que général, oubliant qu'il y a diverses sortes d'héroïsme, et perdant aussi facilement la tête sur le champ de bataille qu'il est indifférent à y jouer sa vie.

La fonction des classes dirigeantes est d'envisager de front, sans faiblesse, les conséquences d'une situation sociale ou politique. Peur pour peur, mieux vaudrait pour elle craindre les hommes que les idées : loin de redouter quand même les idées nouvelles, elle devrait, lorsqu'elles sont fécondes, les aider à faire leur chemin dans le monde. Si notre bourgeoisie connaissait mieux l'histoire, si elle était

plus instruite, loin de rendre synonymes et solidaires ces deux mots liberté et licence, c'est à la liberté même qu'elle demanderait le remède contre la licence. Elle ne croirait pas à ces moyens misérables qu'on lui propose, à la répression, à la réaction : elle saurait qu'en fermant une chaudière ce que l'on prépare c'est une explosion. Elle aurait grand soin de placer partout des garde-fous au bord des abîmes, des paratonnerres contre la foudre. Mais notre bourgeoisie ne sait pas; ceux qui ont intérêt à la tromper se jouent d'elle à plaisir : elle est incapable de distinguer, et quand il est dangereux de céder, et quand il est téméraire de résister. Elle ne sait rien faire ni à temps ni dans la mesure qui convient : et quand le danger vient, quand la tempête mugit, à l'heure où l'équipage regarde ses officiers anxieux, prêt à leur obéir au moindre signe, attendant d'eux le salut, — les officiers ont perdu la tête et déserté le banc de quart.

L'enfant qui voit l'éclair et qui entend rouler le tonnerre s'effraye et s'épouvante, il se cache la tête, il s'enfouit sous les oreillers. L'homme fait assiste calme à l'orage : jusqu'au moment où l'éclair et le tonnerre se confondent, il sait que la foudre n'est qu'un phénomène irritant dont il n'a rien à redouter. Quand les classes dirigeantes voudront en France prendre la peine de s'instruire, si elles ne parviennent pas à maîtriser leur émotion à l'heure

du péril réel, elles s'épargneront du moins l'humiliation d'offrir, jusque pendant les jours de calme et de sérénité, le ridicule spectacle de leurs terreurs grotesques et de leurs précautions dangereuses.

CONCLUSION.

LA PAIX OU LA GUERRE.

La situation actuelle est grave, elle est redoutable ; il n'est personne qui le conteste. La nation est divisée comme en deux nations qui se regardent avec des yeux pleins de haines, de menaces et de défis : comment empêcher le conflit d'éclater entre elles? Les questions sociales sont posées avec une brutalité terrible. On les a vues surgir, formidablement armées, au lendemain même de la guerre étrangère. On les a noyées dans le sang. Les questions noyées dans le sang ressuscitent toujours.

L'humanité a commencé par le triomphe absolu de la force. Qui pouvait prendre prenait. Malheur à l'infirme, malheur au pauvre, malheur au faible! Puis la conscience s'est éveillée, et chez les maîtres

et chez les esclaves. Aux uns, elle faisait sentir l'iniquité de leur servitude, et leur inspirait l'ardent désir de la secouer. Aux autres, elle faisait sentir l'iniquité de leur oppression. Si l'égoïsme de quelques maîtres prétendait la perpétuer, l'humanité des autres cherchait à l'adoucir. Ainsi l'idée du droit a lentement fait son chemin dans le monde ; elle a fini par triompher dans les institutions de la France; l'égalité des hommes a été proclamée. Aujourd'hui le peuple, outre l'égalité devant la loi, a le suffrage universel ; s'il ne reçoit pas assez d'instruction pour faire un intelligent usage de la liberté, il en reçoit assez pour ne vouloir plus supporter de domination imméritée. Il demande le règne de la justice ; il le demande d'un ton menaçant. On a commencé par la paix de l'oppression; on a aujourd'hui la demi-émancipation et la guerre.

De compter indéfiniment sur les victoires de la force pour assurer ce qu'on appelle l'ordre social, c'est une illusion folle. Nous voyons aujourd'hui quantité de bourgeois mettre leur confiance dans les gendarmes, les conseils de guerre, l'état de siége et la Nouvelle-Calédonie. Erreur criminelle. Après chaque répression sanglante, on voit, de génération en génération, suivre une émeute plus sanglante. D'année en année, la démocratie devient plus menaçante, les ennemis de l'ordre établi plus nombreux. Il est aisé de prévoir un assaut qui emportera la place.

Dans la vallée du Pô, pour arrêter les débordements du fleuve, on a construit des digues sur les rives; mais sans cesse le fond du lit s'exhausse; il faut élever les digues de nouveau : le fleuve coule aujourd'hui à plusieurs étages au-dessus de la plaine. La science prédit le moment où, la digue se rompant, la vallée tout entière sera submergée.

S'il était possible d'étouffer la conscience, d'éteindre au fond des âmes l'idée rayonnante de la liberté; s'il était possible de ramener ceux qui souffrent aux temps de la servile barbarie, peut-être la réaction atteindrait-elle le but qu'elle poursuit. Mais, si l'on s'efforce d'empêcher le progrès à venir, la réaction elle-même n'ose pas essayer de revenir sur le progrès acquis. L'humanité en sait trop aujourd'hui pour que les malheureux portent docilement leur chaîne. Cette chaîne leur laisse trop de mouvements libres pour qu'on ne voie pas qu'ils viendront à bout de la briser. La guerre prolongée, c'est pour la bourgeoisie la défaite assurée : on peut ajouter la défaite à courte échéance. Nous marchons vers un effroyable bouleversement dont l'issue n'est pas douteuse.

Si du moins ce bouleversement devait arriver pour le bonheur du plus grand nombre! Le philosophe, après avoir averti ceux qui courent à l'abîme, pourrait prendre tristement son parti de leur désastre, où peut-être il sera le premier englouti; mais la guerre ne vaut pas mieux pour ceux qui

doivent être les vainqueurs que pour ceux qui seront les vaincus. On les trompe les uns et les autres quand on les représente comme faits pour être ennemis. Il n'est pas de plus vrais amis, au contraire, car ils ont un égal besoin les uns des autres. Que, dans une suprême commotion, les classes dirigées, renversant les classes dirigeantes, se mettent à l'abri d'un retour du lendemain offensif et victorieux, par une débâcle irréparable, par une destruction totale; qu'auront-elles fait, les malheureuses! Elles auront cru assurer leur délivrance, et jamais leur esclavage n'aura été plus lourd. Elles auront détruit la richesse, le capital, le loisir, la science : c'est l'humanité tout entière qui, le lendemain, aura été appauvrie. Elles auront, en un jour, consumé, détruit le capital industriel et intellectuel lentement acquis par des siècles de civilisation. On ne pourra comparer une telle ruine qu'à l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie.

Réalisez ce rêve qui rappelle le rêve de Saint-Simon. Supprimez par la pensée tout ce qui est classes dirigeantes. Il n'y a plus de bourgeois, plus de gens de loisir, plus de prodigues par conséquent, plus d'inutiles vivant de la fortune accumulée par leurs pères. Les gros salaires ont disparu : tous les hommes se sont également partagé les biens de la vie. Je ne parle pas de l'inégalité que, dès le lendemain, dès le soir même, les différences dans l'intelligence, dans l'énergie, dans la mora-

lité, auront fait reparaître entre les hommes. Supposons que cette chimère de la suppression des riches puisse durer; dites-moi ce que deviendra le lendemain l'ouvrier lui-même, pour qui les ingénieurs ne feront plus de plans ni de constructions, pour qui le savant ne travaillera plus dans son laboratoire, pour qui le capitaliste ne formera plus d'entreprises? Dites-moi si sa condition ne sera pas pire que la veille?

Le côté le plus triste de toutes les tentatives faites sans le concours des classes dirigeantes, c'est leur navrante absurdité : rien de pratique, rien de possible. On sent le mal, parce qu'on en souffre, mais on est incapable de trouver un remède. Et qui, en effet, peut trouver et indiquer le remède, sinon ceux qui ont réfléchi, qui peuvent comparer les temps et les lieux, qui savent pour avoir appris? Où se trouvent ceux-là, sinon dans les classes dirigeantes? Toute révolution sociale tentée sans leur concours est condamnée à l'avortement.

Aucun spectacle n'a été à cet égard plus douloureusement instructif que celui de la Commune de Paris en 1871. Durant un mois et demi, on l'a vue chaque semaine essayer de formuler son programme, et chaque semaine changeant de formule et de programme. On avait affiché la prétention d'affranchir le peuple; ils ont fini par brûler les maisons, les monuments, les bibliothèques, les insensés!

Guerre entre les classes, également funeste aux uns et aux autres, ne pouvant aboutir qu'au malheur de tous : voilà où nous en sommes. Une seule espérance reste : la réconciliation de la bourgeoisie et du peuple. Le salut de la patrie en dépend.

Cette réconciliation est-elle possible? Oui, car ce n'est pas la nature qui a fait les classes ennemies, loin de là. Toutes ont besoin les unes des autres; toutes sont destinées à se prêter un mutuel concours.

Et maintenant de qui doit venir la réconciliation? Nous le disons sans hésiter, elle doit venir des classes dirigeantes. Elle doit venir d'elles, parce que, dans l'histoire, c'est d'elles qu'est venu le mal. Elles ont, à l'origine, fait prédominer le principe de la force; elles ont abusé de la puissance. Elles ne feront que réparer les souffrances qu'elles ont causées.

La réconciliation doit venir d'elles, parce qu'elles sont les plus éclairées, parce qu'elles seules voyant, grâce à leur instruction, le faible et le fort des choses, peuvent comprendre combien cette réconciliation est nécessaire; parce que, si elles ne donnent l'exemple, ce n'est pas la foule, toujours excusable d'être passionnée, qui la première donnera le signal de l'apaisement. « Messieurs les Anglais, tirez les premiers! » Messieurs des classes dirigeantes, désarmez les premiers!

La réconciliation doit venir des classes dirigeantes,

parce qu'elles sont les classes dirigeantes. Elles ont la prétention de conduire la société : leur fonction c'est d'éviter les chocs sociaux, de prévenir les accidents ou de les réparer.

Chose étrange! la bourgeoisie réclame pour elle la supériorité du jugement, des lumières; elle veut les égards, le respect, la considération; et sitôt qu'il s'agit d'un sacrifice, elle veut qu'on le lui fasse. Il faut qu'en tout on lui cède. « Je me résignerai à la démocratie, dit-elle, si la démocratie est bien sage. Je me résignerai à la République, si les républicains sont bien modérés ! » Il s'agit d'un avantage pour soi-même, on le veut sur-le-champ et complet; il s'agit d'un avantage pour les autres, on ne s'y résigne qu'à toute extrémité et de mauvaise grâce!... On parle sans cesse au peuple de ses devoirs : obéissance, docilité, respect; on ne reconnaît ses droits que quand on ne peut faire autrement.

Ce n'est pas en persistant dans cette attitude qu'on hâtera le jour de l'apaisement.

Nous ne l'avons pas caché : la réconciliation ne se fera pas sans peine. Même quand les classes dirigeantes s'y prêteront en toute loyauté, même lorsqu'elles s'avanceront la main franchement ouverte vers la démocratie, il restera longtemps contre elles dans le peuple des préjugés difficiles à détruire. C'est avec méfiance qu'on les verra s'approcher; elles seront l'objet de plus d'une calomnie.

Elles tendront la main, et on refusera de l'accepter. Et la fierté de plus d'un sera révoltée; et plus d'un, qui n'avait fait le premier pas qu'à regret, sera découragé et peut-être heureux en secret de l'être.

A qui la faute cependant? Comment le peuple, qui a longtemps souffert de la part des classes privilégiées, l'oublierait-il en un jour? Elles l'ont souvent opprimé, elles l'ont plus souvent trompé encore. Peureuses devant la tourmente, féroces sitôt qu'elle était passée. Ne les a-t-il pas vues employer tant de fois à l'abuser, à l'exploiter, ce qu'elles avaient de plus que lui de ressources, d'intelligence, d'habileté? On leur attribuera d'égoïstes calculs alors même qu'elles auront cessé d'en faire, et des générations toutes bienveillantes expieront, par la méfiance dont elles seront l'objet, la malveillance de celles qui ont précédé.

Il faut savoir toutes ces choses; il ne faut pas s'en laisser abattre. Il n'y a pas de salut pour la France hors de la réconciliation des classes, qui seule peut finir la révolution; et le peuple français est assez courageux, assez noble, assez généreux, pour que la bourgeoisie puisse être tentée de se dévouer à le sauver.

Il faut surtout qu'on y songe à toute heure; ce grand pays, aujourd'hui vaincu, est entouré d'ennemis pour qui sa ruine n'est pas assez complète encore; ce n'est pas trop pour empêcher l'œuvre de

leur haine de la bonne volonté de tous les enfants de la patrie; et cette haine compte, pour lui faciliter la tâche, sur nos discordes autant que sur ses propres efforts.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

AVANT-PROPOS 1
INTRODUCTION 5

LIVRE Ier.

LES INSTITUTIONS.

CHAP. I. Le gouvernement et les partis politiques 25
CHAP. II. Le clergé 50
CHAP. III. La magistrature 75
CHAP. IV. La presse 89

LIVRE II.

LES MŒURS.

CHAP. I. L'instruction 114
CHAP. II. La moralité 140
CHAP. III. Le manque d'énergie 152
CHAP. IV. Les femmes 178

LIVRE III.

L'ACTION SOCIALE.

CHAP. I. L'éducation morale du peuple 225
CHAP. II. Le rôle politique 243

CHAP. III. La charité, la justice, la solidarité..... 255
CHAP. IV. Raisonnements bourgeois..... 267
CHAP. V. Actions et réactions extrêmes..... 279
CHAP. VI. La peur... 291
CONCLUSION..... 305

FIN DE LA TABLE.

16695 — Typographie Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris